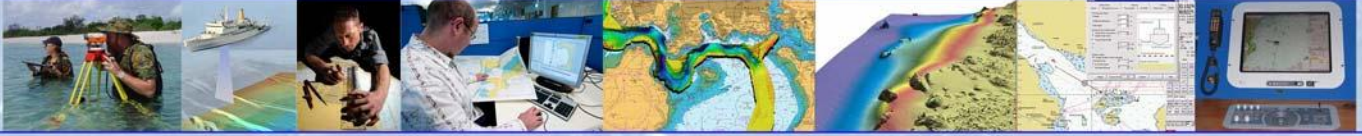




# BULLETIN HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONAL



## Table des Matières

- ✚ [Rapports mensuels pour le bulletin... p.1 - 162](#)
- ✚ [Les nouveaux hydrographes.....p.164-167](#)



Janvier - Décembre 2017

# JANVIER

## 7<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA BASE DE DONNÉES MONDIALE POUR LES ENC (WENDWG) Washington DC, Etats-Unis, 31 janvier – 2 février

La septième réunion du groupe de travail sur la base de données mondiale pour les ENC (WENDWG) qui a eu lieu à Washington, District of Columbia, Etats-Unis, a été accueillie par le Service des levés côtiers de l'administration océanique et atmosphérique nationale (NOAA), du 31 janvier au 2 février, conjointement avec la 2<sup>ème</sup> réunion mixte des centres de coordination régionaux des ENC, d'IC-ENC et de PRIMAR. La réunion était présidée par M. Jamie McMichael-Phillips (Royaume-Uni). Vingt et un délégués de 12 Etats membres (Argentine, Brésil, Canada, Chine, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Turquie, Royaume-Uni, Etats-Unis) représentant onze commissions hydrographiques régionales (CHRA, CHMB, CHAO, CHAtO, CHMAC, CHMMN, CHN, CHMN, CHAIA, CHAtSO, CHUSC), les présidents du comité directeur d'IC ENC et du comité consultatif de PRIMAR ainsi que les directeurs des deux RENC ont assisté à la réunion. Le directeur Mustafa Iptes et l'adjoint aux directeurs Yves Guillam (secrétaire) y ont représenté le Secrétariat de l'OHI.



*Participants à la 7<sup>ème</sup> réunion du WENDWG.*

La réunion a noté que la plupart des décisions et actions découlant de la 6<sup>ème</sup> réunion du WENDWG ont été mises en œuvre ou terminées. Par conséquent, la réunion s'est concentrée sur les principaux items de travail du programme de travail WENDWG 2016-17 et sur les actions attribuées au WENDWG par le comité de coordination inter-régional (IRCC) à sa 8<sup>ème</sup> réunion de 2016.

Le WENDWG a convenu qu'il était nécessaire d'appeler l'attention de la 1<sup>ère</sup> session de l'Assemblée de l'OHI (OHI-A1) concernant certaines questions importantes. Un groupe de rédaction ad hoc a préparé les messages clés qui pourraient être inclus dans la présentation orale du président de l'IRCC, dont la sensibilisation aux mesures que devraient prendre les CHR et les producteurs d'ENC afin de minimiser les chevauchements dans la couverture en ENC, en

particulier lorsqu'ils pourraient avoir un impact sur la sécurité de la navigation. L'état de la couverture en ENC a été examiné sur la base d'un rapport fourni par le Royaume-Uni, et en tenant également compte du rapport préparé par l'OHI (NCSR 4/25/5) pour la 4<sup>ème</sup> session du sous-comité de la navigation, des communications et de la recherche et du sauvetage de l'OMI. La réunion a pris note de la série d'actions ainsi que des questions soulevées lors de la 8<sup>ème</sup> réunion du comité des services et des normes hydrographiques (HSSC 8) concernant l'utilisation des processus de vérification de la présentation des données et des performances ENC/ECDIS à bord des navires lors des contrôles par l'Etat du port. Les participants au WENDWG, y compris les RENC, ont reconnu que la « Liste des correspondants des Services hydrographiques pour les questions de chevauchement des ENC » disponible sur le site web de l'OHI, n'était plus utilisée et qu'elle devrait être retirée.

Deux autres groupes de rédaction ad hoc ont été créés pendant la réunion ; le premier pour préparer un projet de nouvelle résolution de l'OHI pour tenter de limiter les questions de chevauchement relatives à la couverture en ENC lorsque la sécurité de la navigation est en jeu. Cette nouvelle proposition de résolution de l'OHI vise à clarifier et à consolider la procédure qui existe déjà dans les *Directives sur la mise en œuvre des principes WEND*. Elle sera soumise à l'IRCC 9 en juin 2017, aux fins d'approbation. Le deuxième groupe de rédaction ad hoc a été créé pour établir des procédures et des directives pour les RENC dans le but d'évaluer « l'effet créé » par tout cas particulier de chevauchement dans la couverture en ENC, et pour développer encore la possibilité d'échanger des *données* ENC entre RENC aux fins d'harmonisation et de contrôle de la qualité en général. Le WENDWG a convenu que les nouvelles procédures et directives devraient également incorporer les parties concernées du diagramme du flux de données ENC (cf. page web sur le référentiel documentaire du WENDWG de l'OHI) et englober les ENC dites « exclusives » qui ne sont actuellement pas distribuées via les RENC.

Les représentants des CHR ont rendu compte des progrès effectués pour les schémas d'ENC dans leur région de cartographie. Ils ont été informés par le Secrétariat de l'OHI que les Etats membres de l'OHI devraient bientôt approuver une nouvelle édition de la S-11 partie A - *Directives pour la préparation et la tenue à jour des schémas de cartographie internationale (INT) et d'ENC*. L'inclusion de schémas d'ENC dans les directives vise à renforcer la nécessité de mettre en œuvre des schémas d'ENC au niveau régional. La situation varie significativement d'une région à une autre et on ne sait pas clairement à ce stade si l'adhésion est générale sur cette question, nonobstant le fait que l'établissement de schémas d'ENC régionaux a été décidé par l'IRCC et supervisé ces cinq dernières années par le biais des indicateurs de performance de l'OHI associés au plan stratégique de l'OHI. Ces indicateurs de performance ont fait l'objet de discussions dans le cadre de la préparation de la prochaine Assemblée de l'OHI. Une recommandation a été effectuée pour se concentrer dans le futur sur les indicateurs des bandes d'usage d'ENC 1 à 3, étant donné que les bandes 4 à 6 sont habituellement considérées comme relevant d'une couverture nationale en ENC plutôt que régionale.

Certains pays producteurs d'ENC qui incluent déjà des avis aux navigateurs temporaires et préliminaires dans leurs mises à jour ENC ont argumenté que les décisions prises lors de l'IRCC 8 relatives à l'« Admiralty Information Overlay service » fourni par l'UKHO dans le cadre de son service AVCS, n'avaient pas encore été mises en œuvre. L'UKHO a accepté de rendre compte de cette question dans un délai d'un mois.

Le WENDWG a retenu de recommander la poursuite de ses activités à l'IRCC. La prochaine réunion du WENDWG se tiendra consécutivement à la tenue soit tenue immédiatement avant ou après la prochaine réunion conjointe des RENC en mars 2018 à Buenos Aires, Argentine.

Des informations supplémentaires sur la réunion sont disponibles sur le site web de l'OHI à la rubrique : [www.iho.int](http://www.iho.int) > Comités & GT > WENDWG > WENDWG-7.

Des documents de référence sont également disponibles à la rubrique : [www.iho.int](http://www.iho.int) > Comités & GT > WENDWG > WENDWG > Référentiel documentaire du WENDWG.

## 7<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE INTERNATIONALE « EN ROUTE » SUR LA « E-NAVIGATION »

**MS Pearl Seaways, en mer, 31 janvier - 2 février**

La 7<sup>ème</sup> conférence internationale « en route » sur la « e-navigation » a eu lieu du 31 janvier au 2 février à bord du ferry M/S *Pearl Seaways*, qui a fait la traversée aller et retour entre Copenhague, Danemark et Oslo, Norvège. Conjointement organisée par l'autorité maritime danoise et l'association internationale de signalisation maritime (AISM), la conférence était également soutenue par l'OHI, la BIMCO, le Comité International Radio-Maritime (CIRM) et la Chambre de commerce internationale (CCI). Approximativement 150 délégués de 28 pays représentant les administrations maritimes nationales, les services hydrographiques (Etats-Unis, Norvège, République de Corée, Royaume-Uni, Suède et Ukraine), l'industrie et des organisations internationales (BIMCO, CIRM, AISM, OHI, l'association internationale des propriétaires de pétroliers indépendants, l'association internationale des commandants de ports, l'association internationale des pilotes maritimes).



*Participants à la 7<sup>ème</sup> conférence « en route » sur la « e-navigation »*

L'objectif principal de la conférence était de montrer le développement de solutions et de bancs d'essai de « e-navigation » pratiques. La conférence a été conjointement ouverte par M. Francis Zachariae, secrétaire général de l'AISM, M. Troels Blicher Danielsen, directeur général adjoint de la DMA, et M. Kwang-youl Park, directeur général du ministère des océans et de la pêche, République de Corée. Le discours liminaire a été prononcé par M. Michael Bergmann, président du CIRM. Le directeur Gilles Bessero, représentant l'OHI, a présenté la perspective de l'OHI sur les progrès et les tendances de la « e-navigation » en rapport avec le développement et la mise en œuvre du concept de portefeuilles de services maritimes (MSP). Il a souligné les questions qui doivent être réglées pour passer de la structure actuelle de services hydrographiques hérités de l'environnement de la carte papier à une structure de « e-navigation » conviviale et a souligné le rôle prévu du groupe d'harmonisation OMI-OHI sur la modélisation des données (HGDM). La progression du développement de la S-100 à l'appui de la « e-navigation » a été présentée par M<sup>me</sup> Julia Powell, Etats-Unis, présidente du groupe de travail de l'OHI sur la S-100.



*Gilles Bessero et Julia Powell s'adressant à la conférence*

A l'issue des 30 présentations et discussions qui ont eu lieu pendant les trois jours de la conférence, cinq faits marquants ont été identifiés :

- La nécessité d'identifier des études de cas fiables montrant comment la « e-navigation » traite des intérêts des différentes parties prenantes maritimes;
- Au moins une autorité nationale envisage que la « e-navigation » traite de la navigation autonome dans les eaux côtières;
- La cyber sécurité est toujours une question qui doit être réglée;
- La liste des 16 MSP dans le plan de mise en œuvre de la stratégie de « e-navigation » nécessite une amélioration supplémentaire et devrait être prise en considération par toutes les organisations impliquées, y compris par le HGDM OMI-OHI ;
- Le cloud maritime nécessite un cas d'étude solide incluant les questions de cyber sécurité, de propriété et de gouvernance.

Toutes les présentations faites pendant la conférence sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.iala-aism.org/products-projects/e-navigation/e-nav-underway/international-e-navigation-underway-2017/>.

Il est envisagé que la prochaine conférence internationale « en route » sur la « e-navigation » ait lieu du 26 au 28 janvier 2018. Deux éditions régionales sont prévues respectivement à Jeju, République de Corée, du 18 au 20 juin 2017 pour la région Asie-Pacifique, et à Saint Jean, Terre-Neuve, Canada, du 16 au 18 octobre 2017 pour l'Amérique du Nord.

## 8<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES INFRASTRUCTURES DE DONNÉES SPATIALES MARITIMES (MSDIWG)

Vancouver, Canada, 31 janvier - 2 février

### Groupe de travail sur les infrastructures de données spatiales maritimes

Le groupe de travail sur les infrastructures de données spatiales maritimes (MSDIWG) a été créé en 2008 afin de soutenir les activités du programme de travail de l'OHI en lien avec les infrastructures de données spatiales (SDI) et/ou les infrastructures de données spatiales maritimes (MSDI), de superviser les activités et les tendances SDI et de promouvoir l'utilisation des normes de l'OHI ainsi que des données maritimes des Etats membres dans le cadre des activités SDI. Le MSDIWG est également chargé d'assurer la liaison avec d'autres organes pertinents afin d'accroître la prise de conscience des données spatiales maritimes, d'identifier la manière dont l'OHI pourrait contribuer au développement des SDI/MSDI à l'appui des Etats membres, d'identifier les solutions possibles à toute question technique importante en lien avec l'interopérabilité entre les contributions maritimes et terrestres aux SDI et afin d'identifier tout besoin de renforcement des capacités de l'OHI relatif aux MSDI.

La huitième réunion du MSDIWG s'est tenue à Vancouver, Canada, accueillie par le service hydrographique canadien (SHC), du 31 janvier au 2 février, et précédée par une réunion du groupe de travail sur le domaine maritime (Marine DWG) de l'Open Geospatial Consortium (OGC). La réunion a été présidée par M. Jens Peter Hartmann (Danemark). Treize délégués de neuf Etats membres (Allemagne, Argentine, Brésil, Canada, Danemark, Etats-Unis, Malaisie, République de Corée et Royaume-Uni) et huit observateurs et intervenants à titre d'experts de l'OGC, de l'association mondiale des infrastructures de données spatiales (GSDI), de Teledyne Caris, d'ESRI, d'IIC Technologies et d'OceanWise ont participé à la réunion. L'adjoint aux directeurs Alberto Costa Neves y a représenté le Secrétariat de l'OHI.



*Participants à la 8<sup>ème</sup> réunion du MSDIWG*

La réunion a été informée des conclusions tirées de l'étude du SHC sur les MSDI des Etats membres, et en particulier des observations relatives à la préparation de métadonnées et à la gouvernance. La réunion a ensuite recherché les meilleures manières d'aider les Etats membres et les commissions hydrographiques régionales (CHR) à développer davantage leurs MSDI. La réunion a également convenu de rechercher un financement pour le développement d'une image opérationnelle commune en collaboration avec l'OGC et la GSDI. La nécessité d'obtenir des retours plus approfondis de la part des Etats membres via les CHR a été jugée cruciale afin que le MSDIWG identifie les moyens de soutenir les objectifs de l'OHI, fournisse des exemples des avantages des MSDI ainsi que des inconvénients qu'il y aura dans un proche futur à ne pas détenir un tel système.

Les participants ont été informés des progrès du projet d'édition 2.0.0 de la publication de l'OHI C-17 - *Infrastructures de données spatiales : « La dimension maritime » - Guide à l'usage des services hydrographiques* et a étudié différents moyens de la maintenir à jour et pertinente. La réunion a invité le Marine DWG de l'OGC à envisager de rédiger un modèle conceptuel pour les MSDI ainsi qu'une note conceptuelle traitant de l'impact du concept du « cloud ».

Les rapports nationaux des Etats membres ont informé la réunion des développements relatifs aux projets pilotes MSDI dont l'objectif est de démontrer la faisabilité d'une MSDI nationale, de la meilleure manière de capturer des métadonnées cohérentes, des formats et de la présentation des données, du développement d'applications qui soutiennent les divers utilisateurs, de l'organisation d'une politique et d'un cadre de gouvernance cohérents ainsi que du développement de géoportails et de services web nationaux. La plupart des participants ont souligné un accroissement de la prise de conscience de la valeur des données géospatiales et la tendance vers des services centrés sur les données plutôt que sur les produits, ainsi que la nécessité d'enseigner aux agences nationales la meilleure manière d'organiser leurs bases de données.

La réunion a été informée des développements de MSDI régionales, et en particulier de celle couvrant la région arctique. Ceci a reflété la contribution d'Etats membres pour l'établissement d'une MSDI régionale en utilisant des données et normes ouvertes pour l'interopérabilité de données géospatiales fiables, bénéficiant à l'ensemble de la communauté. Les participants ont reçu des informations concernant les unités écologiques maritimes (EMU), la télémétrie intelligente dans le cadre d'une MSDI, l'utilisation de surfaces de résolution variables pour améliorer l'efficacité dans la gestion de gros fichiers, et concernant d'autres développements dans les mers Baltique et du Nord, en matière d'EMODnet et en matière du cadastre maritime.

Un plan de travail actualisé du MSDIWG pour 2018-2020 a été produit pour refléter les actions et les tâches approuvées lors de la réunion qui sont nécessaires pour atteindre les objectifs fixés pour le MSDIWG par l'IRCC. La réunion a également été informée des améliorations apportées au site web de l'OHI avec une mise à jour du portail GIS afin de présenter des exemples de SDI et de MSDI dans le monde.

### **Groupe de travail de l'OGC sur le domaine maritime**

La 8<sup>ème</sup> réunion du MSDIWG a été précédée d'une réunion du Marine DWG de l'OGC (le 30 janvier), qui a vu la participation de plus de 22 personnes et était accueillie par le SHC et l'OGC. Conformément à la pratique en vigueur à l'OGC, le Marine DWG a trois co-présidents (de Teledyne Caris, de l'agence nationale de renseignement géospatial des Etats-Unis et de l'UKHO) qui fournissent à eux trois un bagage hydrographique solide. La réunion a été informée du protocole d'accord récemment signé entre l'OHI et l'OGC ainsi que de ses points clés, qui mettent en exergue la coordination en matière de normes communes, de meilleures pratiques, de retours d'expérience, de développements à venir et d'implication auprès des parties prenantes.

La réunion a examiné le contenu d'un éventuel modèle conceptuel pour MSDI, les types de services de l'OGC qui pourraient être utiles dans l'échange de données de levés hydrographiques et des fonds marins tels que les caractéristiques des cartes et la couverture bathymétrique à haute résolution via des interfaces normalisées, les mécanismes d'identification des paramètres qui bénéficieraient d'une normalisation plus poussée ainsi que la création des groupes de travail sur les normes pertinents afin de traiter les lacunes dans le référentiel existant de normes de l'OGC, de l'OHI et de l'association internationale des producteurs de gaz et de pétrole (IOGP).



Les participants ont discuté du potentiel des projets pilotes et des jeux de données d'essai d'interopérabilité qui permettraient de déterminer le flux de travail et l'infrastructure nécessaires pour assurer que les données géospatiales maritimes puissent être utilisées à des fins autres que la navigation. Les présentations effectuées lors de la réunion seront mises à disposition par l'OGC sur un site web ouvert et le lien sera disponible sur les pages web du MSDIWG.

La prochaine réunion du MSDIWG, qui sera associée à un forum sur les MSDI et à une réunion du Marine DWG de l'OGC, se tiendra en janvier ou février 2018, au Brésil (les date et lieu exacts sont à déterminer). Les informations concernant la réunion seront mises en ligne sur le site web de l'OHI, lorsqu'elles seront disponibles, à l'adresse: [www.iho.int](http://www.iho.int) → Comités & GT → MSDIWG → MSDIWG 8 (et → MSDI Open Forum).

Les documents de référence sont également disponibles à l'adresse : [www.iho.int](http://www.iho.int) > Comités & GT > MSDIWG > Le corpus de connaissances.



# FEVRIER

## 4<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA BATHYMÉTRIE PARTICIPATIVE

**Centre pour la cartographie côtière et océanique  
& Centre hydrographique mixte NOAA/UNH**

**Université du New Hampshire, Durham, Etats-Unis, 13-14 février**

Le groupe de travail sur la bathymétrie participative (CSBWG) a été chargé par le comité de coordination inter-régional (IRCC) de développer une publication de l'OHI qui donne des directives concernant la collecte et l'utilisation des données de bathymétrie participative (CSB). Ce document fournira des directives et des conseils concernant diverses considérations qui devraient être prises en compte lors de la collecte de données CSB aux fins d'inclusion dans le jeu mondial de données bathymétriques tenu à jour par le centre de données de l'OHI pour la bathymétrie numérique (DCDB).



*Les participants à la 4<sup>ème</sup> réunion du CSBWG entre les sessions*

Le groupe de travail a tenu sa quatrième réunion au centre pour la cartographie côtière et océanique et au centre hydrographique mixte NOAA/UNH, université du New Hampshire, Durham, Etats-Unis, les 13 et 14 février. La présidente du CSBWG, M<sup>me</sup> Jennifer Jencks (Etats-Unis, directrice du DCDB), a présidé la réunion, qui a vu la participation de représentants de six Etats membres (Canada, Etats-Unis, Italie, Nigéria, Norvège et Philippines), ainsi que d'observateurs et d'intervenants à titre d'experts de GMATEK, d'Inc./World Maritime University et de Sea-ID. Le secrétaire général Robert Ward et l'adjoint aux directeurs David Wyatt y ont représenté le Secrétariat de l'OHI.

Le CSBWG a reçu des comptes rendus oraux des coordinateurs de ses groupes de correspondance qui avaient été chargés de rédiger des sections spécifiques des directives. Au cours de la réunion, les différents projets de sections des directives ont été développés plus avant. Un projet de version initial des directives sera mis à disposition des parties prenantes ciblées aux fins de commentaires avant la présentation d'un premier projet à l'IRCC lors de sa 9<sup>ème</sup> réunion à Paramaribo, Suriname, en juin 2017. Sous réserve de l'accord de l'IRCC, ceci sera

suivi par une période de consultation publique officielle qui débouchera sur la soumission d'une proposition de texte final lors de la 10<sup>ème</sup> réunion de l'IRCC (IRCC 10) en 2018, sur son examen par le Conseil de l'OHI lors de sa 2<sup>ème</sup> réunion et sur son adoption ultérieure par les Etats membres de l'OHI vers la fin de l'année 2018.

Il a été convenu qu'une autre réunion du groupe de travail permettrait d'examiner les résultats de la période de consultation officielle entre l'IRCC 9 et l'IRCC 10. Il est par conséquent prévu d'organiser une cinquième réunion du CSBWG à Monaco fin novembre ou début décembre 2017. Cette réunion pourrait être suivie d'une réunion du groupe de travail international sur la cartographie des fonds marins dans l'Atlantique, qui est activement impliqué dans des initiatives de bathymétrie participative visant à aider à améliorer la connaissance des fonds marins de l'Atlantique.

Le compte rendu de la réunion ainsi que les documents d'accompagnement seront mis à disposition à la section du site web de l'OHI consacrée au CSBWG à l'adresse : [www.iho.int > Comités & GT > IRCC > CSBWG](http://www.iho.int/Comités%20&%20GT/IRCC/CSBWG).

## 7<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL INTERNATIONAL SUR LA CARTOGRAPHIE DES FONDS MARINS DANS L'ATLANTIQUE (ASMIWG)

**Durham, New Hampshire, Etats-Unis, 15-16 février**

Le groupe de travail international sur la cartographie des fonds marins dans l'Atlantique (ASMIWG) a été créé en 2015 afin de traiter des questions relatives à la cartographie des fonds marins dans le cadre de la mise en œuvre de la *Déclaration de Galway* de 2013 dans laquelle l'Union européenne (UE), les Etats-Unis d'Amérique et le Canada ont convenu d'unir leurs forces dans le domaine de la recherche sur l'océan Atlantique.



7<sup>ème</sup> réunion de l'ASMIWG en session

La 7<sup>ème</sup> réunion de l'ASMIWG s'est tenue à l'université du New Hampshire à Durham, New Hampshire, Etats-Unis, les 15 et 16 février. La réunion était présidée par M. Stephen Locke, directeur de la commission géologique du Canada pour l'Atlantique, et a vu la participation de représentants de l'UE, du Canada et des Etats-Unis ainsi que de la Commission européenne (CE) et d'organisations non-gouvernementales. L'adjoint aux directeurs David Wyatt y a

représenté l'OHI et le projet de la carte générale bathymétrique des océans (GEBCO) OHI-COI.

L'ASMIWG a examiné les progrès effectués depuis sa précédente réunion ainsi que l'orientation et les directives fournies par le comité d'application tripartite Canada-UE-Etats-Unis. La réunion a reçu des informations sur la récente nomination d'un coordinateur de navires de recherche, qui sera en contact avec les gestionnaires des différents navires de recherche afin d'identifier les opportunités de collecte de données en dehors de leurs engagements opérationnels spécifiques et qui coordonnera les places mises à disposition dans les navires pour que les étudiants acquièrent de l'expérience en matière de systèmes de gestion des levés au cours des traversées.

Un bref compte rendu a été fourni par les centres nationaux pour les informations environnementales (NCEI) de la NOAA sur l'état d'avancement des développements du centre de l'OHI pour la bathymétrie numérique (DCDB) et du *North Atlantic Data Viewer*, incluant les travaux devant être exécutés au cours des quatre prochains mois. Le compte rendu détaillait également les travaux entrepris afin d'identifier des zones de projet de 400 milles carrés appropriées dans l'Atlantique nord ainsi que les critères utilisés pour leur sélection. Cette discussion a mis en évidence les nouveaux jeux de données du Portugal couvrant ses demandes d'extension de son plateau continental et qui seront mis à disposition en temps opportuns.

Des comptes rendus d'actualisation ont été fournis concernant les activités d'« *Ocean Literacy WG* » (groupe de travail sur la connaissance des océans), du réseau européen d'observation et de données du milieu marin (EMODnet), de l'Organisation internationale des opérateurs de navires scientifiques (IRSO), du groupe de travail de l'OHI sur la bathymétrie participative, du projet Seabed 2030 de la GEBCO, des projets « *A Trans-Atlantic assessment and deep-water ecosystem-based spatial management plan for Europe* » (ATLAS) (un plan d'étude transatlantique et de gestion spatiale des eaux profondes basées sur un écosystème pour l'Europe) et « *Deep-sea Sponge Grounds Ecosystems of the North Atlantic* » (SponGES) (écosystème des fonds spongieux de haute mer de l'Atlantique nord), de l'« *Atlantic Seafloor Partnership for Integrated Research and Exploration* » (ASPIRE) (un partenariat sur les fonds marins dans l'océan Atlantique pour la recherche et l'exploration intégrées), des « *Atlantic Canyons Undersea Mapping Expeditions* »

(ACUMEN) (expéditions de cartographie sous-marine dans les canyons de l'Atlantique) ainsi que de l'action de coordination et de soutien de l'alliance de recherche sur l'océan Atlantique (AORA CSA).

La réunion a insisté sur le 400<sup>ème</sup> anniversaire en 2020 du *Mayflower* qui a traversé l'Atlantique de Plymouth au « *nouveau monde* », en tant qu'opportunité d'accroître la visibilité de l'initiative de Galway et d'exprimer l'importance et la valeur scientifique d'accroître la connaissance de l'Atlantique nord pour la société. Il a également été convenu que les conférences « *UN Ocean Conference* » (conférence des Nations Unies sur les océans) en juin et « *Our Ocean Conference* » (notre conférence sur les océans) à Malte, en octobre, donneraient également l'opportunité d'accroître la visibilité du projet.

Les participants ont examiné le projet de rapport sur les activités effectuées à ce jour, les propositions d'actions futures et l'identification de zones de projet pilote, en préparation de la soumission au comité d'application tripartite. Dans le cadre de cet examen, une liste de raisons pour lesquelles il est important de cartographier l'Atlantique nord a été développée ; la liste préparée par la GEBCO dans le projet de feuille de route pour « *Seabed 2030* » a été utilisée en tant que base pour cette liste.



*Poste de la console de téléprésence CCOM/JHC*

Au cours de l'une des pauses, les participants ont pu faire la visite des installations du centre de cartographie côtière et océanique/centre hydrographique mixte (CCOM/JHC) incluant une démonstration du poste de la console de télé-présence, à partir de laquelle des observations et des discussions peuvent avoir lieu en direct avec des missions en cours, partout en mer.

Les participants ont été informés des développements du site web AORA (<http://www.atlanticresource.org>) à l'appui des activités de l'ASMIWG et de l'application Share Point destinée à être utilisée par les membres de l'ASMIWG pour le partage de documents et dans laquelle tous les documents et toutes les présentations des réunions ont été placés.

Le comité d'application a confirmé que la prochaine et huitième réunion de l'ASMIWG aurait lieu à Halifax, Canada, en juin ou juillet 2017.

## RÉUNION PRÉPARATOIRE POUR LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'OcéAN 2017 Siège des NU, New York, Etats-Unis, 15-16 février



Le secrétaire général a représenté l'OHI à la réunion préparatoire de la conférence des Nations Unies (NU) pour appuyer la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable (ODD) 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable (conférence sur l'océan). La conférence sur l'océan sera convoquée au Siège des Nations Unies à New York, Etats-Unis, du 5 au 9 juin 2017, en parallèle avec la Journée mondiale de l'océan le 8 juin. Le thème principal de la conférence sera celui de nos océans, notre futur : un partenariat pour la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 14.

La réunion préparatoire a rassemblé de nombreux Etats membres des NU ainsi qu'un nombre tout aussi important de représentants d'autres organisations et parties prenantes intergouvernementales et internationales. Les débats de la réunion préparatoire ont été centrés sur les principaux thèmes devant être débattus à la conférence sur l'océan et sur l'« Appel à action » attendu qui résultera de la conférence.



*Session d'ouverture de la réunion préparatoire au siège des NU*

De nombreux intervenants ont souligné la nécessité d'une plus large coopération inter-organisationnelle afin d'obtenir davantage de données scientifiques pour soutenir les progrès réalisés en vue de la mise en œuvre de l'ODD 14. Le manque significatif de données bathymétriques pour les mers, les océans et les eaux côtières a été reconnu comme l'un des paramètres nécessitant une amélioration, à la fois pendant la réunion et dans le cadre de plusieurs événements parallèles. La nécessité d'accroître le renforcement des capacités afin que les petits Etats insulaires et les Etats côtiers en développement puissent davantage contribuer à et gouverner l'utilisation durable des mers et des océans a constitué un autre sujet omniprésent.

Les participants à la réunion préparatoire ont été encouragés à soutenir les événements et activités parallèles lors de la conférence sur l'océan qui aura lieu en juin. Le Secrétariat de l'OHI examine les possibilités de promouvoir les activités de l'Organisation qui viennent directement à l'appui de l'ODD-14, y compris son rôle dans le cadre du programme de la GEBCO, le fonctionnement du Centre de données pour la bathymétrie numérique (DCDB), le rôle croissant de l'OHI dans les infrastructures de données spatiales maritimes (MSDI) et le programme de l'OHI en matière de renforcement des capacités, ainsi que les liens croissants que le Secrétariat de l'OHI entretient avec d'autres organisations et parties prenantes intergouvernementales et internationales.

## 7<sup>ÈME</sup> RÉUNION DE LA COMMISSION HYDROGRAPHIQUE DE LA ZONE MARITIME ROPME

Mascate, Oman, 20-22 février

La 7<sup>ème</sup> réunion de la commission hydrographique de la zone maritime ROPME (organisation régionale pour la protection du milieu marin) (CHZMR) s'est tenue à Mascate, Oman, du 20 au 22 février. La réunion a été ouverte par Mqaddam Juma al Busaidi, directeur par intérim du service hydrographique national d'Oman, en présence d'Ameed Harib bin Rashid al Rahbi, directeur général chargé des opérations et de la planification, marine royale d'Oman. Des représentants des Etats membres de la CHZMR suivants ont participé à la réunion : Arabie saoudite, Bahreïn, Oman, Pakistan, Qatar et République islamique d'Iran, conjointement avec des membres associés des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni et des observateurs de plusieurs organisations et autorités ainsi que plusieurs représentants de l'industrie. Le directeur Mustafa Iptes et l'adjoint aux directeurs David Wyatt y ont représenté le Secrétariat de l'OHI.



*Le directeur Iptes s'adresse  
aux délégués à la session  
d'ouverture de la CHZMR 7*

La réunion a reçu des comptes rendus nationaux d'Etats membres et d'Etats membres associés ainsi que du Secrétariat de l'OHI, puis a reçu des comptes rendus sur le projet de la GEBCO OHI-COI et sur des questions relatives à la base de données mondiale pour les ENC (WEND). Les délégués ont été encouragés à fournir des mises à jour régulières de l'Annuaire de l'OHI (P-5) et de la publication de l'OHI C-55 - *Etat des levés hydrographiques et de la cartographie marine dans le monde*. Les détails relatifs à la couverture en cartes INT et en cartes électroniques de navigation (ENC) régionales ont été discutés, ainsi que le fait d'encourager l'accès au portail web INTOGIS pour gérer la couverture en cartes INT et en ENC au sein de la région. Le coordinateur de la NAVAREA IX (Pakistan) a fourni un rapport sur les questions relatives au service mondial d'avertissements de navigation (SMAN), et les résultats des réunions de l'OMI concernées ont été examinés. Le Directeur Iptes a briefé la commission sur les questions et activités actuelles de l'OHI ainsi que sur la future session de l'Assemblée de l'OHI.

La réunion a inclus des présentations de représentants de l'industrie qui ont souligné les technologies et les opportunités de formation disponibles dans la région. Les représentants de l'industrie ont tenu à mettre l'accent sur leur volonté de s'engager auprès de la CHZMR et de ses membres afin de favoriser le développement des capacités hydrographiques et cartographiques au sein de la région. Ces présentations ont été suivies par des présentations du coordinateur régional pour le renforcement des capacités (CB). L'ensemble des présentations a suscité un large débat sur différentes questions et sur les besoins régionaux. Une liste complète des besoins CB a été rédigée aux fins de soumission au sous-comité de l'OHI sur le renforcement des capacités (CBSC) qui se réunira en juin. Le système d'alerte aux tsunamis et de mitigation dans l'océan Indien et le projet GEBCO OHI-COI ont également fait l'objet de présentations, chacune soutenant la demande que les Etats membres contribuent au programme de la GEBCO OHI-COI via la fourniture de données bathymétriques en eaux peu profondes au centre de données de l'OHI pour la bathymétrie numérique (DCDB).

Les participants ont examiné les statuts de la commission et ont convenu de les amender pour inclure une échéance fixe pour le mandat du président, qui serait automatiquement remplacé par le vice-président après chaque réunion. Le Pakistan et la République islamique d'Iran ont été élus en tant que prochains président et vice-président de la commission, respectivement. La commission a également convenu que le président (Pakistan) et le vice-président (Iran) occuperaient les deux sièges au Conseil de l'OHI attribués à la CHZMR pour la période d'avril



2017 à avril 2020. Le service d'aides à la navigation du Moyen-Orient (MENAS) ainsi que le Bahreïn ont proposé d'envisager d'accueillir la 8<sup>ème</sup> réunion de la CHZMR, dont la tenue est prévue fin février 2019, précédée par une réunion d'une journée du groupe de travail sur la coordination de la cartographie INT.



*Participants à la réunion CHZMR 7*

# 4<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DE LA COMMISSION HYDROGRAPHIQUE DE L'ASIE ORIENTALE

Tokyo, Japon, 22-24 février



EAST ASIA HYDROGRAPHIC COMMISSION

La 4<sup>ème</sup> réunion du comité directeur de la commission hydrographique de l'Asie orientale (CHAO) qui s'est tenue à Tokyo, Japon du 22 au 24 février, était accueillie par le service hydrographique japonais (JHOD) de la garde côtière japonaise et présidée par le directeur du service hydrographique malaisien, le contre-amiral Dato' FADZILAH bin mohd Salleh. Le comité directeur de la CHAO se réunit chaque année entre les réunions triennales de la CHAO afin de surveiller les progrès accomplis dans la région et pour organiser un forum annuel dans le cadre duquel les directeurs de services hydrographiques de la région puissent se rencontrer.



Les représentants de tous les Etats membres de la CHAO, à l'exception d'un, ont participé à la réunion. Les Etats membres de l'OHI suivants étaient présents : Brunéi Darussalam, Chine, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines, République de Corée (RoK), Singapour, Thaïlande and Viet Nam. La République populaire démocratique de Corée n'y était pas représentée. Le Cambodge et le Timor Leste étaient représentés à la réunion en tant qu'Etats observateurs avec le président du comité directeur de la GEBCO (GGC). Le secrétaire général de l'OHI Robert Ward y a assisté en tant qu'observateur invité du Secrétariat de l'OHI.

La réunion a reçu des rapports d'avancement sur le centre de formation et de recherche et développement, basé à l'Agence hydrographique et océanographique coréenne de Busan (RoK) établie par la commission pour assurer son programme régional en renforcement des capacités (cf. : <http://trdc.eahc.asia/>). Le comité a approuvé le programme de travail 2018 et les demandes de financement à transmettre au sous-comité de l'OHI sur le renforcement des capacités. Le secrétaire général Ward a fourni un rapport des activités de l'OHI présentant un intérêt pour la commission et le président du GGC a fait une présentation sur le projet GEBCO COI-OHI et sur sa participation aux données participatives.

La commission a débattu de la progression et de la participation aux infrastructures de données spatiales maritimes et a créé deux groupes de travail afin fournir de plus amples conseils et informations à présenter à la prochaine réunion de la commission.

Les détails de la couverture régionale en cartes électroniques de navigation (ENC) ont été discutés y compris la nécessité de suspendre temporairement la diffusion de la couverture en

ENC de type 2 (à petites échelles) en mer de Chine méridionale jusqu'à ce qu'une politique d'attribution de noms géographiques convenue puisse être déterminée. Il a été convenu que la Chine - Hong Kong fournirait le centre régional de coordination des ENC pour l'Asie orientale (EA-RECC) aux fins d'harmonisation, d'assurance de la qualité et de mise à jour des ENC coproduites par la CHAO, aux fins d'organiser la diffusion et la vente des ENC du centre EA-RECC et d'autres ENC régionales auprès des revendeurs de cartes, et qu'elle deviendrait le coordinateur ENC pour la régional de cartographie INTernationale K.

Au cours de la réunion, les participants ont convenu que la Malaisie et l'Indonésie occuperont deux sièges au Conseil de l'OHI attribués à la CHAO pour la période d'avril 2017 à avril 2020.

La 5<sup>ème</sup> réunion du comité directeur de la CHAO aura lieu en Chine, début mars 2018.

Avant la 4<sup>ème</sup> réunion du comité directeur de la CHAO, le secrétaire général a saisi cette occasion pour rendre visite au commandant de la garde côtière japonaise et pour entamer des discussions informelles avec le directeur exécutif des programmes des affaires maritimes de la Nippon Foundation en rapport avec les activités de renforcement des capacités continues et fructueuses de l'OHI qui sont financées par la Nippon Foundation.

## 7<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU COMITÉ DE GESTION DU PROGRAMME OHI-RÉPUBLIQUE DE CORÉE

**Busan, République de Corée, 27-28 février**

La 7<sup>ème</sup> réunion du comité de gestion du programme OHI - République de Corée (PMB) a été accueillie par l'agence hydrographique et océanographique de Corée (KHOA) à Busan, République de Corée, les 27 et 28 février. La réunion a été ouverte par M. Chaeho Lim, directeur de la division de la cartographie marine de la KHOA. L'OHI y était représentée par le Directeur Mustafa Iptes et par l'adjoint aux directeurs Alberto Costa Neves (secrétaire). M. Maxim Van Norden, coordinateur du programme de master en sciences hydrographiques à l'université du Mississippi du sud (USM), Etats-Unis, ainsi que les employés de la KHOA concernés ont également assisté à la réunion à titre de contributeurs invités. La réunion était présidée par le Directeur Iptes.

Le PMB a été créé dans le cadre du protocole d'accord entre l'OHI et la République de Corée afin de déterminer la manière d'améliorer l'hydrographie et la cartographie marine dans le monde via les activités de renforcement des capacités financées par la République de Corée et de gérer le programme de coopération technique OHI-République de Corée. La réunion a convenu de la nécessité de réviser le protocole d'accord en vigueur afin de mettre à jour et d'ajuster certaines dispositions.

La réunion a examiné les progrès et les accomplissements des diverses activités de formation et d'enseignement financées par la République de Corée. La contribution financière annuelle de la République de Corée représente une part importante du fonds pour le renforcement des capacités (CB) utilisé pour financer le programme de travail CB annuel de l'OHI (CBWP). Depuis sa mise en place, la contribution de la République de Corée a financé des programmes d'enseignement en hydrographie et en cartographie, des cours de formation pour les formateurs (TFT), des séminaires et des cours de brève durée sur les levés hydrographiques, sur l'assurance qualité des ENC, sur les infrastructures de données spatiales maritimes, sur le droit de la mer et sur les marées et le niveau de la mer, entre autres.

Le succès des cours TFT dans la région de la commission hydrographique de l'Asie orientale (CHAO) sera rapporté par la KHOA lors de la prochaine réunion CBSC 15 en vue de rechercher un moyen d'utiliser ce concept dans d'autres commissions hydrographiques régionales (CHR). Les cours TFT ont apporté une capacité de formation en hydrographie et en cartographie, ce qui a permis de multiplier les échanges de connaissances au sein de la CHAO.

Le PMB a étudié les questions relatives à la gestion de soutien aux étudiants du programme d'hydrographie de catégorie « A » de l'USM et du programme de cartographie marine de catégorie « B » de la KHOA afin de procurer un niveau d'enseignement et de formation réellement élevé aux participants des pays en développement. Au cours de la réunion, le comité de sélection pour l'édition 2017-2018 du programme de catégorie « A » a été créé et a sélectionné une candidate de Roumanie, sous réserve d'acceptation finale par l'USM.

Les participants à la réunion ont noté avec satisfaction l'augmentation du nombre de nominations de candidats qualifiés pour le programme de catégorie « A » cette année, tout en regrettant que les fonds disponibles ne permettent pas de financer plus d'un étudiant. La réunion a également discuté de la manière d'aider les anciens élèves de la formation de la République de Corée à poursuivre leur développement professionnel et à s'impliquer dans des projets de l'OHI, dont la réunion sur la Journée de la science de la GEBCO qui se tiendra en République de Corée en novembre 2017. Les anciens élèves pourraient également tirer parti des réseaux sociaux afin de favoriser la coopération entre eux.

Le PMB a été informé que la contribution financière de la République de Corée à l'appui des activités CB sera en 2017 exceptionnellement inférieure à celle des années précédentes en raison de l'obligation inhabituelle de financer le personnel coréen détaché au Secrétariat de l'OHI en 2017. La République de Corée a également exprimé son souhait de poursuivre son

soutien afin de développer plus avant le système de gestion du renforcement des capacités (CBMS) en travaillant avec le Secrétariat de l'OHI.

Les participants à la réunion ont également reçu une présentation des activités CB actuellement conduites par le centre de formation, de recherche et de développement (TRDC) de la commission hydrographique de l'Asie orientale ainsi que du développement par le TRDC du e-learning afin de mieux assister la communauté hydrographique internationale. Le recours au e-learning est un objectif stratégique du TRDC de la CHAO.

La prochaine réunion du PMB se tiendra à Monaco les 27 et 28 février 2018.



*Participants au PMB 7*

**RÉUNIONS DE L'ÉQUIPE D'EXPERTS  
POUR LES SERVICES DE SÉCURITÉ MARITIME (ETMSS 5)  
ET  
DE L'ÉQUIPE D'EXPERTS POUR LES GLACES DE LA MER (ETSI 6)  
DE LA COMMISSION JCOMM DE L'OMM ET DE LA COI  
Institut météorologique finlandais, Helsinki, Finlande, 28 février - 3 mars**

Les équipes d'experts pour les services de sécurité maritime (ETMSS) et pour les glaces de la mer (ETSI) font partie de la commission technique mixte pour l'océanographie et la météorologie marine (JCOMM) de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO. L'ETMSS participe au sous-comité de l'OHI sur le service mondial d'avertissements de navigation (SC-SMAN) et y apporte des contributions en matière de météorologie. L'ETSI est l'organe chargé des normes de fonctionnement de l'OMM pour les glaces de mer, incluant la nomenclature des glaces de mer de l'OMM. C'est l'organe officiel chargé du *Ice Objects Catalogue* (en français : catalogue des objets pour les glaces),

conjointement avec le Secrétariat de l'OMM, en tant que co-gérant du catalogue chargé des normes de fonctionnement pour les glaces de mer. L'ETMSS se réunit approximativement tous les quatre ans et l'ETSI approximativement tous les trois ans. Ces deux organes ont tenu leurs 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> réunions, respectivement, à l'institut météorologique finlandais, à Helsinki, Finlande, du 28 février au 3 mars. L'OHI y était représentée par l'adjoint aux directeurs David Wyatt.



*M. Jussi Kaurola s'adresse aux délégués lors de la session d'ouverture de la réunion conjointe de l'ETMSS et de l'ETSI de la JCOMM*

Des délégués du Secrétariat de l'OMM, d'Allemagne, d'Australie, d'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, de Chine, du Danemark, des Etats-Unis, de Fédération de Russie, de Finlande, de France, de Grèce, d'Italie, du Japon, de Norvège, du Royaume-Uni, de l'organisation internationale des télécommunications par satellite (IMSO), d'Inmarsat, d'Iridium et du président du groupe de coordination des services de la JCOMM, ont été accueillis par M. Jussi Kaurola, directeur de la météorologie et de la sûreté à l'institut météorologique finlandais (FMI).

Les réunions ont été présidées par M. Neal Moody (directeur national, services de météorologie marine, bureau australien de la météorologie) et par le Dr Vasily Smolyanitsky (institut de recherche arctique et antarctique (AARI) et institut océanographique d'Etat (GOIN) de Roshydromet, Fédération de Russie).

La réunion conjointe a reçu des rapports et des présentations du domaine d'activité relatif aux systèmes de prévention et aux services (SFSPA) de la JCOMM, du président de l'ETMSS, du président de l'ETSI, de l'Organisation maritime internationale (OMI) délivrés par un représentant du Secrétariat de l'OMM, l'OHI, l'IMSO, Inmarsat et Iridium. La présentation de l'OHI, faite par l'adjoint aux directeurs Wyatt, a fourni des informations générales sur l'OHI et sur le rôle de son SC-SMAN dans la fourniture de normes qui sous-tendent la fourniture de renseignements sur la sécurité maritime. Le représentant de l'OHI a également présenté le cadre du programme de renforcement des capacités de l'OHI en se concentrant sur la fourniture de

cours de formation sur les RSM. Il a été confirmé que des représentants du service mondial de renseignements et d'avis relatifs à la météorologie maritime et à l'océanographie (WWMIWS) OMI/OMM pourraient assister aux cours de formation sur les RSM dans le but d'identifier la manière d'établir une structure de formation similaire ainsi que de rechercher des possibilités d'harmoniser la fourniture de la formation.

La réunion a examiné l'état de la documentation de l'OMM ainsi que de la documentation conjointe OMI/OHI/OMM pertinentes et a approuvé les actions nécessaires pour mieux aligner la documentation de l'OMM avec la documentation conjointe, particulièrement en ce qui concerne le cycle de mise à jour des résolutions de l'OMI concernées. La réunion a convenu de la nécessité de maintenir la proche coopération entre l'OMM et l'OHI via leurs ETMSS et SC-SMAN. Il a notamment été convenu de poursuivre le dialogue entre les coordinateurs NAVAREA et METAREA, qui avait débuté lors de la réunion conjointe à Wellington, Nouvelle-Zélande, en 2014.



*Les participants à la réunion de l'ETMSS  
et de l'ETSI de la JCOMM*

En plus de commentaires plus généraux sur des activités pertinentes, le représentant de l'OHI a pu fournir une contribution significative au cours des discussions sur les progrès de développement de spécifications de produit basées sur la S-100 : S-411 – *Information sur la glace* et S-412 – *Couche d'information météorologique*, pour lesquelles des présentations complètes ont été faites par le lieutenant de vaisseau Joseph Phillips (NOAA, Etats-Unis) et par Jürgen Holfort (directeur du service des glaces allemand, service

hydrographique allemand (BSH)). Des questions pertinentes qui seront traitées lors de la quatrième session à venir du sous-comité de la navigation, des communications et de la recherche et du sauvetage (NCSR 4) de l'OMI, en particulier le plan de modernisation du système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM) ainsi que le processus d'homologation de nouveaux fournisseurs de services mobiles par satellite du SMDSM, ont également fait l'objet de discussions.

Il a été convenu que la tenue conjointe d'une réunion du SC-SMAN et d'un atelier SMRAMM pour la seconde fois serait bénéfique pour développer plus avant les discussions et le dialogue entre les coordinateurs NAVAREA et METAREA. Le SMAN 10, qui devrait se tenir à Monaco en 2018, a été identifié comme une occasion adaptée.

Les réunions se sont achevées avec l'élaboration d'une liste d'actions à terminer dans le cadre de la préparation de la 5<sup>ème</sup> session de la JCOMM, qui se tiendra en Indonésie en octobre 2017.

Toutes les présentations et tous les documents seront disponibles sur le site web de la JCOMM aux pages de l'ETMSS 5

([http://www.jcomm.info/index.php?option=com\\_oe&task=viewEventRecord&eventID=1951](http://www.jcomm.info/index.php?option=com_oe&task=viewEventRecord&eventID=1951))

et de l'ETSI 6

([http://www.jcomm.info/index.php?option=com\\_oe&task=viewEventRecord&eventID=1952](http://www.jcomm.info/index.php?option=com_oe&task=viewEventRecord&eventID=1952)).





# MARS

## 11<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE DE LA COMMISSION HYDROGRAPHIQUE DE L'ATLANTIQUE SUD-OUEST (CHATSO)

**Niteroi, Brésil, 6-7 mars**

La 11<sup>ème</sup> conférence de la commission hydrographique de l'Atlantique sud-ouest (CHATSO) a été accueillie par le service hydrographique brésilien (direction de l'hydrographie et de la navigation (DHN)), les 6 et 7 mars. Dix-huit délégués ont participé à la réunion, présidée par le vice-amiral Marcos Sampaio Olsen, directeur de la DHN. Chacun des trois Etats membres de l'OHI membres de la commission, l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, ont été représentés conjointement avec le membre associé, le Paraguay, ainsi qu'avec l'Etat observateur, la Bolivie. Deux parties prenantes de l'industrie (IMS et Kongsberg Maritime) ont participé à la réunion en tant qu'observateurs. Le Secrétariat de l'OHI y était représenté par l'adjoint aux directeurs Alberto Costa Neves.

L'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie ont rendu compte de leurs activités nationales depuis la 10<sup>ème</sup> conférence. L'Argentine a rendu compte de l'état des levés, du développement de son infrastructure de données spatiales maritimes (MSDI) et de son insertion dans la SDI nationale, ainsi que de ses contributions au projet GEBCO. Le Brésil a souligné ses contributions au renforcement des capacités fourni à des étudiants internationaux provenant de nations en développement, la modernisation de sa flotte de navires hydrographiques, le nouveau plan cartographique basé sur l'évaluation des risques, la mise en place du plan de bathymétrie par satellite, ainsi que l'avancement de son MSDI. Le Brésil a également rendu compte de ses progrès en tant qu'hôte de la branche d'IC-ENC couvrant l'Amérique du sud, qui est à présent entièrement opérationnelle.



*Participants à la 11<sup>ème</sup> conférence de la CHAtSO*



*Les 3400 km de la voie navigable Paraguay-Parana desservent les cinq Etats de la région, reliant le cœur du continent à l’océan Atlantique*

L’Uruguay a rendu compte de ses progrès en matière de conduite de levés, de sa coopération avec l’Argentine en vue d’une nouvelle carte INTERNATIONALE 2010 ainsi que de la nécessité de remédier aux lacunes du cadre juridique national qui restreint la fourniture de données au-delà de celles contenues dans les cartes marines. Le Paraguay a fourni une mise à jour de l’état des levés et de la cartographie dans ses voies navigables avec l’appui des membres de la CHAtSO, de ses besoins en renforcement des capacités et de ses travaux pour soutenir le *Paraguay-Parana Waterway Committee* (en français : comité pour la voie navigable Paraguay-Parana). Le Paraguay a également requis un soutien afin de progresser dans la mise en œuvre des recommandations du rapport de la visite technique conduite en 2014. La Bolivie a rendu compte des levés conduits par le service hydrographique national dans ses eaux continentales, incluant le plus grand lac navigable du monde, le lac Titicaca, dont les levés ont été effectués en coopération avec le Pérou, ainsi que les routes d’accès aux voies navigables de l’Amazone et du Paraguay-Parana, dont les levés ont été effectués en coopération avec le Brésil.

L’adjoint aux directeur Costa Neves a fourni une brève présentation des principales activités de l’OHI présentant un intérêt pour la commission y compris des changements provoqués par l’entrée en vigueur des amendements à la Convention relative à l’OHI, l’état des adhésions ainsi que la possibilité pour la Bolivie et le Paraguay d’adhérer à l’OHI, des développements de l’infrastructures d’informations géospaciales au sein du Secrétariat, de l’état et des opportunités du programme de renforcement des capacités de l’OHI, des progrès en matière de bathymétrie participative et des développements au sein du centre de données de l’OHI pour la bathymétrie numérique, de la préparation de la 1<sup>ère</sup> session de l’Assemblée de l’OHI et de la création du Conseil de l’OHI.

L’Uruguay, en tant que président du comité de planification de la CHAtSO, a rendu compte des travaux intersession conduits via le comité, traitant notamment de la tenue à jour des schémas régionaux de cartes INT et d’ENC ainsi que des progrès réalisés jusqu’à présent. La production a atteint 77% du schéma de cartes INT et 80% du schéma d’ENC. La commission a noté qu’il n’y avait aucun chevauchement significatif de cellules d’ENC et aucune zone cartographiée désignée « non évaluée » par le CATZOC. La commission a également avalisé la procédure d’assurance qualité des cartes INT comme convenu par l’IRCC (action IRCC7/27).

Le comité de planification a informé la commission de l’engagement des membres de la CHAtSO auprès du groupe d’harmonisation des ENC continentales (IEHG) et de ses plans visant à organiser sa prochaine réunion au Brésil en octobre 2017. La commission a examiné le plan de travail du comité pour la prochaine période intersession sur la continuation de la production cartographique, sur l’utilisation de l’évaluation du risque pour l’établissement de priorités en matière de levés et de cartes et sur la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités financées par le fonds CB de l’OHI et autofinancées.

La commission a reçu des rapports sur les travaux du comité de coordination inter-régional, du sous-comité sur le renforcement des capacités, du groupe de travail sur la base de données mondiale en ENC et du comité des services et des normes hydrographiques, et a examiné quel sont les impacts pour la région. Les représentants de l’industrie ont informé la commission de

comment tirer pleinement profit de l'acquisition des données multifaisceaux et de la manière dont les flux de données statiques et dynamiques impactent la façon dont la communauté maritime interagit avec les cartes.

L'Argentine a présenté une proposition visant à développer un géoportail pour que la CHAtSO soutienne les travaux de la commission qui a approuvé le développement d'un prototype avant son adoption officielle. Le géoportail hébergera également les voies d'eau navigables continentales en raison de leur importance cruciale pour toutes les nations de la région. Le Brésil a informé la commission des développements de la e-Navigation et de son impact sur les services hydrographiques.

Les statuts de la commission ont été amendés pour refléter les changements à la Convention relative à l'OHI, pour incorporer les voies navigables continentales qui se déversent dans l'Atlantique sud-ouest et pour permettre au Paraguay et à la Bolivie de rejoindre la CHAtSO en tant que membres à part entière à la suite de leur adhésion à l'OHI. Le Paraguay et la Bolivie sont considérés comme étant en voie d'adhésion à l'OHI. Les deux sont déjà membres de l'OMI et parties à la convention SOLAS. Le Paraguay a été membre de l'OHI de 1967 à 1969.

Au cours de la réunion, les participants ont eu l'opportunité de visiter le nouveau navire hydrographique brésilien *Vital de Oliveira*, construit et géré par un consortium national formé par la Marine, par le ministère des sciences et de la technologie, par les universités et par l'industrie. Le navire *Vital de Oliveira* doit faire escale à Monaco lors de la 1<sup>ère</sup> session de l'Assemblée de l'OHI, en avril.

La prochaine conférence de la CHAtSO aura lieu en avril 2018 à Montevideo, Uruguay, la date exacte restant à décider. Conformément aux statuts de la commission, la présidence sera transférée à l'Uruguay dans les 45 jours à compter de la clôture de la conférence.

Tous les documents de la réunion sont postés à la section CHAtSO du site web de l'OHI.

## 61<sup>ÈME</sup> RÉUNION DE LA COMMISSION HYDROGRAPHIQUE NORDIQUE

**Elseneur, Danemark, 6-8 mars**

La 61<sup>ème</sup> réunion de la commission hydrographique nordique (CHN) a été accueillie à Elseneur, Danemark, du 6 au 8 mars par l'agence nationale de géodonnées du Danemark. L'agence est chargée des levés hydrographiques et de la cartographie marine au Danemark, aux Îles Féroé et au Groenland, ainsi que de la mise en œuvre de l'infrastructure de données spatiales maritimes danoise.

M<sup>me</sup> Pia Dahl Højgaard, directrice générale de l'agence nationale de géodonnées du Danemark, a ouvert et présidé la réunion avant de devoir s'absenter en raison d'autres obligations. La réunion a ensuite été présidée par ses adjoints. Tous les membres de la CHN étaient représentés : Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède. Le secrétaire général Ward y a représenté le Secrétariat de l'OHI à titre d'observateur.



*Vue depuis le château de Kronborg, Elseneur*



*61<sup>ème</sup> réunion  
de la commission hydrographique nordique*

La réunion a examiné les progrès en matière d'hydrographie dans la région ainsi que les différents développements affectant la région et a convenu d'un certain nombre d'actions visant à encourager davantage la coopération et le développement des services hydrographiques parmi les membres. Ces actions sont décrites dans le compte rendu de la réunion mis en ligne sur le site web de l'OHI à l'adresse : [www.iho.int](http://www.iho.int) → *Comités & GT* → *CHR*.

Outre la présentation des rapports nationaux sur les progrès et les développements notables de l'année passée, les discussions ont compris l'implication du service hydrographique dans les infrastructures de données spatiales maritimes, l'avenir de la production des cartes papier, la perspective régionale ainsi que les contributions à la future Assemblée de l'OHI, et la coopération en matière de partage des opportunités de formation entre services hydrographiques dans la région.

A l'issue de la réunion, la Suède a pris les fonctions de président de la CHN. La 62<sup>ème</sup> réunion de la CHN se tiendra en Suède les 10 et 11 avril 2018.

## 4<sup>ÈME</sup> SESSION DU SOUS-COMITÉ DE LA NAVIGATION, DES COMMUNICATIONS ET DE LA RECHERCHE ET DU SAUVETAGE DE L'OMI

**Londres, Royaume-Uni, 6 - 10 mars**

Le sous-comité de la navigation, des communications et de la recherche et du sauvetage (NCSR) est un organe subordonné du comité de la sécurité maritime (MSC) de l'Organisation maritime internationale (OMI). Ses fonctions consistent à examiner les questions techniques et opérationnelles en lien avec les obligations des gouvernements et les mesures opérationnelles relatives à la sécurité de la navigation. Celles-ci incluent : les services hydrographiques et météorologiques, l'organisation du trafic maritime, les systèmes de comptes rendus des navires, les aides à la navigation, les systèmes de radio navigation, les services de trafic maritime et le pilotage ; les exigences opérationnelles et les directives relatives à la sécurité de la navigation et aux questions associées, comme les règles pour la prévention des collisions et échouages, les procédures sur la passerelle, la planification du voyage, l'évitement de situations dangereuses, les lieux de refuge (incluant les services d'assistance maritime et les aspects pertinents de la sécurité maritime), les prescriptions d'emport, les normes de performance et les directives opérationnelles pour l'utilisation d'équipements de navigation embarqués et d'autres exigences de navigation ; les obligations des gouvernements et les mesures opérationnelles relatives au système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM), le développement et la tenue à jour du plan de recherche et de sauvetage mondial (SAR) et du système d'identification et de suivi des navires à grande distance (LRIT) ; les exigences opérationnelles et les directives en matière de radiocommunications et de recherche et de sauvetage, et, en coopération avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'harmonisation des procédures de recherche et de sauvetage aéronautiques et maritimes ; les prescriptions d'emport, les normes de performance et les directives opérationnelles pour l'utilisation des radiocommunications à bord et des équipements de recherche et de sauvetage ; et la liaison avec l'Union internationale de télécommunications (UIT) sur les questions de radiocommunications maritimes.

La 4<sup>ème</sup> session du sous-comité (NCSR4) a eu lieu au siège de l'OMI, à Londres, Royaume-Uni, du 6 au 10 mars. L'OHI y était représentée par le directeur Gilles Bessero, par l'adjoint aux directeurs David Wyatt, par M. Peter Doherty, président du sous-comité du service mondial d'avertissements de navigation (SC-SMAN), et par M. Christopher Janus, chef de division, NGA Maritime Watch - zone NAVAREA IV/XII. Plusieurs représentants de services hydrographiques ont également participé à la réunion en tant que membres de leur délégation nationale.



**NCSR 4 de l'OMI en session plénière**

Le NCSR4 a approuvé deux mesures d'organisation du trafic et deux zones à éviter qui seront envoyées au MSC, aux fins d'adoption, lors de sa 98<sup>ème</sup> session (MSC98) de juin 2017.

Le sous-comité a reçu des rapports du président du groupe NAVTEX de l'OMI, incluant le détail des nouvelles stations NAVTEX récemment devenues opérationnelles et des stations devenues ou restées non opérationnelles. Le président du SC-SMAN de l'OHI a rendu compte des activités du sous-comité, soulignant la tenue à jour permanente de la documentation relative à la fourniture de renseignements sur la sécurité maritime (RSM) et à la formation en renforcement des capacités fournie aux régions de la commission hydrographique de la Més-Amérique et de la mer des Caraïbes et de la commission hydrographique du Pacifique sud-ouest. Le sous-comité a approuvé la révision de la période de notification en vigueur pour les documents RSM après

approbation du MSC. Les amendements aux résolutions de l'OMI A.705(17), telle qu'amendée, (*Diffusion de renseignements sur la sécurité maritime*), et A.706(17), telle qu'amendée, (*Service mondial d'avertissements de navigation*) et A.1051(27) (*Document d'orientation sur le service mondial de renseignements et d'avis relatifs à la météorologie maritime et à l'océanographie de l'OMI/OMM*) ainsi que des circulaires MSC MSC.1/Circ.1310/Rev.1 (*Manuel conjoint OMI/OHI/OMM révisé sur les renseignements sur la sécurité maritime*), MSC.1/Circ.1364/Rev.1 (*Manuel SafetyNET international révisé*) et MSC.1/Circ.1403/Rev.1 (*Manuel NAVTEX révisé*) entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la suite de l'approbation du MSC ou à une autre date, comme décidé par le MSC. Le sous-comité a noté que les amendements au plan cadre du SMDSM avaient été diffusés dans le document GMDSS/Circ.19 et que les administrations ont été encouragées à vérifier l'exactitude de leurs données nationales.

A l'appui de l'item de travail sur le développement de *Directives pour l'harmonisation de l'affichage des informations relatives à la navigation reçues via des équipements de communication*



Le directeur Bessero en plénière lors du NSCR 4

et de *Directives et critères pour les systèmes de comptes rendus de navires*, l'OHI a soumis un document sur la contribution du cadre de la S-100 à l'affichage harmonisé d'informations de navigation. A l'invitation du MSC96, l'OHI a soumis un document proposant l'activation du groupe d'harmonisation OMI/OHI sur la modélisation des données (HGDM) afin de contribuer au développement de directives sur la définition et l'harmonisation du format et de la structure des portefeuilles de services

maritimes (MSP) à l'appui de la mise en œuvre de la « e-navigation ». Le sous-comité a fait référence à la proposition d'activer le groupe au MSC, invitant les parties intéressées à soumettre des propositions relatives au plan de travail proposé et à une révision possible du mandat du HGDM pour examen plus approfondi lors du MSC98.

Le sous-comité a examiné la progression de plusieurs résultats relatifs à l'affichage d'informations relatives à la navigation. Le sous-comité a approuvé des projets d'amendements aux résolutions MSC.252(83) (*Modules additionnels aux normes de performance révisées pour le système de navigation intégré (INS)*), MSC.306(87) (*Normes de performance révisées de l'équipement d'appel de groupe amélioré (AGA)*) et MSC.148(77) (*Normes de fonctionnement révisées du matériel télégraphique à impression directe à bande étroite pour la réception d'avertissements concernant la météorologie et la navigation et de renseignements urgents destinés aux navires (NAVTEX)*) traitant de l'interconnexion des récepteurs NAVTEX et SafetyNET d'Inmarsat et de leur affichage sur les systèmes intégrés d'affichage de l'information, et a invité le MSC à les adopter. Un projet de circulaire MSC sur les *Directives relatives au traitement des données de position, de navigation et de synchronisation* a été finalisé et approuvé en vue d'une approbation du MSC. Le sous-comité a approuvé la création d'un groupe de correspondance sous la coordination de la Norvège afin de poursuivre le développement de directives pour un affichage harmonisé des informations de navigation reçues via des équipements de communication. Le sous-comité a accepté de proposer au MSC de ne pas développer plus avant à ce stade les modules additionnels proposés aux normes de performance révisées pour les systèmes de navigation intégrés (INS) relatifs à l'harmonisation de la conception de la passerelle et à l'affichage des informations.

Le sous-comité a approuvé le projet de plan de modernisation du SMDSM à soumettre à l'approbation du MSC. Le NSCR a approuvé la proposition d'une nouvelle production sur la révision des chapitres III et IV de la convention SOLAS relatifs à la modernisation du SMDSM et a approuvé le mandat du groupe de correspondance visant à continuer la modernisation du SMDSM sous la coordination des Etats-Unis, avant approbation du comité.

L'OHI a rendu compte du suivi des questions ECDIS et de la couverture en cartes électroniques de navigation (ENC). L'OHI a confirmé le retrait des précédentes versions des normes de l'OHI relatives aux ECDIS, à la date du 31 août 2017 comme convenu lors du NCSR3 en 2016, à la suite de l'entrée en vigueur du jeu révisé de normes de l'OHI en août 2015. Il a été noté que certains points de la circulaire MSC.1/Circ.1503 (*ECDIS – Guide de bonnes pratiques*) relatifs en particulier aux anomalies de fonctionnement ne seront plus appropriés aux ECDIS à jour et le sous-comité a été invité à envisager de réviser la circulaire en rapport avec l'éventuel développement des directives sur le contrôle de l'état de port sur les ECDIS. Notant les considérations pertinentes par le sous-comité sur la mise en œuvre des instruments de l'OMI (III) et la révision de la section de la circulaire sur la formation ECDIS par le sous-comité de l'élément humain, de la formation et de veille de l'OMI, le sous-comité a décidé de ne pas prendre de mesures supplémentaires.

M. Ringo Lakeman, Pays-Bas, et M. Nigel Clifford, Nouvelle-Zélande, ont été réélus président et vice-président, respectivement, du sous-comité pour sa cinquième session qui doit se tenir au siège de l'OMI, du 19 au 23 février 2018.

## 2<sup>ÈME</sup> RÉUNION DE L'ÉQUIPE DE PROJET SUR LES INFORMATIONS DE GESTION DE LA PROFONDEUR D'EAU SOUS QUILLE (UKCMPT)

Gênes, Italie, 13-14 mars

Le service hydrographique italien a accueilli la 2<sup>ème</sup> réunion de l'équipe de projet sur les informations de gestion de la profondeur d'eau sous quille (UKCMPT) à Gênes, Italie, les 13 et 14 mars. L'UKCMPT est l'organe subordonné du groupe de travail sur la S-100 chargé du développement de la spécification de produit S-129 relative aux informations de gestion de la profondeur d'eau sous quille dans l'ECDIS. La réunion était présidée par M. Nick Lemon (Australie). Quatorze personnes issues des Etats membres, des organisations parties prenantes et du secteur universitaire ont participé à la réunion.



*Participants à l'UKCMPT le premier jour*

Les sujets ayant fait l'objet de débats au cours de la réunion ont inclus la présentation des symboles, la présentation des formes qui ont une composante variant dans le temps (telles les isobathes de sécurité), la définition et la présentation des zones déconseillées où l'on ne va pas et des zones où il est possible de naviguer, ainsi que la visualisation de la prévision de la vitesse au sol. Les participants à la réunion ont également envisagé quelle devrait être la priorité d'affichage des informations UKCM dans l'ECDIS.

Un débat et des analyses ont eu lieu concernant les avantages de l'utilisation des formats de codage ISO-8211 et GML, ainsi que pour déterminer lequel serait le plus adapté à la S-129.

Des questions relatives au transfert de données de la profondeur d'eau sous quille ont également fait l'objet de débats. Ces débats ont inclus en particulier les méthodes de communication des données, la taille des dossiers et le format des dossiers.

La réunion a convenu qu'après avoir terminé le projet de modèle de données, l'équipe de projet se concentrera sur la mise au point d'un catalogue de présentation et des règles associées. Elle développera également des données d'essai, et recherchera la manière de mener et de documenter des procédures de test.



L'UKCMPT a convenu de tenir un atelier sur l'île de Jeju, République de Corée, les 22 et 23 juin. L'atelier se consacrera à terminer le modèle d'entités UKCM, développera un plan de test, et discutera de l'interopérabilité avec les produits basés sur la S-100 associés.

## 15<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DES DOCUMENTS DU SOUS-COMITÉ DE L'OHI SUR LE SERVICE MONDIAL D'AVERTISSEMENTS DE NAVIGATION (DRWG 15)

Londres, Royaume-Uni, 14-16 mars

Le groupe de travail sur la révision des documents (DRWG) du sous-comité de l'OHI sur le service mondial d'avertissements de navigation (SC-SMAN), qui continue sa révision de la documentation SMAN, s'est réuni au siège de l'Organisation maritime internationale (OMI) à Londres, Royaume-Uni, du 14 au 16 mars, sous la présidence de M. Peter



*Participants au DRWG 15 au siège de l'OMI*

Doherty (Etats-Unis). La réunion a été tenue au cours

de la semaine suivant la quatrième réunion du sous-comité de la navigation, des communications et de la recherche et du sauvetage (NCSR 4) de l'OMI, afin de profiter de la présence des membres du GT qui avaient auparavant participé au NCSR 4 (Argentine, Canada, Espagne, Etats-Unis, France, Norvège, Royaume-Uni, OMI, Organisation météorologique mondiale [OMM], Organisation internationale des télécommunications mobiles par satellite [IMSO], Inmarsat, Iridium et OHI). Le secrétariat de l'OHI y était représenté par l'adjoint aux directeurs David Wyatt.

Le GT a entrepris des examens éditoriaux des résolutions de l'OMI A.705(17), telle qu'amendée - *Diffusion des renseignements sur la sécurité maritime*, A.706(17), telle qu'amendée - *Service mondial d'avertissements de navigation*, et A.306(87) - *Normes de performance révisées de l'équipement d'appel de groupe amélioré (AGA)*. Les résultats seront examinés par la prochaine (neuvième) réunion du SC-SMAN (SMAN 9), qui se tiendra du 28 août au 1<sup>er</sup> septembre 2017 au Cap, Afrique du Sud.

Les résultats du NCSR 4 présentant un intérêt pour le SC-SMAN ont été examinés. Ces résultats ont compris les travaux de plusieurs groupes de correspondance ainsi que de groupes développant des directives en matière d'équipement, dans lesquels les membres du SC-SMAN devraient être impliqués. Inmarsat a présenté le projet révisé du manuel de l'utilisateur d'Inmarsat et Iridium a présenté la version initiale du document de référence sur le système mobile par satellite du SMDSM ; tous deux ont été examinés par le groupe qui a proposé plusieurs amendements. Le Secrétariat de l'OMI a fait une démonstration du projet de module SMDSM du système mondial intégré de renseignements maritimes de l'OMI (GISIS), qui remplace les annexes 7 et 8 du plan cadre SMDSM et permettra aux Etats membres de l'OMI de soumettre directement des amendements. Plusieurs questions ont été posées et des suggestions ont été effectuées afin d'améliorer le projet de version actuel.

Le GT a également examiné le projet d'ordre du jour pour le SMAN 9. Les documents soumis par le GT au SMAN 9 seront disponibles à la page SMAN du site web de l'OHI.

## RÉUNIONS DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA S-100 (S-100WG) ET DE L'ÉQUIPE DE PROJET SUR LA S-101 (S-101PT)

Gênes, Italie, 15-18 mars

Le service hydrographique italien a accueilli la 2<sup>ème</sup> réunion du groupe de travail sur la S-100 (S-100WG) à Gênes, Italie, du 15 au 17 mars. Une réunion de l'équipe de projet sur la spécification de produit S-101 - ENC (S-101PT) s'est tenue le 18 mars. Les réunions étaient présidées par Mme Julia Powell (Etats-Unis). Cinquante personnes, issues de dix-huit Etats membres et de onze organisations parties prenantes, ont participé aux réunions. L'adjoint aux directeurs Anthony Pharaoh et M. Jeff Wootton, chargé du soutien des normes techniques à l'OHI, y ont représenté le Secrétariat de l'OHI.



*Participants au S-100WG le premier jour*

Le groupe de travail sur la S-100 a examiné l'état actuel des travaux entrepris par les diverses équipes de projet développant des spécifications de produit basées sur la S-100.

Des progrès significatifs ont été rapportés en ce qui concerne la nouvelle section relative à la présentation de la spécification de produit S-102 - *Surface bathymétrique*. Il est prévu que la nouvelle édition (2.0) de la S-102 soit terminée à temps pour être soumise à la 9<sup>ème</sup> réunion du comité des services et des normes hydrographiques (novembre 2017) aux fins d'approbation.

Des rapports d'avancement ont été fournis sur les spécifications de produit S-121 - *Limites et frontières maritimes*, S-129 - *Gestion de la profondeur d'eau sous quille* et S-101 - *Cartes électroniques de navigation - ENC*.

L'équipe de projet sur les informations de gestion de la profondeur d'eau sous quille (UKCMPT) a rendu compte des progrès réalisés en matière d'affichage de la spécification de produit S-129 - *Informations de gestion de la profondeur d'eau sous quille*. L'UKCMPT étudie également des méthodes/mécanismes de transfert de données.

Les « services orientés session », qui sont proposés en tant que mécanisme pour la fourniture de services de diffusion des données en temps réel dans le cadre de la S-100, ont fait l'objet d'une présentation détaillée et ont donné lieu à un débat général.

Un projet de directive relative à l'utilisation et à la tenue à jour d'identifiants uniques pour les ressources maritimes a été présenté par l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) pour être débattu. Le projet de document propose un mécanisme pour la création de noms de ressources maritimes (MRN) qui permettra d'assigner aux entités mondiales existantes (qui sont modélisées en tant qu'entités dans les produits basés sur la S-100), des identifiants uniques au monde.

La réunion a examiné une nouvelle norme de codage et de conditionnement des données publiée par l'Open Geospatial Consortium (OGC), intitulée *GeoPackage*. La norme sera examinée aux fins d'inclusion dans une future édition de la S-100.

La réunion a également débattu d'une proposition visant à étendre le modèle actuel de la S-62 pour « Agence » et « Codes de producteur » afin de répondre aux besoins des produits basés sur la S-100.

Le GT a convenu que la norme S-100 devrait comprendre un « Modèle général de données » en plus du « Modèle général d'entités » existant. Ceci fournirait des règles cohérentes, indépendantes des produits, pour faire le lien entre des fichiers d'échange et des jeux de données, pour configurer les jeux de données pour les contributions relatives à la présentation et pour imposer des restrictions qui sont définies dans les catalogues d'entités associés.

Un rapport a été fourni sur l'état actuel de l'application de la base de registres d'informations géospatiales (GI) de l'OHI et sur le développement d'un nouveau document « Conventions et directives » afin d'aider les « organismes demandeurs » à préparer et à soumettre des propositions et afin d'aider les « organes de contrôle » à examiner ces propositions. Le nouveau document complètera le « Manuel utilisateur de la base de registres d'informations géospatiales » qui donne une vue d'ensemble de la base de registres d'informations géospatiales et de son interface utilisateur. Ont suivi une proposition et un débat relatifs à l'extension de l'application de la base de registres afin d'inclure un « registre de données » de base, puis la réunion a donné son approbation en vue d'effectuer un examen du contenu actuel du registre de données d'entités dans le cadre de l'élaboration du document « Conventions et directives ».

Des discussions ont également eu lieu concernant des applications de la base de registres telles que le générateur de catalogues d'entités de la S-100, le générateur de catalogues de présentation de la S-100 et une application générique pour les visualisateurs de produits S-100.

La France a fourni une présentation mettant en exergue les questions identifiées quant à l'affichage des ENC dans l'ECDIS de la S-57. La présentation, qui était basée sur les retours d'expérience de navigateurs, devait également faire l'objet de discussions lors des futures réunions du groupe de travail sur la tenue à jour des normes ENC (20-22 mars 2017) et du groupe de travail sur la cartographie marine (16-19 mai 2017). Le S-100WG a approuvé la formation d'un sous-groupe de travail conjoint, sous réserve de l'avis des deux autres groupes de travail, afin de rédiger un document d'orientation à l'attention des producteurs d'ENC sur le perfectionnement du contenu des ENC afin d'améliorer l'expérience des utilisateurs finaux.

La prochaine réunion du S-100WG se tiendra à Singapour du 10 au 13 avril 2018.

## 2<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA TENUE À JOUR DES NORMES ENC

Gênes, Italie, 20-22 mars

Le service hydrographique italien a accueilli la 2<sup>ème</sup> réunion du groupe de travail sur la tenue à jour des normes ENC (ENCWG) à Gênes, Italie, du 20 au 22 mars. La réunion a été présidée par Thomas Mellor (Royaume-Uni). Trente-neuf participants en provenance de dix-neuf Etats membres et sept organisations parties prenantes ont participé à la réunion. L'adjoint aux directeurs Anthony Pharaoh et Jeff Wootton, chargé du soutien des normes techniques de l'OHI, y ont représenté le Secrétariat de l'OHI.



*Participants au 1<sup>er</sup> jour de la réunion*

Les participants à la réunion ont examiné le statut des documents dont l'ENCWG est responsable. Les nouvelles éditions de la S-57 *Utilisation du Catalogue des Objets*, S-58 *Vérifications pour la validation des ENC*, S-65 *Guide pour la production, la mise à jour et la diffusion des ENC* et S-66 *La carte marine et les prescriptions d'emport : les faits doivent être publiés courant 2017*. Une nouvelle édition mineure de la S-52 *Annexe A – Bibliothèque de présentation des ECDIS de l'OHI*, et la S-64 – *Lot de données d'essai de l'OHI pour ECDIS*, contenant uniquement des clarifications, seront également publiés courant 2017.

Suite à une proposition visant à développer une nouvelle spécification de produit pour les ENC bathymétriques à haute densité, une discussion détaillée s'est tenue sur les mérites et les inconvénients relatifs au développement d'une nouvelle spécification de produit versus l'inclusion de la bathymétrie détaillée dans les ENC à grande échelle existantes devant répondre aux prescriptions de navigation pour les *Ports* et *l'Accostage*.

La réunion a débattu de la manière d'améliorer la diffusion des avis aux navigateurs « temporaires et préliminaires » pour les ENC. Il a été conclu que des directives additionnelles devaient être développées pour les producteurs de données, les utilisateurs d'ECDIS et les autorités de contrôle de l'état du port.

The Comité International Radio-Maritime (CIRM) a présenté une proposition de vérifications de performances annuelles pour s'assurer que le logiciel ECDIS soit tenu à jour avec les normes actuelles. Des commentaires en retour ont été fournis au CIRM sur son projet de document.

Un débat a eu lieu sur l'utilisation du meta-objet « M\_QUAL » sur la qualité des données bathymétriques des données. Il a été indiqué que de nombreuses ENC donnent une indication de non évaluation de la qualité dans des zones pour lesquelles les cartes papier équivalentes ont des informations sur la qualité des données bathymétriques. La réunion a conclu que des directives supplémentaires devraient être incluses dans le document S-57 sur l'utilisation du catalogue des objets.

La France a fourni une présentation soulignant les problèmes identifiés pour l'affichage des ENC dans l'ECDIS. La présentation qui a été établie à partir des réponses des navigateurs, a été débattue précédemment lors d'une réunion du S-100WG (15-18 mars 2017) et sera débattue à une réunion ultérieure du GT sur la cartographie marine (16-19 mai 2017). Les participants à la réunion ont convenu de se joindre au sous-groupe de travail proposé par le S-100WG afin de développer un document d'orientation à l'intention des producteurs d'ENC, sur l'amélioration du contenu des ENC pour faire progresser l'expérience de l'utilisateur.

Il est prévu que la prochaine réunion de l'ENCWG sera tenue à Sydney, Australie du 16 au 18 avril 2018.

## SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR L'EXPLORATION SCIENTIFIQUE DE LA MÉDITERRANÉE (CIESM)

**Siège de l'OHI, Monaco, 24 mars**

M. Robert Ward, secrétaire général de l'OHI et le professeur Frédéric Briand, directeur général de la commission internationale pour l'exploration scientifique de la Méditerranée (CIESM) ont signé un protocole d'accord entre leurs organisations respectives le 24 mars au siège de l'OHI à Monaco.

La CIESM a été créée en 1919. C'est une organisation intergouvernementale qui promeut et encourage la recherche au sein du périmètre de la Méditerranée et de la mer Noire via un réseau de plusieurs milliers de chercheurs marins, utilisant les derniers outils scientifiques afin de mieux comprendre, surveiller et protéger les écosystèmes marins de la région. La commission comprend un large éventail de disciplines marines, englobant des processus géophysiques, chimiques et biologiques, ainsi que la cartographie des fonds marins à haute résolution. Le comité de la CIESM est présidé par SAS le Prince Albert II de Monaco.



Le nombre de membres de la CIESM est passé des huit pays fondateurs à son origine (Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Monaco, Tunisie et Turquie) à 23 Etats membres aujourd'hui (Algérie, Allemagne, Chypre, Croatie, Egypte, Espagne, Fédération de Russie, France, Grèce, Israël, Italie, Liban, Malte, Maroc, Monaco, Portugal, Roumanie, Slovénie, Suisse, Syrie, Tunisie, Turquie, Ukraine). La CIESM organise des ateliers d'experts, des programmes collaboratifs et des congrès ordinaires, fournissant des conseils officiels et indépendants aux organisations nationales et internationales.

Les sièges de l'OHI et de la CIESM sont tous les deux situés à Monaco. Le projet de cartographie régionale de la carte bathymétrique internationale de la Méditerranée est l'activité principale dans laquelle les deux organisations ont été impliquées par le passé.

De récentes discussions entre le Secrétariat de l'OHI et la CIESM ont mis en exergue d'importants intérêts communs, au-delà de l'objectif régional commun de la CIESM et de la commission hydrographique de la Méditerranée et de la mer Noire, qui comprennent la collecte participative de données marines, le renforcement des capacités et les programmes et matériaux de formation, et de manière plus générale le soutien du développement durable de l'économie bleue.

Le protocole d'accord entre l'OHI et la CIESM a pour objectif de donner le cadre d'une liaison et d'une coopération actives entre les deux organisations.





# AVRIL

## RÉUNION ANNUELLE DU COMITÉ INTERNATIONAL RADIO-MARITIME (CIRM)

**Singapour, 22 - 24 avril**



Le comité international radio-maritime (CIRM) a tenu sa réunion annuelle à Singapour du 22 au 24 avril. Le CIRM est l'organisation internationale chargée de représenter l'industrie électronique maritime dans l'élaboration de règles et de normes internationales pertinentes, et à qui l'OHI a octroyé le statut d'observateur en tant qu'organisation internationale non gouvernementale. Le CIRM joue un rôle actif au sein du comité des services et des normes hydrographiques (HSSC) de l'OHI, plusieurs de ses membres participant également en tant qu'intervenants à titre d'experts à différents groupes de travail du HSSC.

La réunion était composée de réunions d'information, de séminaires et de réunions de groupes de travail, traitant de sujets incluant les développements en matière de navigation et de communications, les innovations en matière de produits et services, la navigation autonome, les règlements et les normes, et la cybersécurité.

La réunion a reçu plusieurs orateurs invités de l'industrie du transport maritime, y compris des représentants de l'association internationale de signalisation maritime (AISM), de l'association internationale des pilotes maritimes (IMPA) et de la commission électrotechnique internationale (IEC).

M. Thomas Mellor, président du groupe de travail de l'OHI sur la tenue à jour des normes ENC, a représenté l'OHI et a fait une présentation sur les changements au sein de l'OHI qui ont un impact sur l'industrie ECDIS. Il a décrit les changements structurels de l'OHI qui ont découlé de l'entrée en vigueur du protocole d'amendements visant à modifier la Convention relative à l'OHI et a fourni un compte rendu sur l'état d'avancement de la tenue à jour des normes de l'OHI relatives à l'ECDIS. Il a réaffirmé l'importance de s'assurer que le logiciel ECDIS soit conforme aux normes révisées avant la date limite du 31 août 2017. Il a expliqué que l'OHI retirera le jeu de données de vérification des ECDIS de la circulation à cette date et que de nouvelles instructions ont été publiées et sont disponibles sur le site web de l'OHI, expliquant aux navigateurs comment utiliser la carte 1 de l'ECDIS pour vérifier qu'ils utilisent bien l'édition la plus récente de la bibliothèque de présentation des ECDIS de la S-52 de l'OHI.

En ce qui concerne le développement des spécifications de produit basées sur la S-100, la réunion a déclaré qu'elle souhaitait qu'un calendrier clair, indiquant quand les normes seront publiées et quand les activités de banc d'essai débiteront, soit établi.

L'un des trois groupes de travail créés au cours de la réunion a débattu de la manière dont les fabricants d'ECDIS pourraient développer une stratégie commune afin d'influencer l'orientation future du *S-Mode* (mode de fonctionnement normalisé de l'équipement de navigation) qui sera développé sous l'égide de l'Organisation maritime internationale (OMI).

La réunion a étudié le retour d'expérience mitigé des parties prenantes (dont l'OHI) concernant le projet de directives sur l'évaluation annuelle des ECDIS et a convenu qu'un examen plus poussé était nécessaire. Un rapport a été fait sur l'état d'avancement d'un projet pilote visant à évaluer un projet de norme sur la tenue à jour des logiciels du matériel de bord élaborée par le CIRM. L'essai devait se terminer en juillet 2017. Les résultats seront analysés et utilisés afin d'améliorer le projet de norme. L'objectif final reste de parvenir à faire adopter la norme par l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Le rôle du forum du CIRM sur le retour des utilisateurs (*User Feedback Forum*) a été mis en exergue. L'objectif de ce service, hébergé et géré par le CIRM, est de mettre en relation des concepteurs et des fabricants de systèmes de navigation et de communication maritimes directement avec des utilisateurs pendant le processus de développement du produit afin de soutenir et de promouvoir la conception centrée sur l'humain (HCD). Il est également soutenu par le *Nautical Institute*.

La prochaine réunion annuelle du CIRM devrait se tenir à San Sebastián, Espagne, du 23 au 27 avril 2018 et marquera le 90<sup>ème</sup> anniversaire de la création du comité.

# MAI

## TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL COLLOQUE EN L'HONNEUR DU 90<sup>ÈME</sup> ANNIVERSAIRE DE LA CONTRIBUTION À LA CRÉATION D'UN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE Genève, Suisse - 5 mai

Le tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (OIT) est l'organe international chargé de traiter les requêtes formées par les fonctionnaires ou anciens fonctionnaires du Bureau international du travail et des autres organisations internationales qui ont reconnu sa compétence juridictionnelle. Il est ainsi ouvert aujourd'hui à plus de 58 000 fonctionnaires internationaux employés ou anciens employés de 62 organisations internationales, dont l'OHI. Mme Ghislaine Fauchois, responsable administration et finances du Secrétariat de l'OHI, a représenté l'OHI lors d'un colloque organisé par le tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (OIT) à l'occasion du 90<sup>ème</sup> anniversaire de la contribution à la création d'un droit de la fonction publique internationale.

La mission du tribunal administratif de l'OIT est de s'assurer qu'une justice soit rendue aux fonctionnaires internationaux qui n'y ont pas accès en raison de l'immunité juridique des organisations internationales. Les principes généraux du droit ainsi que les droits fondamentaux de l'Homme doivent être respectés (Déclaration universelle des Droits de l'Homme), y compris, entre autres, la non-discrimination et le respect de la propriété. Les principes essentiels qui guident le tribunal sont les suivants :

- « *Tu patere legem quam ipse fecisti* », locution latine qui signifie que les administrations doivent respecter ce qu'elles ont elles-mêmes écrit. En d'autres termes, toute autorité est tenue de se conformer aux règles qu'elle a promulguées. Cela permet aux fonctionnaires internationaux d'être assurés que les règles seront respectées, et qu'ils seront protégés contre le « *fait du prince* » ;
- Le droit d'être entendu ;
- La pratique de l'organisation : ce n'est pas une source primaire de droit, mais elle est examinée dans de nombreux cas ; et
- Les droits acquis, également une source secondaire de droit ayant une forte influence, puisqu'ils assurent aux fonctionnaires internationaux une stabilité de leurs conditions d'emploi ainsi qu'une protection contre les changements arbitraires et la dégradation des conditions.

Le colloque a été ouvert par M. Claude Rouiller, président du tribunal, et par M. Drazen Petrovic, greffier du tribunal. Parmi les différents thèmes examinés pendant le colloque, les thèmes suivants ont été mis en exergue :

- Les différentes facettes du droit qui gouverne les relations entre les fonctionnaires internationaux et les organisations internationales, avec des interventions de Chloé Charbonneau-Jobin, conseillère juridique du syndicat du personnel de l'OIT, de Celia Goldmann, juge près le tribunal administratif du mécanisme européen de stabilité et greffière au tribunal administratif du Fonds monétaire international (FMI) et de Christian Rohde, greffier en chef au bureau de l'administration de la justice.

- Les principes généraux appliqués au tribunal, avec des interventions de Dolores M. Hansen, juge du tribunal, de Laurent Germond, directeur à la direction du droit applicable aux agents de l'organisation européenne des brevets (OEB), de Guido Raimondi, président de la Cour européenne des droits de l'Homme, d'Eva Groniger Voss, conseillère juridique à l'organisation européenne pour la recherche nucléaire, et de Jean-Pierre Isselé, secrétaire juridique principal de la Cour internationale de justice et chef du département des affaires juridiques.
- Les grandes étapes de la jurisprudence du tribunal, avec des interventions de Donata Rugarabamu, conseillère juridique adjointe à la FAO, de Jean-Didier Sicault, avocat à la Cour de Paris, chargé du cours de droit de la fonction publique internationale à l'université Paris II, France, de Sigrid Arlen, conseiller juridique du bureau international des poids et mesures (BIPM) et de Laurence Fauth, juriste spécialisée en droit international du travail, conseiller juridique de la fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FICSA).

## 2<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'OHI SUR LES MARÉES, LE NIVEAU DE LA MER ET LES COURANTS Victoria, Colombie-Britannique, Canada, 8-12 mai

Le groupe de travail sur les marées, le niveau de la mer et les courants (TWCWG) a été chargé par le comité des services et des normes hydrographiques (HSSC) de l'OHI de contrôler et de développer l'utilisation des informations sur les marées, le niveau de la mer et les courants, ainsi que de fournir des conseils sur l'observation, l'analyse et la prédiction des marées, du niveau de la mer et des courants.

Le TWCWG a tenu sa 2<sup>ème</sup> réunion à l'hôtel *Chateau Victoria Hotel and Suites* à Victoria, Colombie-Britannique, Canada, du 8 au 12 mai, sous la présidence de Mme Gwenaële Jan, France. La réunion a vu la participation de 27 délégués de 13 Etats membres de l'OHI (Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Etats-Unis, Finlande, France, Japon, Norvège, Pays-Bas, Pérou et République de Corée), du commandement des systèmes de guerre spatiale et navale (SPAWAR) atlantique, des Etats-Unis, et du Secrétariat de l'OHI, représenté par l'adjoint aux directeurs David Wyatt.



*Le TWCWG 2 en session plénière*

La réunion a consacré beaucoup de temps au développement des spécifications de produit basées sur la S-100 dont le TWCWG est chargé. Une journée et demie de sessions de groupe ont permis aux participants de se concentrer sur les projets de documents des spécifications de produit, et de progresser de manière significative sur le développement plus avant des projets de spécifications. Les résultats de l'utilisation des jeux de données d'essai pour la S-111 - *Courants de*

*surface* ont été présentés. Tous les participants ont été encouragés à créer des jeux de données compatibles avec la S-104 - *Information de marée pour la navigation de surface* et avec la S-111, aux fins de test et d'évaluation. Il a été convenu de solliciter, via le HSSC, les conseils du S-100WG quant à la nécessité d'avoir une S-112 - *Données dynamiques de hauteur d'eau*, au lieu d'une norme générique de la S-100 pour le transfert de données. Cette proposition sera soumise aux fins d'examen lors de la 9<sup>ème</sup> réunion du HSSC en novembre.

D'autres progrès ont été réalisés concernant une norme pour les tables de marées numériques, un projet de version étant généré par les Etats-Unis aux fins d'examen plus avant. Bien que certaines contributions à l'inventaire des marégraphes et des courantomètres ainsi que la liste de liens en ligne sur les marées en temps réel aient été reçues, il a été convenu de mettre ces outils en exergue par le biais des commissions hydrographiques régionales afin d'accroître la sensibilisation et d'encourager des contributions supplémentaires.



*Les participants au TWCWG 2 visitent l'observatoire de marées à l'institut des sciences de la mer du service hydrographique canadien (SHC)*

Le cours de renforcement des capacités (CB) sur les marées, le niveau de la mer et les courants a fait l'objet de discussions et son contenu a été examiné. Des méthodes visant à développer plus avant ces cours ont été convenues, conjointement avec la nécessité d'une liaison plus étroite avec les coordinateurs CB régionaux afin d'aider à sélectionner des candidats appropriés pour les prochains cours. Il a été convenu qu'il était nécessaire de traduire le support de cours en français, en espagnol et en portugais afin d'accroître sa disponibilité en tant que ressource pour le renforcement des capacités.

Le Chili a proposé d'accueillir la prochaine réunion du TWCWG à Valparaíso du 16 au 20 avril 2018.

Le compte rendu de la réunion et tous les documents seront disponibles à la section TWCWG du site web de l'OHI.

## VISITE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE HAUT NIVEAU AUX SEYCHELLES

**Ile Mahé, 9 - 12 mai**

Le directeur de l'OHI Mustafa Iptes a fait une visite de renforcement des capacités de haut niveau à l'Ile Mahé, Seychelles, du 9 au 12 mai, afin de présenter aux hauts représentants gouvernementaux le rôle de l'OHI ainsi que l'importance des programmes hydrographiques nationaux, en particulier pour les pays qui dépendent fortement des activités maritimes.

Dans la première partie de son programme, le directeur Iptes a visité l'administration de la sécurité maritime des Seychelles (SMSA) et a rendu visite au capitaine de vaisseau Joachim Valmont, directeur général de la SMSA. Le directeur Iptes s'est également rendu au siège de la garde côtière des Seychelles, où il s'est entretenu avec le lieutenant-colonel Leslie Benoiton, commandant par intérim de la garde côtière.

Dans la deuxième partie de son programme, le directeur Iptes s'est rendu au ministère du tourisme, de l'aviation civile, des ports et de la marine où il a rencontré M. Garry Albert, secrétaire principal du ministère. Il a également fait une présentation au comité hydrographique national des Seychelles traitant du rôle et des activités de l'OHI ainsi que de l'importance de l'hydrographie dans le contexte de l'« économie bleue ».



*Le directeur Iptes et le comité hydrographique national des Seychelles*

Dans la troisième partie de son programme, le directeur Iptes a rendu visite à SE Vincent Meriton, vice-président de la République des Seychelles, à la Maison d'Etat à Victoria, où il a présenté les activités de l'OHI, souligné l'importance de l'hydrographie et des services hydrographiques pour tout Etat côtier et où il a discuté des avantages de devenir Etat membre de l'OHI. Le directeur Iptes a également participé à une réunion sur le rôle de l'hydrographie à l'appui de l'économie bleue avec M. Philippe Michaud et M. Raymond F. Chang Tave, conseillers spéciaux au département de l'économie bleue du bureau du vice-président.



*Le directeur Iptes remet un présent à SE Vincent Meriton, vice-président de la République des Seychelles*

Le directeur Iptes a été informé que les Seychelles, en tant qu'Etat maritime de la région de l'océan Indien, souhaitent adhérer à l'OHI dans un avenir proche et envisageaient activement de devenir membre de l'OHI.



## 3<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CARTOGRAPHIE MARINE (NCWG) Redlands, Californie, Etats-Unis, 16 - 19 mai

La troisième réunion du groupe de travail sur la cartographie marine (NCWG) s'est tenue au siège d'Esri, à Redlands, Californie, Etats-Unis, du 16 au 19 mai. La réunion était présidée par M. Mikko Hovi (Finlande), avec le soutien de M. Andrew Heath-Coleman, secrétaire (Royaume-Uni). Dix-sept délégués de 13 Etats membres (Brésil, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Turquie), deux intervenants à titre d'experts (Esri), et le Secrétariat de l'OHI, représenté par l'adjoint aux directeurs Yves Guillam, ont participé à la réunion.



*Les participants au NCWG 3 réunis devant l'entrée du siège d'ESRI*

Le groupe de travail sur la cartographie marine (NCWG) a examiné toutes les actions de la 8<sup>ème</sup> réunion du comité des services et des normes hydrographiques (HSSC) relatives à la cartographie. Le NCWG a développé un protocole (flux de travail) ainsi qu'un modèle, visant à guider d'autres groupes de travail, Etats membres et parties prenantes lorsqu'ils sollicitent les conseils du NCWG sur leurs demandes en matière de présentation des produits basés sur la S-100. Anticipant l'éventuelle dissolution du groupe de travail sur la qualité des données (DQWG) en novembre, le NCWG a convenu d'examiner les tâches qui pourraient relever de ses compétences, le cas échéant et en tant que de besoin, à condition que le nouveau modèle de qualité pour les données bathymétriques des ENC de la S-101 soit finalisé, documenté et enregistré.

Le groupe de travail a étudié une proposition de nouvelle solution de présentation pour les indicateurs de qualité des données, soumise par l'Allemagne, promouvant un concept de structure maillée régulière et transparente. Cette proposition a été considérée comme constituant une base de départ possible en vue d'un développement ultérieur.

Une présentation des progrès réalisés en matière d'affichage des ENC dans l'ECDIS, préparée par la France et précédemment examinée par les groupes de travail sur la S-100 et sur la tenue à jour des normes ENC (S-100WG et ENCWG) lors de leurs réunions en mars, a été effectuée par le président, et appréciée par les participants. Certains de ses membres étant impliqués dans le sous-groupe sur l'affichage des ENC créé en mars, le NCWG a convenu des avantages à suivre les progrès du sous-groupe comme à étudier ses recommandations, lorsqu'elles seront disponibles, ainsi que leur impact sur les normes en vigueur.

Le sous-groupe sur le futur de la carte papier, sujet affecté d'une priorité élevée dans le plan de travail du NCWG, a organisé ses travaux. Les supports disponibles ainsi que les réflexions des réunions précédentes ont été examinés et un projet de table des matières qui pourrait être utilisé comme base pour son futur rapport au HSSC a été élaboré au cours d'une session ad hoc. L'attribution de tâches aux membres du sous-groupe doit être prévue de manière à ce qu'un rapport intermédiaire puisse être présenté lors du HSSC-9. Afin de montrer aux participants ce que la technologie pourra offrir à l'avenir, Esri a fait une démonstration prometteuse et a présenté un article sur les limites de la production automatisée de cartes dans le domaine maritime.



*Session de rédaction du sous-groupe  
sur le futur de la carte papier*

Plusieurs questions et propositions d'ordre cartographique ont été examinées par le NCWG (taille minimum des îlots ou rochers qui ne sont jamais recouverts, cercle d'évitage en cas de mouillage au large placés au-delà des limites de la carte, etc.). Suite à cet examen, il a été convenu d'amender le modèle de soumission utilisé par le NCWG : les propositions de modification de la symbologie ou des règles relatives aux cartes devront à présent inclure une brève analyse des éventuels impacts sur les ENC.

Le groupe de travail a également avalisé une proposition du Secrétariat de l'OHI sur la section 100 de la S-11, partie A, édition 3.0.0 - *Directives pour la préparation et la tenue à jour des schémas de cartes internationales (INT)* – concernant le suivi des cartes INT.

A la fin de la réunion, M. Mikko Hovi (Finlande) a été réélu président du NCWG et Mme Jacqueline Barone (Etats-Unis) a été élue vice-présidente. Au vu des changements apportés au calendrier de l'OHI en raison de la tenue de la réunion du Conseil de l'OHI en octobre et du déplacement des réunions du HSSC à avril ou mai, il a été convenu de prévoir la prochaine réunion du NCWG entre septembre 2018 et février 2019 et de travailler par correspondance pendant la période intersession. Les membres du NCWG ont aussi été invités à envisager, avant la fin 2017, de désigner un secrétaire, le moment venu, au cas où le secrétaire actuel du NCWG devait démissionner de cette fonction avant la prochaine réunion.

Des renseignements complémentaires sur la réunion sont disponibles sur le site web de l'OHI à l'adresse [www.iho.int](http://www.iho.int) > Comités & GT > NCWG > NCWG-3.

**4<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL  
SUR LA FOURNITURE DES INFORMATIONS NAUTIQUES (NIPWG)  
ET ATELIER SUR LA VISUALISATION  
DES INFORMATIONS NAUTIQUES**

**Université du New Hampshire, Durham, Etats-Unis, 22 - 26 mai**

La 4<sup>ème</sup> réunion du groupe de travail sur la fourniture des informations nautiques (NIPWG) s'est tenue à Durham, New Hampshire, Etats-Unis, du 22 au 26 mai, accueillie par le centre pour la cartographie côtière et océanique de l'université du New Hampshire (UNH). Le Secrétariat de l'OHI y était représenté par l'adjoint aux directeurs Yves Guillam.

Le NIPWG est le groupe de travail de l'OHI qui rend compte au comité des services et des normes hydrographiques (HSSC), en charge du développement de spécifications de produit conformes à la S-100 à l'appui des futurs services de « e-navigation » destinés à fournir aux navigateurs des informations actualisées harmonisées sur les affichages intégrés.

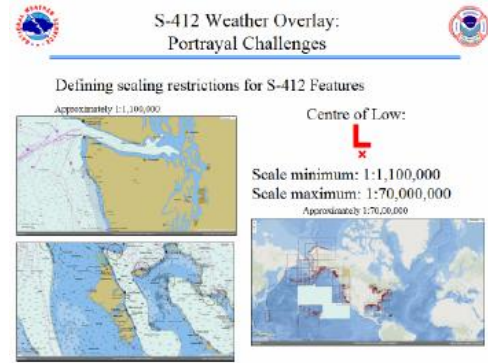
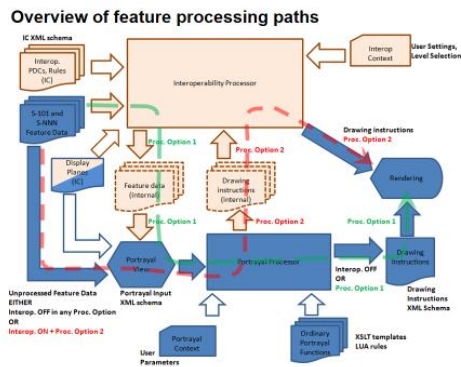
Les deux premiers jours de la réunion et la séance du matin du troisième jour ont été consacrés à un atelier sur la visualisation des informations nautiques (VONI), qui a vu la participation d'environ 40 participants (représentants des Etats membres, incluant les présidents des groupes de travail sur la cartographie marine et sur la S-100, et intervenants à titre d'experts des secteurs de l'industrie et universitaire).



*Participants au NIPWG-4 réunis au centre pour la cartographie côtière  
et océanique de l'université du New Hampshire (UNH)*

Des exemples de bancs d'essai, des cas d'usage pour des données (traversée d'une zone, mouillage...) et des innovations basées sur le web pour la présentation d'objets, représentant les informations nautiques statiques et évoluant en temps réel, dans différentes langues nationales, ont été partagés et examinés longuement, en séance de brainstorming. Suite à des présentations décrivant des innovations intéressantes et prometteuses en cours de développement à différents niveaux nationaux, certains participants ont suggéré que, de manière générale, le futur régime de tenue à jour des produits nautiques soit traité en tenant compte des possibilités offertes par les nouvelles technologies (impression à la demande, mises à jour en temps quasiment réel, etc.). Un exercice pratique, se rapportant à la S-122 - *Aires maritimes protégées*, de soumission de définitions et d'attributs de formes au registre d'informations géospaciales de l'OHI via le wiki du NIPWG a été organisé pour les participants.

Plusieurs conclusions ont été tirées lors de l'atelier, incluant la nécessité de créer un « manuel de l'utilisateur » ou un « tutoriel en ligne » afin d'aider les services hydrographiques (SH) à mieux comprendre le processus de modélisation des données et de flux des données et afin de les encourager à développer leurs propres feuilles de route pour la conversion de leurs données/informations existantes en produits basés sur la S-100, selon qu'il convient.



**Des questions d'interopérabilité et de présentation ont été traitées lors de l'atelier VONI dans le cadre du NIPWG-4**

La réunion plénière du NIPWG a commencé le troisième jour, juste après l'atelier. La réunion était présidée par M. Jens Schröder-Fürstenberg (Allemagne). Vingt-sept délégués de 14 Etats membres (Allemagne, Brésil, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, République de Corée, Royaume-Uni et Suède) et des intervenants à titre d'experts (Anthropocene Institute, IIC Technologies, NOAA-Weather, SPAWAR, Portolan Sciences, SevenCs et l'université du New Hampshire) ont participé à la réunion.

La réunion a examiné le développement hautement prioritaire des spécifications de produit basées sur la S-100 assignées au NIPWG, en particulier la S-122 (*Aires marines protégées*) et la S-123 (*Services radio*). Ces deux spécifications de produit sont développées par sous-traitance. Les premiers projets ont été rendus avant la réunion. Un examen plus avant est en cours par les membres du NIPWG avant que le contrat puisse être considéré rempli.

Grâce à la contribution des intervenants à titre d'experts, les membres du NIPWG ont pris conscience des problématiques de présentation et d'interopérabilité relatives à des formes contenues dans d'autres spécifications de produit telles que la S-111 (*Courants de surface*) et la S-412 (*Couches d'informations météorologiques*). Une présentation du président du groupe de travail sur la S-100 a permis d'éclairer la complexité de ce sujet. La discussion s'est concentrée sur les formes qui devraient être affichées sur les ECDIS et celles qui pourraient rester utiles dans les systèmes secondaires ou qui pourraient être considérées comme des couches maritimes additionnelles à des fins autres que la navigation.

Le NIPWG a convenu que la prochaine spécification de produit devant être examinée en tant qu'item de priorité élevée devrait être la S-127 (*Gestion du trafic*) en raison de l'importance qu'elle revêt dans les systèmes de gestion de la profondeur d'eau sous quille. Une proposition sera soumise lors de la prochaine réunion du HSSC aux fins d'approbation.

Les décisions de la 1<sup>ère</sup> session de l'Assemblée de l'OHI ont été notées, en particulier les amendements à la résolution de l'OHI 4/1967 sur les câbles sous-marins.

En ce qui concerne la définition par l'OMI des portefeuilles de services maritimes (MSP) pour la « e-navigation », le NIPWG a considéré que son plan de travail actuel était en mesure de soutenir la future mise en œuvre des MSP concernés via la fourniture de données appropriées (ce qui est une priorité élevée pour les SH). Toutefois, le NIPWG a considéré qu'il ne pouvait pas lui-même piloter la fourniture des services MSP, en raison du manque de ressources et de directives. Sous réserve du résultat des réunions à venir (98<sup>ème</sup> et 99<sup>ème</sup> réunions du comité de la sécurité maritime de l'OMI et 1<sup>ère</sup> réunion du groupe d'harmonisation OMI-OHI sur la modélisation des données), le NIPWG a considéré que la stratégie actuellement en place à l'OHI était cohérente avec le plan de mise en œuvre de la stratégie en matière d'« e-navigation » de l'OMI.

A la fin de la réunion, M. Jens Schröder-Fürstenberg (Allemagne) a été réélu président du NIPWG et le Dr Edward Hosken (Royaume-Uni) vice-président. M. Thomas Loeper (Etats-Unis) a également été confirmé dans ses fonctions de secrétaire du groupe de travail. Les organisations soutenant les titulaires ont été remerciées pour leur effort.

La 5<sup>ème</sup> réunion du NIPWG devrait se tenir à Gênes, Italie, du 12 au 16 mars 2018.

Des renseignements complémentaires sur la réunion et sur l'atelier sont disponibles sur le site web de l'OHI à l'adresse : [www.iho.int](http://www.iho.int) > Comités & GT > NIPWG > NIPWG-4.

## 40<sup>ÈME</sup> RÉUNION CONSULTATIVE DU TRAITÉ SUR L'ANTARCTIQUE

Pékin, Chine, 22 mai - 1<sup>er</sup> juin



La 40<sup>ème</sup> réunion consultative du traité sur l'Antarctique (RCTA 40) s'est tenue à Pékin, Chine. La réunion consultative du traité sur l'Antarctique est le principal forum permettant aux représentants des parties au traité sur l'Antarctique d'échanger des informations et de prendre des mesures, des décisions et des résolutions afin de donner effet aux principes et aux objectifs du traité. La réunion, qui a duré dix jours, a vu la participation de délégués issus de 45 pays et de 12 organisations scientifiques, intergouvernementales et non gouvernementales. L'OHI a participé à la réunion de la RCTA en tant qu'expert invité, et y était représentée par le secrétaire général Robert Ward.

Le secrétaire général, en tant que président de la commission hydrographique de l'OHI sur l'Antarctique (CHA), a présenté un rapport de l'OHI lors de la séance plénière d'ouverture. Le rapport décrivait l'état des levés hydrographiques et de la cartographie marine en Antarctique et mettait en exergue le fait que seul un infime pourcentage des eaux de l'Antarctique ont été hydrographiées, ce qui présente des risques graves d'incidents maritimes et entrave l'efficacité de l'océanologie et des activités y relatives. Là où des cartes marines existent, la plupart ont une utilité limitée en raison de l'absence d'informations fiables sur la profondeur et les dangers.

Afin d'obtenir davantage d'informations pour améliorer les connaissances hydrographiques et les cartes marines de la région, l'OHI a recommandé que la RCTA encourage tous les bâtiments navigant sur les eaux Antarctiques à collecter des données bathymétriques tout au long de leur trajet, à moins que des restrictions particulières ne s'appliquent. Pour effectuer ces *relevés en transit*, ils peuvent avoir recours à l'équipement existant à bord, complété par des systèmes à bas coût d'enregistrement des données. Le secrétaire général a indiqué que l'association internationale des organisateurs de voyages dans l'Antarctique (IAATO) coopère activement avec l'OHI pour que les navires de tourisme existants soient davantage que des navires de tourisme, toutefois, tous les autres navires devraient également être impliqués.

En outre, le secrétaire général a informé la RCTA que toutes les données bathymétriques, peu importe leur qualité, peu importe leur ancienneté, qui ont déjà été collectées dans le cadre d'études scientifiques ou autres, devraient être identifiées, déclarées et transmises au centre de l'OHI pour la bathymétrie numérique (DCDB). Ces données seront utiles dans toutes les zones où il n'existe pas d'autres données, ce qui, dans le cas de l'Antarctique, représente plus de 90% de la zone maritime.

Le rapport de l'OHI a été examiné plus avant au cours de la réunion, y compris la proposition de l'OHI d'organiser un séminaire d'information sur l'hydrographie lors de la prochaine réunion de la RCTA en Equateur en 2018. Cette proposition, qui a été ultérieurement acceptée par la RCTA 40, vient à l'appui de l'item prioritaire pour 2018 du plan de travail stratégique pluriannuel de la RCTA concernant la conduite de levés hydrographiques dans l'Antarctique. La RCTA 40 a également convenu de continuer à encourager toutes les parties à fournir des données bathymétriques au DCDB de l'OHI.



Profitant de sa visite à Pékin, le secrétaire général a saisi l'opportunité de rendre visite à l'inspecteur adjoint Wang Zelong au siège de l'administration de la sécurité maritime de Chine, où il a abordé la coordination de la production des cartes marines dans les eaux chinoises. Il a également échangé avec M. Lin Shanqing, l'administrateur adjoint de



l'administration océanique nationale (SOA), notamment en ce qui concerne l'implication de la SOA dans l'infrastructure de données spatiales maritimes émergente de la Chine ainsi que sa

contribution aux travaux du sous-comité de la GEBCO sur les noms des formes du relief sous-marin (SCUFN).

La 41<sup>ème</sup> réunion de la RCTA se tiendra en Equateur à la mi-2018. Il est proposé que la 15<sup>ème</sup> réunion de la CHA se tienne conjointement avec la RCTA 41. Ceci devrait permettre qu'un maximum de délégués de la CHA participe au séminaire de sensibilisation de l'OHI ainsi qu'aux travaux de la RCTA dans le cadre de leurs délégations nationales respectives.

## 44<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU TC211 DE L'ISO - INFORMATION GÉOGRAPHIQUE / GÉOMATIQUE

Stockholm, Suède, 29 mai - 2 juin

L'institut suédois de normalisation (SIS) a accueilli la 44<sup>ème</sup> réunion plénière et du groupe de travail du comité technique (TC) 211 - *Information géographique / géomatique* de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) à Stockholm, Suède, du 29 mai au 2 juin.

Le TC211 de l'ISO est chargé du développement de normes et de spécifications pour le domaine géospatial. L'Organisation hydrographique internationale (OHI) est un membre de liaison de classe A du TC211 de l'ISO et participe à l'élaboration de ses normes et à ses activités de tenue à jour. La série de normes et de spécifications 19100 du TC211 de l'ISO sous-tend la norme de l'OHI S-100 - *Modèle universel de données hydrographiques*.

L'adjoint aux directeurs Anthony Pharaoh a représenté le Secrétariat de l'OHI à la 44<sup>ème</sup> réunion.



*Participants à la 44<sup>ème</sup> réunion plénière du TC211 de l'ISO*

La réunion a convenu de la mise en place d'une liaison interne avec le TC307 de l'ISO, qui traite de la blockchain et des technologies des registres distribués électroniquement. La blockchain est une plate-forme numérique qui enregistre et vérifie des transactions de façon publique et sûre. Elle fournit une solution décentralisée et basée sur la cryptographie pour le partage d'informations.

La réunion a approuvé une résolution relative à la production d'une nouvelle édition de la norme ISO 19152 (Modèle du domaine de l'administration des terres) en réponse à une proposition faite par la fédération internationale des géomètres (FIG) (membre de liaison de classe A) à la suite de discussions qui ont eu lieu lors du 6<sup>ème</sup> atelier du domaine de l'administration des terres (LADM) tenu à Delft, Pays-Bas, en mars 2017. Les organisations de liaison et parties prenantes concernées telles que la FIG, l'OHI, l'Open Geospatial Consortium (OGC), le comité d'experts des Nations Unies (NU) sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale (UN-GGIM), le groupe d'experts des NU sur la gestion de l'administration des terres (UN EG—LAM), le TC307 de l'ISO, la société internationale de photogrammétrie et de télédétection (ISPRS), la banque mondiale, ONU Habitat, le programme des NU pour les établissements humains, la division des



affaires maritimes et du droit de la mer des NU (UNDOALOS), et l'organisation des NU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont été invitées à participer à la rédaction de la nouvelle édition.

L'ISO requiert que toutes les normes fassent l'objet de révisions régulières. La 44<sup>ème</sup> réunion plénière a convenu que les normes suivantes devraient faire l'objet d'un examen systématique : ISO 19118:2011 (codage), ISO 19141:2008 (schéma des entités mobiles) et ISO 19156:2011 (observations et mesures).

Le TC211 tient également à jour plusieurs ressources pour les utilisateurs et les concepteurs des normes géographiques de la 19100 et des modèles associés, dont :

- Un modèle harmonisé de registre incluant des modèles UML de toutes les normes 19100 ainsi que des informations sur la manière d'y accéder.
- Un glossaire des termes et définitions traduit en 14 langues différentes. Son objectif est de favoriser la cohérence dans l'utilisation et l'interprétation de termes / définitions géospatiaux utilisés dans les normes 19100.
- Le registre de schéma XML du TC211 de l'ISO, qui comprend un schéma XML, des transformations, les règles *Schematron*, et des exemples de métadonnées et de normes pour la qualité des données du TC211 de l'ISO.

Un atelier d'une demi-journée sur l'interopérabilité SIG (système d'informations géospatiales)/BIM (modélisation des données du bâtiment) s'est également tenu dans le cadre de la 44<sup>ème</sup> réunion.

La prochaine réunion plénière et de groupe de travail du TC211 de l'ISO se tiendra à Wellington, Nouvelle-Zélande, du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2017.



# JUIN

## CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES OCÉANS 2017 Siège des Nations Unies, New York, Etats-Unis, 5-9 juin



Le secrétaire général a représenté l'OHI à la conférence des Nations Unies (NU) afin d'appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 14 : *Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable* (conférence sur les océans) qui a eu lieu dans la salle de l'Assemblée générale, au siège des Nations Unies, à New York, Etats-Unis, du 5 au 9 juin ; la conférence a coïncidé avec la Journée mondiale des océans qui est observée chaque année le 8 juin. Le thème général de la conférence des NU sur les océans était - *Nos océans, notre avenir : partenariat pour la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 14*. Les gouvernements des Fidji et de la Suède étaient responsables de l'organisation conjointe de cette conférence.

L'ODD 14 comprend 10 cibles qui couvrent un large éventail de questions affectant le développement durable continu des mers et des océans.

La quasi-totalité des 193 Etats membres des Nations Unies étaient présents et un grand nombre d'entre eux étaient représentés par leur chef d'Etat ou de gouvernement. Les responsables d'organisations intergouvernementales et internationales ainsi que les représentants du secteur commercial, des milieux universitaire et scientifique, et les défenseurs des océans et de la vie marine étaient présents à la conférence qui a réuni, au total, environ 6 000 participants. Les secrétaires généraux ou leurs équivalents de toutes les principales organisations intergouvernementales avec lesquelles l'OHI collabore étaient présents, y compris ceux de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO, de l'Organisation maritime internationale (OMI) et de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM).



*Session d'ouverture de la conférence  
des Nations Unies sur les océans*



*Panneau d'information de l'OHI*

En plus des principaux débats de la conférence, un très vaste programme de réunions et de briefings parallèles a été organisé, couvrant tous les intérêts visant à améliorer l'état des mers et des océans du monde et à progresser vers l'atteinte des cibles de l'ODD 14 fixées pour 2020, 2025 et 2030.

Le secrétaire général a pu faire une déclaration au nom de l'OHI, pendant la conférence. Il a souligné que toutes les cibles convenues dans le cadre de l'ODD 14 dépendent d'une meilleure connaissance de la profondeur et de la forme du fond marin, non seulement dans les grands fonds océaniques mais également dans les eaux côtières mondiales

où 50% des eaux demeurent non hydrographiées.

Le secrétaire général a souligné la volonté de l'OHI de continuer à améliorer la situation actuellement non satisfaisante de la connaissance qu'a l'humanité de la profondeur et de la forme des mers et des océans, ainsi que la nécessité d'appuyer les programmes de levés hydrographiques nationaux. Il a expliqué qu'en plus des programmes hydrographiques nationaux, l'OHI relance actuellement le concept de la bathymétrie participative connu également en tant que relevés en transit - par lequel tous les navires utilisent leurs équipements de navigation types pour aider à mesurer et à cartographier la profondeur des mers. En parallèle, il a indiqué que l'OHI cherche actuellement à utiliser d'autres technologies innovantes, incluant l'utilisation de véhicules itinérants autonomes et la détermination de la profondeur des eaux peu profondes à l'aide de l'imagerie par satellite, lorsque les conditions le permettent. Le secrétaire général a spécifiquement mentionné le programme GEBCO OHI-COI comme moyen de mieux appuyer les buts de l'ODD 14.

Pour conclure, il a indiqué que les gouvernements doivent appuyer leurs services hydrographiques nationaux, que l'industrie et le milieu universitaire doivent s'assurer que les données de profondeur qu'elles détiennent soient mise à disposition pour le bien commun et que l'ensemble de la communauté maritime devrait appuyer l'OHI dans son programme de bathymétrie participative mondial.

Au cours de la conférence, M. Yohei Sasakawa a annoncé, pour le compte de la Nippon Foundation, que cette dernière accroîtra son implication au sein du programme GEBCO OHI-COI et qu'elle prévoit d'apporter une contribution d'un montant de 18,5 millions de dollars américains sur une période de dix ans, afin de soutenir l'objectif précis de cartographier l'intégralité des fonds marins d'ici 2030. Cette initiative sera connue en tant que projet Seabed 2030.



*Ouverture  
de la Journée mondiale de l'océan par  
l'orchestre des forces militaires des Fidji*

La conférence s'est terminée par l'adoption à une écrasante majorité des Etats membres des NU d'un *Appel à l'action* comprenant 14 points. Seuls trois Etats, l'Egypte, la Fédération de Russie et les Etats-Unis d'Amérique ont exprimé des réserves quant à l'adoption de l'Appel à l'action.

Les gouvernements du Kenya et du Portugal ont pris la responsabilité d'organiser conjointement la prochaine conférence en 2020, qui évaluera les progrès réalisés en vue de l'atteinte des cibles de l'ODD 14.

# MONACOLOGY

2017

Monaco, 6-9 June

L'édition 2017 de Monacology s'est tenue du 6 au 9 juin juste devant les bureaux du Secrétariat de l'Organisation Hydrographique Internationale. Cet événement qui est organisé chaque année à Monaco a pour but de sensibiliser davantage les enfants à l'environnement et au développement durable. Cette année, les organisateurs avaient retenu le thème du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et ses objectifs pour la protection de la Planète. L'OHI a présenté une carte des « Aires marines protégées de la Méditerranée occidentale, des abords de Toulon (France) à Orbetello (Italie) » mise à disposition par le Service hydrographique français (Shom).



*Stand de l'OHI*

Apprendre à appréhender la géographie de notre Planète Bleue c'est permettre aux jeunes visiteurs d'aborder la question de l'hydrographie et des sciences marines et de prendre conscience de leur importance vis-à-vis des objectifs de développement durable fixés par les Nations Unies et en particulier de l'objectif 14 concernant les océans et les mers.

Tous les jeunes participants, des écoles, classes d'intégration et d'adaptation à la vie scolaire, des associations en aide aux enfants défavorisés et enfants malades ont pu réaliser une carte sur un calque qu'ils ont pu ramener chez eux ou afficher à l'école.



*Deux globes GEBCO ont été offerts*

Chaque cartographe en herbe a reçu un badge d'« Hydrographe junior » de l'OHI pour le récompenser de ses efforts



*« Hydrographe » en culotte courte*

L'OHI a été honorée de la visite de son stand par SAS le Prince Albert II de Monaco, le vendredi 9 juin, où le Prince a été accueilli par le directeur Gilles Bessero.



*SAS le Prince Albert II de Monaco sur le stand de l'OHI avec le directeur Gilles Bessero*

## 98<sup>ÈME</sup> SESSION DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME DE L'OMI

Londres, Royaume-Uni, 7-16 juin



*MSC98 en session plénière*

Le comité de la sécurité maritime (MSC) est l'organe technique le plus élevé de l'Organisation maritime internationale (OMI). Les fonctions du MSC consistent à examiner les questions relatives aux aides à la navigation, à la construction et à l'équipement des navires, aux règles de prévention des

abordages, à la gestion des cargaisons dangereuses, aux procédures de sécurité maritime, aux informations hydrographiques, au sauvetage et au secours et à toutes les autres questions affectant directement la sécurité maritime. La 98<sup>ème</sup> session du MSC (MSC98) s'est tenue au siège de l'OMI, à Londres, RU, du 7 au 16 juin. L'adjoint aux directeurs David Wyatt y a représenté l'OHI. Lors de la présentation de l'ordre du jour dans son discours d'ouverture, le secrétaire général de l'OMI, M. Kitack Lim, a encouragé tous les participants à appliquer les normes de manière coordonnée et uniforme dans le monde maritime. Il a noté que le transport maritime représente plus de 80% du commerce mondial et a souligné les bénéfices économiques qui découlent d'un transport maritime bien géré et réglementé. Il a souligné le fait que la conférence des Nations Unies sur les océans se déroule à New York, en même temps que le MSC98, et que la santé des océans et des mers tout comme la protection du milieu marin devraient être une préoccupation pour tous. Il a noté que le nombre d'actes de piraterie dans le golfe de Guinée s'est accru au cours de l'année écoulée et qu'il est nécessaire et important d'avoir des comptes rendus exacts pour accroître la sécurité en mer ; il a également noté un accroissement des incidents dans le golfe d'Aden et dans l'océan indien du Nord Ouest malgré la présence continue de forces navales multinationales et des processus de compte rendu bien organisés. Soulignant le résultat de la 4<sup>ème</sup> réunion du Sous-comité de la navigation, des communications et de la recherche et du sauvetage (NCSR4), il a noté en particulier le projet d'amendements à la convention SOLAS, le projet de normes de fonctionnement pour les équipements SMDSM et l'activation du groupe d'harmonisation OMI-OHI sur la modélisation des données (HGDM) en tant que sujets importants sur lesquels la réunion doit travailler et sur lesquels le MSC98 doit progresser en même temps que sur les travaux initiaux sur la seconde version du recueil sur la navigation polaire.

### **Migration mixte dangereuse par la mer**

Le comité a encouragé les Etats membres à utiliser le module du système mondial intégré d'information sur les transports maritimes (GISIS) relatif à la simplification des formalités et les informations contenues dans l'appendice à la circulaire MSC.1/Circ.896/Rev.2 - *mesures intérimaires visant à lutter contre les pratiques dangereuses liées au trafic, à la contrebande ou au transport de migrants par mer* - pour signaler tout accident survenu.

### **Hydrographie et cartographie**

Le MSC a traité différentes questions liées à l'hydrographie et à la cartographie marine résultant du NCSR4 tenu en mars cette année. Les principaux sujets ont compris l'adoption de la modification de la route à double sens le long de Sand Head et de la zone de prudence intérieure de SUNK établies dans le cadre de l'actuel dispositif de séparation du trafic intitulé « Dans la zone de Sunk et au niveau de l'accès nord de l'estuaire de la Tamise » pour diffusion via la circulaire COLREG.2/Circ.69 ; l'adoption d'une nouvelle route recommandée « Au large de la côte occidentale de l'île d'Izu O Shima », une nouvelle zone à éviter « Au large de la péninsule d'Osa, sur la côte pacifique du Costa Rica » et une nouvelle zone à éviter en tant que mesure de

protection pour la « zone maritime particulièrement vulnérable du parc naturel du récif de Tubbataha dans la mer de Sulu » qui doit être publiée en tant que SN.1/Circ.335. Ces mesures d'organisation du trafic entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le comité a approuvé les modifications à la circulaire MSC.1/Circ.1503 – *ECDIS – Guide de bonnes pratiques* préparée par le sous-comité de l'élément humain, de la formation et de la veille (HTW) et a chargé le Secrétariat de les publier en tant que MSC.1/Circ.1503/Rev.1.

### **Système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM)**

Le comité a adopté les projets d'amendements aux résolutions suivantes :

- MSC.148(77) sur les *Normes de fonctionnement révisées du matériel télégraphique à impression directe à bande étroite pour la réception d'avertissements concernant la météorologie et la navigation et de renseignements urgents destinés aux navires (NAVTEX)* – qui sera publiée en tant que résolution MSC.430(98) ;
- MSC.306(87) sur les *Normes de performance révisées de l'équipement d'appel de groupe amélioré (AGA)* – qui sera publiée en tant que résolution MSC.431(98) ;
- MSC.401(95) sur les *Amendements aux normes de performance des récepteurs de radionavigation multi-systèmes de bord* – qui sera publiée en tant que résolution MSC.432(98).

Le MSC a soutenu les propositions d'amendements du texte ainsi que le projet de résolution MSC sur les *Normes de fonctionnement pour l'utilisation des stations terriennes de navires au sein du SMDSM*, incluant des révisions soumises par le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le comité international radio-maritime (CIRM). Le Secrétariat a été chargé de faire les amendements éditoriaux nécessaires et de les publier en tant que résolution MSC.433(98).

Le MSC a avalisé les mesures prises par le NCSR en vue de charger le Secrétariat d'effectuer une note de liaison sur les changements découlant de l'affichage des informations NAVTEX et SafetyNET d'Inmarsat-C sur des visualisateurs de navigation intégrés à l'OHI, à l'OMM et au TC 80 de l'IEC (cf. NCSR4/29 annexe 6).



**M. Ashok Mahapatra, directeur de la division de la sécurité maritime, conclut le MSC 98 de l'OMI avec le personnel de sa division**

Le MSC a approuvé le projet de plan de modernisation du système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM) ainsi que les projets d'amendements du chapitre IV de la Convention SOLAS et de ses appendices relatifs aux certificats, en vue de son adoption ultérieure lors du MSC 99. Le comité a également soutenu le texte fourni à propos de l'emploi de l'expression *service mobile par satellite agréé* et de la définition qui a été soumise.

Le comité a validé l'avis du NCSR quant au fait que l'homologation du service de données de sécurité maritime d'Inmarsat FleetBroadband pour être utilisé dans le SMDSM devrait être traitée en tant que nouvelle application, notant que tous les éléments de la résolution A.1001(25) ne nécessiteraient pas d'être examinés en détails dans ce cas précis et que l'homologation serait subordonnée à l'évaluation de ces éléments par l'Organisation internationale des télécommunications par satellite (IMSO). Le MSC a invité l'IMSO à entreprendre l'évaluation technique et opérationnelle nécessaire du service de données de



sécurité maritime d'Inmarsat FleetBroadband et de fournir un rapport aux fins d'examen par le NCSR.

#### **« E-navigation »**

Le MSC a approuvé l'activation du HGDM OMI/OHI et a convenu que la première réunion de ce groupe se tiendrait au siège de l'OMI à Londres, du 16 au 20 octobre 2017.

#### **Cybersécurité maritime**

Le comité a approuvé la MSC-FAL.1/Circ.3 – *Directives sur la gestion des cyber-risques maritimes* – qui remplace les directives intérimaires contenues dans la MSC.1/Circ.1526.

#### **Présidence et vice-présidence**

Le MSC a réélu à l'unanimité M. Bradley Groves, Australie, en tant que président et M. Juan Carlos Cubisino, Argentine, en tant que vice-président du comité pour 2018. Le président a également confirmé que le MSC 98 était la dernière réunion du MSC à laquelle participerait en tant que membre du Secrétariat de l'OMI M. Ashok Mahapatra, directeur de la division de la sécurité maritime, en raison de son prochain départ à la retraite en octobre.

#### **Prochaines sessions**

Les prochaines sessions du MSC devraient se tenir du 16 au 25 mai 2018 (MSC 99) et du 3 au 7 décembre 2018 (MSC 100).

## 15<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU SOUS-COMITÉ DE L'OHI SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

**Paramaribo, Suriname, 7 - 9 juin**

La 15<sup>ème</sup> réunion du sous-comité de l'OHI sur le renforcement des capacités (CBSC 15) s'est tenue à Paramaribo, Suriname, accueillie par l'autorité maritime du Suriname (MAS) du 7 au 9 juin. La réunion était présidée par M. Thomas Dehling (Allemagne) et a vu la participation de 28 personnes représentant les 15 commissions hydrographiques régionales (CHR), 14 Etats membres et une organisation observatrice. La cérémonie d'ouverture a vu la participation du président du conseil d'administration de la MAS, M. Theo Vishnudatt. Le Secrétariat de l'OHI y était représenté par le directeur Mustafa Iptes et par l'adjoint aux directeurs Alberto Costa Neves (secrétaire du CBSC).

Le CBSC est chargé d'évaluer de manière continue l'état des levés hydrographiques, de la cartographie marine et des renseignements sur la sécurité maritime dans des nations et dans des régions où l'hydrographie est en développement, ainsi que de créer et de maintenir des relations étroites avec les agences nationales et avec les organisations internationales en termes de renforcement des capacités.

Le sous-comité a mesuré l'impact de la révision du plan stratégique de l'OHI (2017) ainsi que de la stratégie de l'OHI en matière de renforcement des capacités (CB), qu'il a considérée adaptée à son objet. L'impact du recours à l'« e-learning » pour dispenser certaines composantes de la formation CB a été examiné à la lumière des résultats de la 1<sup>ère</sup> session de l'Assemblée de l'OHI et il a été convenu que la prochaine révision de la stratégie devrait mettre en exergue l'importance de cette possibilité.

La réunion a examiné l'état de la coopération avec d'autres organisations internationales ainsi que la nécessité d'améliorer la liaison avec l'Organisation maritime internationale (OMI) afin d'évaluer correctement et de fournir un renforcement des capacités convenable et de manière efficace, dans le cadre du concept des Nations Unies « unis dans l'action ».

La réunion a adopté trois nouvelles procédures CB traitant du plan de gestion CB, de l'évaluation de l'état des phases CB des Etats côtiers et du certificat de réalisation des activités CB. La nécessité d'améliorer la préparation et la conduite de visites techniques a été considérée en tant qu'élément clé des travaux du sous-comité et un projet de procédure CB est en cours de développement afin de s'assurer que les visites sont effectuées de manière appropriée. La réunion a souligné l'importance de la mise en place d'un comité de coordination hydrographique national en vue de soutenir le développement des infrastructures nationales ainsi que la manière de refléter cela dans les procédures CB. Les améliorations apportées à la série de procédures CB sont un élément clé pour s'assurer que le programme de travail CB contribue aux objectifs de l'OHI de manière optimale.

Les comptes rendus des commissions hydrographiques régionales indiquaient une augmentation du niveau de contributions en nature de la part des Etats membres développés à l'appui des pays en développement, ainsi que la poursuite du généreux soutien de la République de Corée et de la *Nippon Foundation* du Japon au fonds CB de l'OHI. La réunion a été informée du soutien de la NOAA des Etats-Unis sous la forme d'un atelier d'évaluation de la pertinence des cartes pour le personnel étranger ainsi que des développements au sein du centre de formation, de recherche et de développement de la commission hydrographique de l'Asie orientale. La réunion a également pris note des progrès réalisés en ce qui concerne le développement d'un cours de « e-learning » sur les renseignements sur la sécurité maritime, du soutien apporté à Cabo Verde en préparation du programme d'audit obligatoire de l'OMI et des avancements dans le Pacifique sud-ouest avec l'appui de l'initiative de navigation régionale dans le Pacifique (PRNI) de la Nouvelle-Zélande, de la méthodologie d'évaluation des risques et d'autres Etats membres de la région.

Le sous-comité a également noté les avancements de projets régionaux et nationaux relatifs au renforcement des capacités, incluant le développement d'outils open-source pour l'évaluation des risques par la Nouvelle-Zélande, une étude de cas par l'Italie sur le développement d'un service hydrographique en Ouganda, la création du *Canadian Ocean Mapping Research and Education Network* (en français : réseau canadien de recherche et d'éducation pour la cartographie marine), la création de l'académie des aides à la navigation du Suriname, les résultats de l'étude de définition hydrographique au sein de l'organisation maritime de l'Afrique de l'ouest et du centre (OMAOC) et l'appui offert par le Royaume-Uni à l'organisation des Etats de la Caraïbe orientale (OEEO), au programme *Commonwealth Marine Economies* (CME, en français : économies marines du Commonwealth) et au programme *Overseas Territories Seabed Mapping* (en français : cartographie des fonds marins des territoires d'outre-mer).



*Une partie des participants à la 15<sup>ème</sup> réunion du sous-comité de l'OHI sur le renforcement des capacités (CBSC 15)*

La réunion a mis à jour et a ajusté le programme de travail CB de 2017, et a approuvé le plan de gestion CB pour 2018 ainsi que le programme de travail CB pour 2018 au regard des priorités identifiées par le sous-comité, des ressources disponibles et des éventuelles ressources supplémentaires.

La réunion a réélu M. Thomas Dehling (Allemagne) en tant que président du CBSC et a élu le capitaine de vaisseau Lamberto Lamberti (Italie) en tant que vice-président pour la période 2017-2020. La prochaine réunion du CBSC devrait se tenir à Goa, Inde, du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2018, et sera accueillie par le service hydrographique national de l'Inde.



**9<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU COMITÉ DE COORDINATION  
INTER-RÉGIONAL DE L'OHI  
12-14 juin, Paramaribo, Suriname**

La neuvième réunion du comité de coordination inter-régional (IRCC9) qui s'est tenue à Paramaribo, Suriname, du 12 au 14 juin, a été accueillie par l'Autorité maritime du Suriname (MAS). Ont participé à cette réunion les présidents, ou leurs représentants, des 15 Commissions hydrographiques régionales (CHR) et des organes subordonnés de l'IRCC et 15 observateurs. Au total, 35 participants étaient présents. La réunion était présidée par le Dr Parry Oei (Singapour). La cérémonie d'ouverture a vu la participation du président du conseil de surveillance de la MAS, M. Theo Vishnudatt. Le Secrétariat de l'OHI y était représenté par le Directeur Mustafa Iptes (secrétaire de l'IRCC) et par l'adjoint aux directeurs Alberto Costa Neves.

L'IRCC a examiné les rapports et les activités des CHR et de leurs organes subordonnés, ainsi que les résultats de la 1<sup>ère</sup> session de l'Assemblée de l'OHI (A-1), souligné les accomplissements et les défis du programme de renforcement des capacités et des activités de l'IBSC, examiné les développements en matière de bathymétrie participative et de maximisation de l'utilisation des données hydrographiques puis examiné les questions relatives à la base de données mondiale pour les ENC (WEND).

La réunion a examiné, au niveau régional, les principales réalisations et avancées en ce qui concerne l'état de l'hydrographie et de la cartographie, l'harmonisation des données de profondeur et leur présentation dans les ENC, la fourniture de bases de données bathymétriques régionales conjointes, la mise en œuvre d'un système géodésique harmonisé, le traitement en parallèle de toutes les questions relatives aux ENC et aux cartes papier, la progression des infrastructures de données spatiales maritimes et les larges aspects relatifs à l'utilisation des données S-57 officielles sur le marché de la plaisance. Le comité a noté avec satisfaction que certaines régions avaient accompli des progrès significatifs pour supprimer les chevauchements, évaluer de manière appropriée les CATZOC et pour combler les trous de manière cohérente, et que les géo-portails régionaux avec des données ENC avaient été établis pour faciliter l'harmonisation des cartes et l'évaluation des risques.

Le comité a reçu des rapports concernant les progrès accomplis dans tous les pays et territoires insulaires du Pacifique (PICT) eu égard à la gouvernance des activités hydrographiques, avec des avancées significatives dans les Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans les îles Salomon, à Tonga et au Vanuatu, l'approbation d'une *Stratégie régionale en matière de sécurité de la navigation dans le Pacifique*, et la contribution de la Nouvelle-Zélande dans la conduite d'évaluations des risques dans les îles Cook, à Nioué, à Tonga et au Vanuatu et à la mise en œuvre de l'*Initiative de navigation dans la région du Pacifique*.

Les rapports ont présenté des contributions additionnelles des Etats membres aux projets régionaux du Mexique à la zone de la Méso-Amérique et à la mer des Caraïbes en assurant une formation via le projet FOCAHIMECA, de France à l'étude de définition en Afrique occidentale et centrale, du Royaume-Uni auprès du programme CME (Commonwealth Marine Economies), avec le programme de cartographie des fonds marins des territoires d'outre-mer et avec le programme d'étude de l'organisation des Etats des Caraïbes orientales (OEEO). Les Etats-Unis ont rendu compte de leur projet pilote de bathymétrie participative conjointement avec le centre de données de l'OHI pour la bathymétrie numérique (DCDB), la NOAA et les systèmes « Rose Point Navigation Systems » pour l'enregistrement des données.

Le fait que pas plus de 15% des profondeurs océaniques aient été directement mesurées a été pris en compte par la réunion qui a reconnu la nécessité de maximiser le recueil de données en accroissant la collecte des données par les agences gouvernementales dans les zones prioritaires, et en mettant à disposition les données issues des levés scientifiques et du secteur privé et en complétant ces efforts avec la bathymétrie dérivée par satellite et participative. La réunion a également identifié l'importance du groupe de travail sur la bathymétrie participative

et du soutien apporté par la Nippon Foundation au projet Seabed 2030 de la GEBCO ainsi que la nécessité d'une plus grande implication dans la collecte des données au sein de plusieurs forums.

Le comité a reçu des rapports sur le développement d'une évaluation de l'OHI sur la bathymétrie dérivée par satellite et du programme de cartographie pour les zones non cartographiées ou mal cartographiées, sur des questions liées au futur de la carte papier, à la mise en œuvre des spécifications de produit de la S-100, à la nécessité croissante de données et produits de navigation améliorés (via la e-navigation et les portefeuilles de services maritimes - MSP) à l'appui de l'utilisation efficace et durable des espaces maritimes et de leurs ressources naturelles.

La réunion a examiné la progression réalisée en vue de la mise en œuvre complète des principes WEND, les directives relatives à la préparation et à la tenue à jour des schémas de cartes INT et d'ENC, la nécessité d'appliquer l'établissement de schémas au niveau régional, les défis en matière de coordination des schémas de cartes INT et l'amélioration de la couverture en ENC, en particulier l'établissement de schémas INT uniformes dans des bassins semi-fermés. Le comité a vivement incité les commissions hydrographiques régionales à s'efforcer de résoudre les chevauchements des ENC dans des catégories d'usage à petites échelles qui comportent d'importants risques pour la navigation et a soutenu une proposition de projet de résolution de l'OHI pour supprimer les ENC qui se chevauchent. L'importance de fournir des informations CATZOC dans toutes les ENC a été examinée, notamment pour soutenir les travaux des CHR dans l'analyse des risques.

Le comité a félicité les deux centres régionaux de coordination des ENC (RENC) sur les travaux entrepris jusqu'ici pour atteindre une maturité et une stabilité et pour le soutien apporté aux services hydrographiques et aux fournisseurs de services aux utilisateurs finaux, ainsi que le Secrétariat de l'OHI pour les améliorations apportées au catalogue d'ENC de l'OHI et aux autres aspects de l'infrastructure. La réunion s'est penchée sur la nécessité que les CHR encouragent les Etats membres dans chaque région à envisager de mettre à disposition toutes les données ENC via les RENC et de rendre publics des ensembles ou sous-ensembles de données bathymétriques via le DCDB de l'OHI. La réunion a approuvé une déclaration révisée sur l'utilisation de la couche d'informations maritimes (MOI) pour aider à attirer l'attention sur toute différence entre une carte papier publiée et l'ENC qui lui correspond ou pour aider à afficher des avis aux navigateurs temporaires et préliminaires pour une ENC.

L'IRCC a noté la création du groupe de travail sur le domaine maritime (Marine DWG) de l'Open Geospatial Consortium (OGC), un groupe d'experts qui conseille l'OGC sur la manière de progresser par rapport au domaine maritime, en identifiant les manques dans la base actuelle de l'OGC eu égard aux données géospatiales marines et à la cartographie océanique. La coopération avec l'OGC permet d'attirer l'attention de l'OGC sur les normes de l'OHI en évolution, d'utiliser les meilleures pratiques et d'envisager les dernières approches techniques. La réunion a également été informée de l'Initiative de développement de concepts – Définition du futur de l'infrastructure de données spatiales maritimes (MSDI), développée par l'OGC à la demande du MSDIWG et d'un nouveau livre blanc préparé sur les MSDI.

La réunion a été informée des réalisations via le programme sur le renforcement des capacités, les récentes visites techniques au Libéria et au Cabo Verde, l'évaluation technique et les visites consultatives au Samoa et à Tuvalu, les ateliers techniques et informatifs, les formations en matière de renseignements sur la sécurité maritime et les cours d'hydrographie et de cartographie marine. La réunion a reconnu l'importance du soutien généreux de la République de Corée et de la Nippon Foundation du Japon, du soutien en nature des Etats membres et des parties prenantes de l'industrie ainsi que des travaux des coordinateurs CB des CHR et des responsables de projets pour ces réalisations.

Les commissions hydrographiques régionales ont fait part de leurs préoccupations concernant les principales difficultés rencontrées et les principaux défis posés par la réduction des ressources qui a limité les capacités hydrographiques, ainsi que les capacités de maintenance des Etats membres et leur capacité à contribuer au programme de travail de l'OHI. La réunion a pris

note en particulier des restrictions subies par le développement des capacités des créateurs de capacités et qui ont eu une incidence sur le soutien dont ont besoin les principales autorités de cartographie pour les activités de renforcement des capacités. Celles-ci sont soumises à des pressions constantes étant donné que les ressources, devenues plus rares, sont axées sur des priorités nationales. Dans ce contexte, le soutien accru du Secrétariat de l'OHI a été jugé critique au succès actuel du programme sur le renforcement des capacités, non seulement pour l'exécution du programme en tant que tel mais également pour son efficacité, sa gouvernance, avec une diligence raisonnable, dans l'intérêt des Etats membres.

Le comité a reconnu qu'un défi important pour le fonctionnement réussi et la nouvelle amélioration du programme de renforcement des capacités consistait à pallier la nécessité d'une assistance supplémentaire en renforcement des capacités au sein du Secrétariat en raison de l'accroissement significatif du niveau d'activités CB et d'autres exigences/priorités concurrentes.

L'attention a été consacrée à d'autres défis pour une phase 1 efficace et durable du CB, en particulier la nécessité d'identifier du personnel susceptible d'accompagner les formateurs en RSM dans le but de devenir eux-mêmes des formateurs, la nécessité d'un engagement plus étroit des coordinateurs nationaux RSM des Etats côtiers avec les coordinateurs NAVAREA appropriés et entre les coordinateurs NAVAREA et les coordinateurs CB régionaux. La réunion a également été informée de l'utilisation des méthodes de formation des formateurs et d'apprentissage en ligne (e-learning) à l'appui du développement de la phase 1 de CB, de l'importance d'utiliser le manuel conjoint sur les RSM pour s'assurer qu'une terminologie et des formats corrects soient utilisés dans les messages RSM.

La réunion également été informée des récents progrès réalisés dans l'Arctique avec le développement d'une évaluation des risques hydrographiques, les travaux du groupe de travail sur la coordination de la cartographie internationale dans l'Arctique, la création du groupe de travail sur l'infrastructure des données spatiales régionales dans l'Arctique, le guide de planification du voyage pour les navigateurs dans l'Arctique et les recherches sur le potentiel de la télédétection et de la bathymétrie dérivée par satellite et de la bathymétrie participative pour utilisation au sein de la communauté arctique.

La réunion a noté que la 40<sup>ème</sup> réunion consultative du traité sur l'Antarctique (RCTA) tenue à Beijing (Chine) avait convenu d'inviter la CHA, via l'OHI, à organiser un séminaire d'information sur l'état et l'impact de l'hydrographie dans les eaux antarctiques.

Le comité a été informé de la progression des publications sous sa responsabilité et a salué les travaux effectués par le MSDIWG sur le projet de nouvelle édition 2.0.0 de la publication de l'OHI C-17 *Infrastructures des données spatiales : « la dimension maritime » - Guide à l'usage des services hydrographiques* et par l'IBSC sur le projet de nouvelles éditions 1.0.0 des publications de l'OHI S-8A et S-8B *Normes de compétence pour les hydrographes de Catégorie « A » et de Catégorie « B »*. Les trois publications ont été approuvées et le comité les soumettra à l'approbation des Etats membres conformément à la procédure convenue par l'Assemblée de l'OHI. La réunion a également approuvé les clarifications des éditions 1.0.1 des publications de l'OHI S-5A et S-5B *Normes de compétence pour les hydrographes de catégorie « A » et de catégorie « B »* et a noté la préparation d'un document d'orientation sur la bathymétrie participative.

L'IRCC a examiné les résultats de la 1<sup>ère</sup> session de l'Assemblée de l'OHI y compris ceux relatifs à la création du Conseil de l'OHI et à sa composition, à la révision des résolutions de l'OHI, au programme de travail 2018-2020 de l'OHI et au plan stratégique de l'OHI. La réunion a décidé de créer un groupe de rédaction pour examiner la résolution de l'OHI 2/1997 telle qu'amendée *Création de commissions hydrographiques régionales - CHR* et a chargé la commission hydrographique de l'Asie orientale de fournir des données pour la Résolution de l'OHI 1/2005 *Réponse de l'OHI en cas de catastrophe*. La réunion a encouragé les CHR à envisager d'avoir recours à la bathymétrie dérivée par satellite et aux méthodologies d'évaluation des risques dans les zones non cartographiées ou faiblement hydrographiées dans leurs régions respectives, comme moyen de développer des zones hydrographiques prioritaires dans le cadre d'une démarche pour attirer des fonds.



*Les participants à la réunion IRCC9*

La réunion a également examiné les résultats du HSSC, en particulier ceux relatifs à la qualité et aux indicateurs des cartes et la nécessité pour les Etats membres de l'OHI de peupler les ENC avec des valeurs estimées CATZOC notamment pour les types de navigation 3, 4, 5 et 6, notant que le concept de valeurs CATZOC devrait demeurer valide pour les futures ENC de la S-101, ainsi que les principaux aspects gérés par le groupe de travail sur la qualité de données. La réunion a invité les CHR à encourager les Etats membres à soutenir la création d'un groupe de travail sur les informations géospatiales maritimes (WG-MGI) par le comité d'experts des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale mondiale (UN-GGIM) et à promouvoir l'utilisation des principes directeurs partagés de l'UN-GGIM pour que la gestion des informations s'aligne sur la structure de la S-100 pour les données géospatiales maritimes et les applications régionales des infrastructures de données spatiales maritimes.

La réunion s'est penchée sur les avantages qu'il y a à disposer d'une infrastructure solide au sein du Secrétariat de l'OHI, pour soutenir et informer les décisions de ses Etats membres et des organes subordonnés, ainsi que les développements des bases de données, et les services en ligne et les outils des systèmes d'information géographique (SIG). La réunion a également examiné les développements positifs en matière de gestion, d'examen et de suivi des nouvelles cartes INT et a approuvé l'amendement à la Section 100 de la publication de l'OHI S-11 - Partie A Ed. 3.0.0 – *Guide pour la préparation et la tenue à jour des schémas de cartes internationales (INT)*.

La réunion a réélu le Dr Parry Oei (Singapour) en tant que président de l'IRCC et a élu M. Thomas Dehling (Allemagne) en tant que vice-président pour la période 2017-2020. Il est prévu que la prochaine réunion de l'IRCC qui aura lieu à Goa, Inde, du 4 au 6 juin 2018 sera accueillie par le service hydrographique indien. Les réunions suivantes auront lieu en Italie (2019) et en Pologne (2020).

La réunion a été suivie d'une visite à l'Autorité maritime du Suriname et au musée maritime.

Tous les documents de la réunion sont mis en ligne à la section IRCC du site web de l'OHI.



## 12<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUALITÉ DES DONNÉES La Haye, Pays-Bas, 13 – 15 juin

La 12<sup>ème</sup> réunion du groupe de travail de l'OHI sur la qualité des données (DQWG) a été accueillie par le Service hydrographique de la Marine royale néerlandaise, du 13 au 15 juin à La Haye.

La réunion était présidée par M. Antti Cástren (Finlande). Cinq délégués de quatre Etats membres (Australie, Finlande, Pays-Bas et Etats-Unis) y ont participé et l'adjoint aux directeurs Yves Guillam y représentait le Secrétariat de l'OHI.



*Participants à la réunion DQWG-12, à La Haye, Pays-Bas*

La réunion a commencé par l'examen complet des items de travail du programme de travail du DQWG et de la liste des nouvelles propositions reçues avant la réunion. Cette tâche a été entreprise afin d'examiner les exigences confiées au DQWG par le comité des services et des normes hydrographiques (HSSC) dont dépend le DQWG. Cet examen a révélé qu'il existe des attentes d'autres groupes qui souhaitent d'appuyer sur le DQWG en matière de qualité des données et de directives sur l'harmonisation des questions relatives à la qualité des données pour toutes les spécifications de produit basées sur la S-100. Par conséquent, les participants ont convenu que le mandat du DQWG devrait être réexaminé afin de mieux tenir compte du rôle continu et évolutif du DQWG et de renforcer sa composition. Un projet de mandat révisé a été préparé et sera soumis à l'examen du HSSC.

Le représentant des Etats-Unis a présenté les normes et les règles appliquées dans le projet CATZOC<sup>1</sup> actuel de la NOAA qui vise à incorporer les valeurs CATZOC dans environ 1 220 ENC. Afin d'aider tous les producteurs d'ENC à utiliser de manière cohérente les valeurs CATZOC, et par conséquent pour fournir une interprétation commune par les navigateurs, il a été proposé de partager les meilleures pratiques nationales de telle sorte que des directives appropriées puissent être élaborées par la suite. Tous les participants ont convenu qu'un tel mécanisme permettrait une transition harmonieuse lorsque le convertisseur des ENC de la S-57 vers les ENC de la S-101 ENC sera opérationnel, au moins pour sa composante qualité des données.

---

<sup>1</sup> *Catégorie de Zone de confiance.*

La fourniture de matériel à l'appui de la formation des navigateurs en matière de qualité des données bathymétriques est l'un des items de travail attribué au DQWG. Un projet de proposition relatif à une nouvelle publication S-67 de l'OHI – *Mariners' Guide to Accuracy of ENCs*, a été présenté par l'Australie. Celui-ci a été bien accueilli et examiné par le DQWG avec l'intention de soumettre le projet au HSSC, aux fins d'approbation.

A la suite d'une demande du groupe de travail de la S-100, une comparaison préliminaire des parties portant sur la qualité des données dans les normes géospatiales de l'ISO, de la directive INSPIRE<sup>2</sup> et de la S-100 de l'OHI – *Modèle universel de données hydrographiques* – a été présentée par le représentant des Pays-Bas. Des travaux supplémentaires doivent encore être effectués afin d'assurer une comparaison complète avec le cadre de la S-100.

Plusieurs autres tâches restantes importantes ont été identifiées, comme la finalisation de plusieurs projets de versions des textes (modèle de qualité des données, arbre de décision pour l'attribution de valeurs de qualité aux données bathymétriques) à inclure dans la S-100 et dans les sections existantes du Guide de classification et de codage des données de la S-101 (DCEG) ou encore la clarification de l'utilisation de l'attribut relatif à la précision horizontale des données.

En supposant que la proposition de poursuivre les activités du DQWG soit approuvée lors de la prochaine réunion du HSSC en novembre, il est prévu que la prochaine réunion du DQWG aura lieu du 15 au 19 janvier 2018 à Monaco. Ceci permettra au DQWG de fournir aux autres groupes du HSSC des résultats avant leurs réunions programmées pour avril 2018. Il est proposé que la prochaine réunion comprenne un atelier de deux jours afin de faire progresser plusieurs tâches techniques, comme par exemple le DCEG.

Pendant la réunion, le président a informé les participants qu'il avait été nommé à de nouvelles fonctions et qu'il ne serait donc pas en mesure de se présenter pour une réélection à la présidence. M. Rogier Broekman (Pays-Bas) a été élu président du DQWG. M. Sean Legeer (Etats-Unis) a été réélu vice-président. M. Mike Prince (Australie) a accepté de remplir les fonctions de secrétaire.

Pour tout renseignement complémentaire sur la réunion, veuillez consulter le site web de l'OHI à l'adresse suivante : [www.iho.int](http://www.iho.int) > Comités & GT > DQWG > DQWG-12.

---

<sup>2</sup> *Infrastructure pour les informations spatiales en Europe.*

## 1<sup>ÈRE</sup> RÉUNION DE L'ÉQUIPE DE PROJET DU HSSC DE L'OHI SUR LES NORMES POUR LES LEVÉS HYDROGRAPHIQUES (HSPT 1)

Palais de la Porte Dorée, Paris, France, 20-22 juin

L'équipe de projet sur les normes pour les levés hydrographiques (HSPT), qui est chargée par le comité des services et des normes hydrographiques (HSSC) de l'OHI de rédiger un projet de 6<sup>ème</sup> édition de la publication de l'OHI S-44 - *Normes pour les levés hydrographiques* - aux fins d'approbation par les Etats membres de l'OHI, a tenu sa 1<sup>ère</sup> réunion (HSPT 1), organisée par le service hydrographique français (SHOM), au Palais de la Porte Dorée, Paris, France, du 20 au 22 juin, sous la présidence de Christophe Vrignaud (France). 28 représentants de 13 Etats membres (Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni et Suède), un observateur de la fédération internationale des sociétés hydrographiques (IFHS), des intervenants à titre d'experts d'ARGANS, de Fugro, d'IIC Technologies, d'iXblue et de l'université du Mississippi du sud, ainsi que le Secrétariat de l'OHI, ont participé à la réunion. L'adjoint aux directeurs David Wyatt y a représenté le Secrétariat de l'OHI.



*Participants à la 1<sup>ère</sup> réunion du HSPT du HSSC devant le Palais de la Porte Dorée, Paris*

Le HSPT a reçu des présentations traitant de la gestion de la qualité des sondeurs multifaisceaux et monofaisceau et du LiDAR par le SHOM par rapport à la S-44 (France), du référencement et de l'utilisation de la S-44 pour les levés commerciaux (iXblue), des CATZOC de la S-57 (Australie), de la norme du SHC sur les levés hydrographiques de l'ordre spécial (Canada), des normes pour les levés LiDAR (Fugro), des plates-formes de levés inhabitées (République de Corée), de la bathymétrie par satellite (SDB) et des efforts de création de données répondant à la norme S-44 en vigueur (ARGANS), d'EMODnet et de la bathymétrie participative (France) et du lien existant entre la S-44 et les levés des ports commerciaux (Australie, pour le compte de *Precision Hydrographic Services*).



*1<sup>ère</sup> réunion du HSPT du HSSC en session plénière*

Les participants ont identifié plusieurs limites à la version en vigueur de la S-44 et ont débattu des raisons pour lesquelles ils considèrent ces limites comme des faiblesses. Le HSPT a ensuite discuté des éventuels cadres de normes qui pourraient remédier à ces limites, et qui pourraient être inclus dans le rapport du président au HSSC. Aucun consensus clair n'a été atteint quant à la manière de traiter les limites identifiées, des points de vue très différents étant exprimés, allant d'une révision minimale à une approche radicalement nouvelle. Il a été proposé de demander au HSSC d'orienter l'équipe de projet vers le cadre de normes qu'il conviendrait de développer plus avant. Certains membres du HSPT se

sont fermement opposés à inviter le HSSC à orienter l'équipe de projet vers un cadre de normes spécifique sans avoir le soutien unanime de tous les membres du HSPT. Il a été convenu que le président demanderait conseil au HSSC sur la marche à suivre.

Il a été convenu qu'une autre réunion serait la bienvenue lorsque les résultats et des directives complémentaires auront été obtenus à l'issue de la prochaine réunion du HSSC en novembre (HSSC 9). Ceci laisserait également le temps de recevoir les résultats du questionnaire de l'enquête sur les besoins des clients, qui est coordonnée par l'observateur de l'IFHS. La prochaine réunion du HSPT (HSPT 2) devrait se tenir la première ou la deuxième semaine du mois de juillet 2018 à Niterói, Brésil, sous réserve des conclusions du HSSC 9.

Aucun volontaire ne s'étant proposé pour occuper les fonctions de secrétaire, il a été demandé au Secrétariat de l'OHI de prendre les fonctions de secrétaire du HSPT, qui seront assumées par l'adjoint aux directeurs David Wyatt. L'Australie a accepté d'occuper le rôle d'éditeur coordinateur pour toute révision de la S-44, avec l'assistance de l'Allemagne. MM. Christophe Vrignaud et Nickolás de Andrade Roscher (Brésil) ont été confirmés en tant que président et vice-président, respectivement. Tous les documents et présentations pertinents de la réunion, ainsi que le compte rendu final de la réunion, seront disponibles à la section du HSPT de la page web du HSSC ([http://www.iho.int/mtg\\_docs/com\\_wg/HSSC/HSPT/HSPT1/HSPT1.htm](http://www.iho.int/mtg_docs/com_wg/HSSC/HSPT/HSPT1/HSPT1.htm)) en temps opportuns.

## 29<sup>ÈME</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE DE LA COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE (COI) Paris, France, 21-29 juin

L'Assemblée est l'organe directeur suprême de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO. Les fonctions de l'Assemblée consistent à examiner les questions relatives à la gestion des organes subsidiaires régionaux et de leurs programmes, à superviser les programmes de recherche océanique, les systèmes d'observation de l'océan et la gestion des données, les systèmes régionaux d'alerte aux tsunamis, la coordination des systèmes d'avertissement et d'atténuation des dangers océaniques, le programme et la stratégie en matière de renforcement des capacités, le développement durable et la gouvernance, l'administration et la gestion de la COI et la gouvernance du projet GEBCO OHI-COI en coopération avec l'OHI.

La 29<sup>ème</sup> session de l'Assemblée de la COI qui a eu lieu au siège de l'UNESCO, à Paris, France du 21 au 29 juin, a été précédée de la cinquième session du Conseil exécutif de la COI tenue le 20 juin. Les délégations ont inclus des représentants des Etats membres suivants : Allemagne, Argentine, Brésil, Chili, Fédération de Russie, France, Singapour, Thaïlande et Turquie. Le directeur Mustafa Iptes et l'adjoint aux directeurs David Wyatt y ont représenté l'OHI. L'Assemblée a été ouverte par SH Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO et par le Dr Vladimir Ryabinin, secrétaire exécutif de la COI.



*La Directrice générale de l'UNESCO, SE Irina Bokova  
lors de la session d'ouverture de l'Assemblée de la COI*

### Généralités

L'Assemblée a accueilli les rapports du secrétaire général sur les activités des organes subsidiaires régionaux de la COI – *les sous-commissions du Pacifique occidental, les régions des Caraïbes et adjacentes, et l'Afrique ainsi que les Etats insulaires adjacents* – l'état d'avancement du rapport de la COI sur les sciences océaniques mondiales, le programme de recherche climatologique mondial et la seconde expédition internationale dans l'océan Indien. L'Assemblée a débattu de l'évaluation des océans mondiaux des NU et de la progression du système d'observation mondial des océans, du système d'observation mondial du climat et de l'Organisation météorologique mondiale (JCOMM). L'Assemblée a reconnu le rôle de la COI qui apporte soutien technique et scientifique à la réalisation de ses engagement en vue de l'Agenda 2030 des Nations Unies (NU) pour le développement durable et de l'appel à l'action convenu par la conférence des NU sur les océans en vue de soutenir la mise en œuvre de l'objectif 14 du

développement durable en développant plus avant la recherche scientifique marine ainsi qu'en encourageant l'innovation scientifique et technologique. L'Assemblée a soutenu avec enthousiasme la proposition de « décennie des sciences océaniques pour le développement durable » et a demandé au secrétaire exécutif de mettre en exergue la résolution de l'Assemblée générale des NU en vue d'établir cette Décennie sous les auspices des NU pour la période 2021-2030 et d'encourager le soutien le plus large possible des objectifs et des résultats attendus.

L'Assemblée a également débattu des systèmes régionaux d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets – dans *le Pacifique (PTWS)*, *l'océan Indien (IOTWMS)*, *l'Atlantique Nord-Est, la Méditerranée et les mers adjacentes (NEAMTWS)* – du système d'alerte aux tsunamis et aux autres risques dans la mer des Caraïbes et les régions adjacentes (CARIBEEWS) ainsi que pour la coordination mondiale des systèmes d'alerte et d'atténuation pour les risques océaniques et les efflorescences algales nuisibles. Au cours de la présentation des rapports et des discussions ultérieures couvrant le groupe de travail sur le système d'alerte aux tsunamis et autres risques côtiers (TOWS-WG), l'OHI a été mise en exergue par l'OMM et par le président du TOWS-WG en tant que l'un des partenaires significatifs, notamment eu égard à la diffusion des informations d'alerte. Le représentant de l'OHI a souligné les travaux actuels du service mondial d'avertissements de navigation (SMAN) de l'OHI et de l'Organisation maritime internationale avec le secrétariat de la COI et le TOWS-WG sur l'élaboration de formats de messages d'avertissements appropriés pour la diffusion des informations d'alerte aux tsunamis à la communauté maritime. Il a également noté que les coordinateurs NAVAREA souhaitaient appuyer les travaux du TOWS-WG via le sous-comité SMAN de l'OHI et qu'ils continueraient de fournir des conseils et des directives sur l'utilisation du SMAN, le cas échéant. Le président du Comité directeur OHI-COI de la GEBCO (GGC) a souligné l'importance de disposer de jeux de données bathymétriques complets pour modéliser les impacts des tsunamis et la vitesse de propagation de l'onde. Il a demandé que les organisations régionales (PTWS, IOTWMS, CARIBEEWS et NEAMTWS) invitent la GEBCO à être représentée à leurs réunions.

Au cours du débat sur le rapport de la réunion des organes subsidiaires régionaux de la COI, la Turquie a noté que IOC-BLACKSEA et le réseau d'informations et de données océanographiques pour la mer Noire (ODIN-BLACKSEA) avaient été créés. La Turquie a également souligné qu'il y avait des commissions, des programmes et des projets engagés dans la région qui incluaient la commission hydrographique de la Méditerranée et de la mer Noire de l'OHI ainsi que le groupe de travail sur la sécurité de la navigation dans la mer Noire et dans la mer d'Azov. La Turquie a proposé une collaboration plus étroite entre tous ces groupes afin de contribuer à renforcer les activités IOC-BLACKSEA et ODIN-BLACKSEA et a demandé aux Etats membres de soutenir ces efforts.

### **Bathymétrie océanique et renforcement des capacités**

L'Assemblée a examiné le rapport du président du GGC et a exprimé son soutien envers l'engagement accru de la COI dans les travaux des activités de la GEBCO. Conformément au processus d'examen mené en 2015–2016 par la COI, et à la décision des Etats membres de la COI de renforcer la contribution de la COI à la GEBCO, une ligne budgétaire a été proposée dans le programme et budget provisoires de la Commission et finalement approuvée par l'Assemblée de la COI. Le président du GGC a également informé l'Assemblée du développement d'une initiative majeure intitulée « Seabed 2030 » appuyée par la Nippon Foundation, conçue pour renforcer les activités de cartographie océanique à l'échelle mondiale, avec pour objectif ultime de cartographier toutes les formes sous-marines supérieures à 100 mètres. L'Assemblée a également accueilli avec satisfaction cette initiative et a remercié la Nippon Foundation son soutien envers cette nouvelle initiative.

Le représentant de l'OHI a mis en exergue les domaines de coopération avec la COI, y compris dans le cadre de la GEBCO, et a informé que les Etats membres de l'OHI avaient adopté, à la 1<sup>ère</sup> session de l'Assemblée de l'OHI, une résolution sur l'amélioration de la disponibilité des données bathymétriques, à travers le monde. Il a accueilli la dotation budgétaire de la COI prévue pour la GEBCO en tant que renouvellement de la coopération fructueuse et de longue date entretenue

entre la COI et l'OHI. Il a également informé l'Assemblée que l'OHI soutient la proposition de la COI visant à établir une décennie internationale des sciences océaniques pour le développement durable et accueille avec satisfaction l'accent mis par la Décennie des sciences océaniques sur la cartographie océanique.

L'Assemblée a débattu de la stratégie de la COI en matière de renforcement des capacités, y compris de ses programmes régionaux et propositions régionaux concernant le fonds pour le développement des capacités de la COI qui ont été initiés en septembre 2016. Les activités pédagogiques de la COI en matière d'océan, entreprises au cours de la dernière période intersession, ont été mises en exergue, y compris la progression en matière de coopération mondiale et régionale. Il a été noté que d'autres activités seraient mises en œuvre dans le cadre du concept d'éducation à l'océan pour tous présenté dans le cadre de la conférence des NU sur l'océan.

Le président de l'Assemblée générale des NU, SE Peter Thomson, s'est également adressé à la 29<sup>ème</sup> Assemblée de la COI avant la pause de la mi-journée du dernier jour.

### **Débat sur la Décennie internationale des sciences océaniques pour le développement durable**

Un débat sur la Décennie internationale des sciences océaniques pour le développement durable s'est réuni au cours de la session de l'Assemblée de l'après-midi du 22 juin, avec comme modérateur, le professeur Peter Haugan, président de la COI. Le secrétaire général de l'OHI Robert Ward était invité en tant qu'expert. Il s'est adressé à l'Assemblée sur la manière dont la technologie innovante contribue à combler les manques en connaissances en haute mer, dans les zones côtières, dans les eaux de surface jusqu'au plancher océanique. Pendant son discours, le secrétaire général a mis l'accent sur la revitalisation de la bathymétrie participative et l'utilisation de navire d'opportunité, que l'on considère comme probablement l'une des manières les plus importantes et les plus efficaces d'obtenir au moins certaines des données environnementales tant nécessaires que chacun souhaite collecter. Il a également souligné que des données très importantes avaient déjà été collectées mais restent archivées et non découvertes depuis leur utilisation pour leur objectif initial. Ces données doivent être mises à disposition. Il a souligné le fait que l'OHI souhaite notamment faire partie de la Décennie des sciences océaniques.



*Le secrétaire général de l'OHI Robert Ward pendant le débat*

### **Président**

L'Assemblée a réélu à l'unanimité le professeur Peter Haugan de Norvège, en tant que président de la COI pour la période 2018- 2019.

### **Prochaines sessions**

La prochaine session de l'Assemblée de la COI (Assemblée-30) doit se tenir du 26 juin au 4 juillet 2019 et les 51<sup>ème</sup> et 52<sup>ème</sup> Conseils exécutifs se tiendront du 2 au 6 juillet 2018 et le 25 juin 2019 respectivement. Tous les documents de la 29<sup>ème</sup> session de l'Assemblée de la COI seront mis à disposition sur le site web COI de l'UNESCO.



# JUILLET

## 20<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE DE LA COMMISSION HYDROGRAPHIQUE DE LA MÉDITERRANÉE ET DE LA MER NOIRE

**Herceg Novi, Monténégro, 4 - 6 juillet**

La 20<sup>ème</sup> conférence de la commission hydrographique de la Méditerranée et de la mer Noire (CHMMN) qui s'est tenue à Herceg Novi, Monténégro, du 4 au 6 juillet, a été accueillie par l'institut d'hydrométéorologie et de séismologie du Monténégro (IHMS). La conférence était présidée par l'Ingénieur général Bruno Frachon, directeur général du service hydrographique français (Shom). Au total, 44 représentants de 17 Etats membres de la CHMMN (Algérie, Chypres, Croatie, Espagne, Fédération de Russie, France, Géorgie, Grèce, Italie, Malte, Monaco, Monténégro, Roumanie, Slovénie, Tunisie, Turquie et Ukraine) ainsi que deux Etats membres associés (Etats-Unis d'Amérique et Royaume-Uni) ont participé à la conférence. L'Albanie, la Norvège, l'association internationale de signalisation maritime (AISM), la commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO, la commission internationale pour l'exploration scientifique de la Méditerranée (CIESM), IC-ENC et PRIMAR, les deux centres régionaux de coordination des ENC (RENC), étaient présents en tant qu'observateurs. Trois parties prenantes de l'industrie y ont participé en tant qu'intervenants à titre d'experts invités. Un diplomate de l'ambassade de la République de Corée au Monténégro a participé à une partie de la réunion à l'invitation du directeur de l'IHMS. Le Secrétariat de l'OHI y était représenté par le directeur Mustafa Iptes et par l'adjoint aux directeurs Yves Guillaum

Au début de la conférence, le capitaine de vaisseau Luigi Sinapi, directeur de l'institut hydrographique italien (IIM), a été élu vice-président de la CHMMN.

La CHMMN a reçu des rapports nationaux d'Etats membres et d'Etats membres associés ainsi que le rapport du Secrétariat de l'OHI. Le directeur Iptes a rendu compte du programme de travail de l'OHI en général ainsi que des activités de l'Organisation au cours de la période intersessions qui ont un impact sur les commissions hydrographiques régionales, incluant les principaux résultats de l'Assemblée de l'OHI et de la 9<sup>ème</sup> réunion du comité de coordination inter-régional. Les représentants de l'OHI ont également fait des présentations informatives et ont fourni des mises à jour concernant la coopération avec l'Organisation maritime internationale (OMI), les questions de renforcement des capacités, le développement de normes, et l'évolution du système de gestion de l'information de l'OHI en utilisant les couches SIG<sup>3</sup> tirées de la base de données d'information des pays tenue à jour par le Secrétariat. Les participants ont été encouragés à envisager d'avoir recours aux valeurs CATZOC extraites des cartes officielles afin d'évaluer l'état de l'hydrographie et de la cartographie dans la région. Ils ont également été invités à entrer en contact avec leurs représentants nationaux au sein de l'UN-GGIM<sup>4</sup> afin de soutenir l'intérêt croissant envers la composante maritime des informations géospatiales ainsi que la création probable d'un groupe de travail de l'UN-GGIM sur les informations géospatiales maritimes. Suite à une présentation de l'Espagne sur l'état de la cartographie dans la région (à partir des informations continues dans la publication de l'OHI C-55 - *Etat de l'hydrographie et de la cartographie marine dans le monde*), il a été recommandé d'envisager une approche SIG plus dynamique, géographique et interopérable dans le futur, dans la mesure du possible et si les ressources le permettent.

<sup>3</sup> *Système d'information géographique*

<sup>4</sup> *Comité d'experts des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale*

Il s'agissait de la première participation du directeur général de la CIESM à une conférence de la CHMMN depuis la signature du protocole d'accord avec l'OHI, en mars 2017. Sa présentation a été très appréciée et suivie d'une présentation de Malte se concentrant sur les initiatives de l'Union européenne (UE) dans lesquelles les services hydrographiques de la CHMMN pourraient envisager d'être plus directement impliqués. La participation coordonnée des représentants de la CHMMN à différents événements maritimes européens importants, au minimum pour accroître la visibilité de l'OHI et dans le meilleur des cas pour attirer un financement, demeure un sujet de préoccupation pour le groupe de travail sur le réseau OHI-EU et son point focal dans la région qui est la Grèce.

L'une des activités restantes et centrales de la Commission est l'établissement de schémas de cartes papier INT et d'ENC convenus. Le groupe de travail sur la coordination de la cartographie internationale de la CHMMN (ICCWG) a organisé une réunion distincte d'une demi-journée pendant la période de la conférence, sous la présidence du coordinateur cartographique de la région F (France), pour préparer les recommandations et décisions devant être approuvées en session plénière le jour suivant. Bien préparée par le coordinateur à la suite de la réunion spéciale organisée en marge de l'Assemblée de l'OHI en avril, la réunion s'est bien déroulée :

- Le nouveau mandat et les nouvelles règles de procédure pour l'ICCWG de la région F ont été approuvés ;
- La conférence a accepté de simplifier l'accès à la page web de l'ICCWG de la Région F sur le site web de l'OHI;
- La base de données sur la carte INT de la région F a été mise à jour après de fructueuses discussions ayant abouti à plusieurs accords entre les parties concernées ;
- La méthodologie, appuyée par les RENC, pour l'évaluation des données ENC qui se chevauchent et de leur impact sur la sécurité de la navigation, a été convenue ;
- La CHMMN a également reconnu qu'il était nécessaire de préparer des plans de transition (devant être approuvés par la CHMMN) chaque fois que de nouvelles ENC produites couvrent des zones de cartographie INT existantes mais qui ne sont pas produites par le producteur de cartes INT pertinent. La décision 10 de l'Assemblée de l'OHI sur la cohérence entre les produits a été réitérée.



*Participants à la 20<sup>ème</sup> conférence de la CHMMN*

Le directeur Iptes a donné un aperçu général des activités de renforcement des capacités de l'OHI, à la suite de quoi le représentant de la Turquie a fait un rapport en sa qualité de

coordinateur pour le renforcement des capacités de la région. Tous les participants ont été invités à respecter les procédures CB afin que les demandes puissent être traitées par le sous-comité CB de manière cohérente.

Un rapport sur les activités en matière de renseignements sur la sécurité maritime (RSM) au sein de la zone NAVAREA III a été présenté par l'Espagne et examiné par la Commission. Les récentes activités du groupe de travail pour la sécurité de la navigation dans la mer d'Azov et la mer Noire (BASWG) ont été présentées par le président du BASWG (Turquie) et les développements potentiels dans le domaine hydrographique dans la région de la mer Caspienne ont été débattus.

Les Etats membres de la CHMMN qui ont un siège au Conseil de l'OHI ont examiné l'ordre du jour provisoire du Conseil. Ils se sont réunis en marge de la conférence pour coordonner leurs points de vue et ont examiné les documents disponibles.

A la fin de la conférence, le capitaine de vaisseau Luigi Sinapi a pris la relève à la présidence de la CHMMN. Il est prévu que la 21<sup>ème</sup> conférence de la CHMMN se tienne à Cadix, Espagne, du 18 au 20 juin 2019, sous réserve de confirmation.

Tous les documents de la conférence sont mis en ligne à la section CHMMN du site web de l'OHI.

# EVÉNEMENT MINISTÉRIEL ET SCIENTIFIQUE DE HAUT NIVEAU NOUVELLE ÈRE DE L'ILLUMINATION BLEUE

Lisbonne, Portugal, 12 - 14 juillet



La Commission européenne (CE) a organisé une manifestation ministérielle et scientifique de haut niveau du 12 au 14 juillet à Lisbonne, Portugal, pour célébrer le lancement de l'Initiative phare de l'Atlantique sud entre l'Union européenne, le Brésil et l'Afrique du Sud, dont l'objectif est de mieux comprendre et protéger les écosystèmes marins ainsi que le lien entre les océans et le climat.

L'événement a été accueilli par M. Carlos Moedas, commissaire européen à la recherche, à la science et à l'innovation et a attiré une centaine de participants, notamment d'Europe, du Brésil et de l'Afrique du Sud mais également du Canada et des Etats-Unis. Le directeur Gilles Bessero y a représenté l'OHI. Un représentant de l'institut hydrographique du Portugal était également présent.

L'événement était organisé en trois parties. Le premier jour a été consacré à trois jeux de sessions parallèles sur les projets en cours relatifs à l'observation de l'océan Atlantique. La session du matin du deuxième jour a été consacrée à un volet ministériel qui s'est conclu par la signature de la « Déclaration de Belém sur la coopération atlantique en matière de recherche et d'innovation » par le commissaire Moedas, Mme Naledi Pandor, ministre de la science et de la technologie, Afrique du Sud, et M. Gilberto Kassab, ministre d'Etat à la science, à la technologie, aux innovations et aux communications, Brésil. L'événement ministériel a été suivi d'une combinaison de brefs projets de démonstration et de tables rondes au cours des sessions de l'après-midi du deuxième jour et de celles du troisième jour.



*Ouverture du volet ministériel par le commissaire européen Carlos Moedas*

Les sessions ont fourni une vue d'ensemble du nombre pharamineux, au dire de l'un des rapporteurs, de projets en cours relatifs à l'Atlantique qui traitent de divers sujets incluant les changements climatiques, la gestion basée sur l'écosystème, les systèmes d'observation des océans et de prévision, la sécurité alimentaire, la gestion de la pêche et l'aquaculture, les technologies océaniques, la connaissance des océans, et les opportunités d'investissement. Plusieurs projets faisaient référence à l'Alliance de recherche sur l'océan Atlantique (AORA) déjà existante, créée dans le cadre de la Déclaration de Galway signée en 2013 par l'Union européenne (UE), le Canada et les Etats-Unis, et d'Horizon 2020, le programme de recherche et d'innovation 2014-2020 de l'UE.



Le directeur Bessero a participé aux tables rondes sur le thème de l'amélioration des observations de l'océan dans l'Atlantique : de l'Antarctique à l'Arctique. Il a souligné le rôle sous-jacent de l'hydrographie et de la cartographie des fonds marins ainsi que le manque de données hydrographiques pour de nombreuses zones des mers et des océans, dont l'océan Atlantique. Les activités du groupe de travail international sur la cartographie des fonds marins dans l'Atlantique de l'AORA ont été mentionnées à plusieurs reprises au cours de l'événement.

Dans leur résumé des messages clés, les rapporteurs des différentes sessions ont mis en exergue l'importance d'améliorer notre connaissance de l'Atlantique, la nécessité d'accéder librement aux données, le rôle de la planification spatiale maritime, l'importance du renforcement des capacités, la nécessité de s'impliquer auprès du grand public ainsi que la valeur des initiatives multidisciplinaires.

Dans son discours de clôture, le représentant de la direction générale de la recherche et de l'innovation de la CE a formulé le souhait d'organiser une réunion de mise en œuvre de la Déclaration de Belém début 2018, probablement à Salvador, Brésil, et a appelé à regrouper les différentes initiatives existantes dans une « Alliance de l'Atlantique ».

Tous les documents relatifs à l'événement devraient très prochainement être mis à disposition sur le site web de la Commission européenne.

## 13<sup>ÈME</sup> SESSION DU GROUPE MIXTE D'EXPERTS OMI/UIT

Londres, Royaume-Uni, 10-14 juillet

L'Union internationale des télécommunications (UIT) est une agence spécialisée des Nations Unies (NU), qui est responsable des questions relatives aux technologies de l'information et de la communication, incluant la navigation aéronautique et maritime. Le groupe mixte d'experts créé conjointement par l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'UIT comprend des représentants actifs au sein de l'OMI et de l'UIT en relation avec les communications maritimes. La fonction du groupe mixte d'experts OMI/UIT est de fournir des conseils sur le développement des futures exigences en matière de radiocommunications maritimes en tenant compte des besoins opérationnels tels que définis par l'OMI et des besoins en réglementation, tels que définis par l'UIT. La 13<sup>ème</sup> session du groupe mixte d'experts OMI/UIT (GE 13 OMI/UIT) a eu lieu au siège de l'OMI, à Londres, Royaume-Uni, du 10 au 14 juillet, sous la présidence de M. Christian Rissone (France). L'adjoint aux directeurs David Wyatt et M. William Van-Den-Bergh (service hydrographique du RU et président du groupe de coordination NAVTEX de l'OMI) y ont représenté l'OHI.

Le groupe a traité un certain nombre de questions présentant un intérêt direct pour les Etats membres de l'OHI, à la suite des débats des 97<sup>ème</sup> et 98<sup>ème</sup> sessions du Comité de la sécurité maritime de l'OMI (MSC97 et MSC98), de la 4<sup>ème</sup> session du sous-comité de la navigation, des communications et de la recherche et du sauvetage (NCSR4) de l'OMI et en préparation de la conférence mondiale sur les radiocommunications de 2019 (CMR-19). L'OHI a fait un certain nombre d'interventions, essentiellement destinées à clarifier l'incompréhension des processus du service mondial d'avertissements de navigation (SMAN), des responsabilités des coordinateurs de zones NAVAREA et METAREA et de la nature des renseignements sur la sécurité maritime (RSM).



*13<sup>ème</sup> session du groupe mixte d'experts OMI/UIT*

Après avoir examiné les résultats des NCSR4, MSC97 et MSC98, les participants se sont concentrés sur le développement plus avant de la position de l'OMI sur les items de l'ordre du jour de la CMR-19 se rapportant aux services maritimes. Les participants ont notamment abordé la modernisation du système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM), et ont fait part de préoccupations quant à l'inclusion du nouveau système pour la diffusion des données NAVDAT (données de navigation) dans la proposition de l'OMI qui est en cours de préparation. Il a été convenu que l'inclusion des fréquences possibles à utiliser pour NAVDAT devrait être envisagée pour la CMR -23.

Il a été noté que le plan de modernisation du SMDSM avait été achevé après aval et approbation du MSC98. La majeure partie de la réunion a été consacrée au développement du projet de révisions préliminaires pertinent des chapitres III et IV de la convention SOLAS. De longs débats ont porté sur la question d'élargir ou pas le champ d'application du chapitre IV pour y inclure tous les navires effectuant des voyages internationaux, quel que soit leur tonnage. Aucun consensus n'a été atteint et il a donc été convenu que le champ d'application actuel serait conservé. Un examen complet a été effectué avec de nombreux amendements et de nombreuses

révisions proposés, incluant la révision et l'élaboration de plusieurs définitions d'expressions comme *communications de passerelle à passerelle*, *Appel de groupe amélioré (AGA)*, *SMDSM*, *service mobile par satellite reconnu* et *zones océaniques A3 et A4*. Aucun accord final n'a été trouvé pour une nouvelle définition de l'expression *communications liées à la sûreté*, laquelle fera l'objet de discussions ultérieures lors du NCSR5 plutôt qu'au sein du groupe de correspondance (CG) sur la modernisation du SMDSM, créé par le NCSR4. L'OHI a noté que ceci était déjà inclus dans la définition des RSM dans le manuel conjoint OMI/OHI/OMM sur les RSM. Toutes ces définitions seront développées plus avant par le GC aux fins de soumission au NCSR5.

Le groupe a préparé un premier projet de plan de travail pour les modifications connexes et corrélatives aux autres instruments existants. Le projet de plan de travail a inclus la résolution MSC.191(79) – *Normes de fonctionnement applicables à la présentation des renseignements de navigation sur les écrans de navigation de bord*, la résolution A.801(19) telle que modifiée par le MSC.199(80) – *Services radioélectriques à assurer dans le cadre du Système mondial de détresse et de sécurité en mer, (SMDSM)*, la résolution A.707(17) – *Redevances applicables aux messages de détresse, d'urgence et de sécurité acheminés par le système Inmarsat*, la résolution MSC.306(87) – *Normes de performance révisées de l'équipement d'appel de groupe amélioré (AGA)* et la résolution MSC.68(68), Annexe 3 – *Normes de fonctionnement des installations radioélectriques à ondes hectométriques et décimétriques pour les communications vocales, l'impression directe à bande étroite et l'appel sélectif numérique* – ayant chacune un impact sur les travaux d'un certain nombre de comités, sous-comités et groupes de travail de l'OHI. Il est prévu que le premier projet de révisions sera soumis au NCSR5 pour examen plus approfondi.

Les Etats membres de l'OHI sont encouragés à s'impliquer dans les travaux futurs du groupe mixte d'experts et du groupe de correspondance.

A la clôture de la réunion, M. Ashok Mahapatra, directeur de la division de la sécurité maritime de l'OMI, a noté l'importance des travaux entrepris par le groupe mixte d'experts ainsi que les positions prises par ce dernier eu égard aux aspects maritimes des communications qui seraient présentés au MSC par l'intermédiaire du NCSR. Il a salué les progrès réalisés en ce qui concerne la révision des chapitres III et IV de la convention SOLAS et les travaux préliminaires pour les modifications connexes et corrélatives aux autres instruments existants. En conclusion, il a fait part de son départ à la retraite, à la fin de l'année et donc de sa dernière participation au groupe mixte d'experts.

Le compte rendu de la réunion et les documents y relatifs seront mis à disposition dans la section NCSR du site web IMODOCS en temps opportuns.

Il est prévu que la prochaine session du groupe mixte d'experts OMI/UIT (IMO/ITU EG14) se tiendra du 3 au 7 septembre 2018, au siège de l'OMI.

## RÉUNION DE COORDINATION AISM-OHI

### Saint-Germain-en-Laye, France, 18 juillet

Dans le cadre de l'accord de coopération entre l'association internationale de signalisation maritime (AISM) et l'OHI, une réunion de coordination s'est tenue au siège de l'AISM à Saint-Germain-en-Laye, France, le 18 juillet. La réunion a vu la participation de huit représentants de l'AISM et de cinq représentants de l'OHI. La délégation de l'OHI comprenait M. Jens Schröder-Fürstenberg, président du groupe de travail sur la fourniture des informations nautiques, Allemagne, M. Yves Le Franc, président du groupe de correspondance sur la S-124, France, et Mme Julia Powell, présidente du groupe de travail sur la S-100, Etats-Unis, qui ont participé à la réunion par téléconférence. Le directeur Gilles Bessero et l'adjoint aux directeurs Anthony Pharaoh y ont représenté le Secrétariat de l'OHI.

La réunion a été accueillie par M. Michael Card, secrétaire général adjoint de l'AISM, et présidée par M. Hideki Noguchi, président du comité e-navigation (E-NAV) de l'AISM.

L'objectif principal de la réunion était d'aborder et de coordonner la contribution des deux organisations au développement et à la mise en œuvre du concept de portefeuilles de services maritimes (MSP) conformément au résultat récemment approuvé par l'Organisation maritime internationale (OMI) et en préparation de la première réunion du groupe d'harmonisation OMI/OHI sur la modélisation des données (HGDM) qui se tiendra du 16 au 20 octobre au siège de l'OMI à Londres, Royaume-Uni.

Après une brève présentation de la structure et des objectifs des deux organisations, la réunion a identifié les domaines techniques dans lesquels une coopération était considérée comme essentielle et a examiné les thèmes suivants :

- l'éventuelle architecture générale des MSP ;
- l'harmonisation des spécifications de produit basées sur la S-100 ;
- le développement, dans le cadre de la S-100, d'un plan de dénomination capable d'identifier spécifiquement toute ressource marine à l'échelle mondiale (« nom de ressource marine ») ;
- le développement, dans le cadre de la S-100, de dispositions pour la diffusion des données en temps réel ; et
- la présentation d'aides à la navigation sur les cartes marines.

La réunion a convenu des actions de suivi appropriées. Il a notamment été décidé de rédiger une soumission conjointe OHI-AISM au HGDM basée sur le projet de directives MSP développées par le comité E-NAV de l'AISM ainsi que sur le projet de cartographie des MSP développé par le NIPWG de l'OHI. Les participants ont convenu que la tenue de réunions de coordination régulières, éventuellement annuelles, serait utile, en plus d'une participation croisée au sein des organes subordonnés pertinents de chacune des deux organisations.



**67<sup>ÈME</sup> SESSION DU COMITÉ  
DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE DE L'OMI  
(TC 67)**

**Londres, RU, 17 - 19 juillet**

La 67<sup>ème</sup> session du comité de la coopération technique de l'Organisation maritime internationale (OMI-TC 67) a eu lieu au siège de l'OMI, à Londres, Royaume-Uni, du 17 au 19 juillet. M. Zulkurnain Ayub (Malaisie) a présidé la réunion. L'OHI y était représentée par l'adjoint aux directeurs Alberto Costa Neves.

Dans son discours d'ouverture, le secrétaire général de l'OMI, M. Kitack Lim, a mis en exergue les relations entre les travaux d'assistance technique de l'OMI et l'Agenda 2030 des Nations Unies (NU) pour le développement durable, les accords en vue du financement d'un programme de coopération technique intégré efficace et durable et la Journée maritime mondiale de 2017 autour du thème « connecter navires, ports et personnes ». Ce thème porte essentiellement sur la gouvernance des océans, sur l'amélioration de la sécurité la vie en mer, sur l'assurance de la protection de l'environnement marin et sur la contribution au développement durable dans lesquels l'OHI est un acteur majeur, assurant des informations de fond pour la connaissance des océans.

La réunion a examiné la progression de l'exécution de la composante 2016 du programme intégré de coopération technique (PICT), 237 activités nationales et régionales ayant permis la formation de 2 921 personnes dans le monde, complétées par 22 diplômés boursiers via les instituts de formation maritime mondiaux de l'OMI, l'Université maritime mondiale et l'institut de droit maritime international. On note en particulier que pour la première fois depuis ces dernières années, aucune activité conjointe avec l'OHI n'a été assurée en 2016.

L'OHI a soumis un document rappelant les travaux qu'elle a effectués à l'intention des Etats membres de l'OMI qui ne sont pas membres de l'OHI, pour les aider à satisfaire à leurs obligations conformément aux prescriptions de la convention SOLAS. Il indiquait également un changement dans les critères d'éligibilité à savoir que la diminution du niveau du soutien en renforcement des capacités mis à disposition par l'OHI pour les Etats membres de l'OMI qui ne sont pas membres de l'OHI. Le document soumis au TC 67 de l'OMI est disponible à la page :

[http://www.ihp.int/mtg\\_docs/CB/CBM/Papers/papers.html](http://www.ihp.int/mtg_docs/CB/CBM/Papers/papers.html)

La réunion a également examiné le rapport de l'atelier des hauts administrateurs maritimes régionaux des Caraïbes qui ont invité l'OMI à envisager de faciliter la participation de l'OHI et de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) à la prochaine réunion des hauts administrateurs maritimes des Etats des Caraïbes. Par ailleurs, le rapport demandait aux Etats des Caraïbes d'envisager d'inviter l'OHI à contribuer à l'établissement de structures nationales pour les services hydrographiques afin de répondre aux obligations impératives de la règle 9 du chapitre V de la convention SOLAS. Le rapport soulignait également la nécessité d'examiner la faisabilité de la création d'un service hydrographique national et encourage les Etats à devenir membres de la Commission hydrographique régionale de la mer des Caraïbes et de la Més-Amérique (CHMAC) et de l'OHI. Au cours des discussions, Antigua et Barbuda ont notamment reconnu la contribution de l'OHI à la région des Caraïbes.

Le PICT pour la période 2018-2019 a été approuvé par le comité avec une demande de financement à hauteur de 23,9 millions de dollars des Etats-Unis. Ceci nécessitera la mobilisation d'un financement externe en vue de sa réalisation. Pour y parvenir, le secrétaire général a créé un nouveau poste au sein de la division de la coopération technique pour la mobilisation des ressources et le développement de partenariats afin de renforcer la capacité à s'engager auprès d'agences dispensatrices d'aide et de partenaires de coopération technique. Le nouveau chargé de poste assure à présent la principale liaison avec l'OHI en vue de poursuivre des objectifs communs dans le cadre du concept « unis dans l'action » des Nations Unies qui guide les travaux du groupe de renforcement des capacités mixte OHI-OMI-COI-OMM-AISM-AIEA-FIG. Le PICT approuvé pour 2018-2019 contient un cours de formation régional sur

l'hydrographie/la cartographie en collaboration avec l'OHI, qui sera dispensé dans les Etats arabes et dans la région de la Méditerranée.

Le comité a été informé du statut du profil maritime par pays (CMP) et des plans visant à examiner, réviser, restructurer et redessiner le module CMP pour assurer la saisie et la mise à jour des données, facile, efficace et efficiente à partir des sources disponibles au public. L'état et le développement du système d'audit des Etats membres de l'OMI (IMSAS) ont également été examinés par le Comité.

Les projets de résolutions de l'Assemblée ont été approuvés sur « les liens entre le travail d'assistance technique de l'OMI et l'Agenda 2030 pour le développement durable », « les Principes directeurs du Programme intégré de coopération technique de l'OMI à l'appui de l'Agenda 2030 pour le développement durable » et « les accords de financement et de partenariat pour un PICT efficace et durable ». Les résolutions de l'Assemblée, sous réserve d'approbation, serviront de cadre pour guider les travaux du comité. Le rôle crucial joué par le programme de présence régionale de l'OMI dans l'exécution du PICT a été perçu de manière favorable par le comité, ce qui indique que l'OHI et l'OMI devraient poursuivre leur coopération au niveau régional.

Au cours de la réunion, le représentant de l'OHI a eu de nombreuses discussions informelles fructueuses avec le personnel du Secrétariat de l'OMI et avec les délégués. Des délégués d'Angola, d'Antigua-et-Barbuda, des Bahamas, de la Bolivie, des Îles Marshall et des Seychelles ont été informés de l'importance de l'hydrographie pour les infrastructures maritimes. La coordination a progressé avec les délégués de la Commission centraméricaine pour le transport maritime (COCATRAM) et de l'AISM à l'appui des prochaines visites techniques dans la région de la commission hydrographique de la mer Méditerranée et des Caraïbes. Une réunion parallèle a eu lieu entre l'OMI, l'AISM et un représentant de l'ambassade du Soudan à Londres qui a contacté l'OMI pour obtenir un soutien en vue d'une visite technique conjointe dans le pays, afin d'établir une feuille de route pour le développement maritime, incluant les cartes nautiques et les aides à la navigation.

Le Comité a réélu M. Zulkurnain Ayub (Malaisie) et M. Laurent Parenté (Vanuatu) en tant que président et vice-président pour 2018. La prochaine session du comité de la coopération technique aura lieu du 18 au 20 juin 2018 au siège de l'OMI.



*Le président du comité de la coopération technique de l'OMI s'adresse à la réunion*

## 17<sup>ÈME</sup> RÉUNION DE LA COMMISSION HYDROGRAPHIQUE DE L'OCÉAN INDIEN SEPTENTRIONAL

Le Caire, Egypte, 17-20 juillet

La 17<sup>ème</sup> réunion de la commission hydrographique de l'océan Indien septentrional (CHOIS) s'est tenue au Caire, Egypte, du 17 au 20 juillet, sous la présidence du capitaine de frégate Ahmed Hafez du département hydrographique de la marine égyptienne. Les participants ont été accueillis à la cérémonie d'ouverture par le vice-amiral Ahmed Khaled, commandant en chef de la marine égyptienne, en présence du Dr Hesham Arafat, ministre des transports, et du vice-amiral Mohab Mamesh, président de l'autorité du canal de Suez.



*Discours du directeur Iptes à la cérémonie d'ouverture  
de la CHOIS 17*

Les représentants des Etats membres de la CHOIS suivants : Arabie saoudite, Bangladesh, Egypte, Inde, Myanmar, Royaume-Uni, Sri Lanka et Thaïlande ont participé à la réunion conjointement avec des représentants de membres associés des Etats-Unis, de France, de Maurice et d'Oman. La Fédération de Russie et l'Indonésie étaient représentées à la réunion en tant qu'Etats observateurs. Des représentants de l'association internationale de signalisation maritime (AISM) et de l'organisation régionale pour la conservation de l'environnement dans la mer Rouge et du golfe d'Aden (PERSGA) ainsi que de plusieurs parties prenantes de l'industrie ont également participé à la réunion en tant qu'observateurs invités. Le directeur Mustafa Iptes et l'adjoint aux directeurs David Wyatt y ont représenté le Secrétariat de l'OHI.

La CHOIS a reçu des rapports d'Etats membres, d'Etats membres associés et du Secrétariat de l'OHI ainsi que des comptes rendus des dernières réunions du comité des services et des normes hydrographiques et du comité de coordination inter-régional de l'OHI, de même qu'une mise à jour complète des activités du projet GEBCO, y compris de la mise en œuvre du *projet Seabed 2030*. La réunion a également reçu des rapports sur l'état d'avancement et les questions relatives aux travaux du groupe de travail de l'OHI sur les infrastructures de données spatiales maritimes, sur les activités pertinentes au sein de l'Organisation maritime internationale, une mise à jour du coordinateur de la NAVAREA VIII et les résultats de la 8<sup>ème</sup> réunion du sous-comité sur le service mondial d'avertissements de navigation.

Le directeur Iptes a fait un rapport sur le programme de travail de l'OHI et sur les activités de l'Organisation au cours de l'année précédente, incluant un rapport complet sur la première session de l'Assemblée de l'OHI. Comme lors des réunions précédentes, du temps a été consacré au renforcement des capacités (CB) et aux besoins de la région. Un plan CB complet a été développé aux fins de soumission à la 16<sup>ème</sup> réunion du sous-comité de l'OHI sur le renforcement des capacités (CBSC 16) qui se tiendra l'année prochaine. L'adjoint aux directeurs Wyatt a fourni un rapport sur l'état d'avancement du programme de bathymétrie participative de l'OHI, qui a suscité de nombreux commentaires et questions.



*La CHOIS 17 en session plénière*

que l'Indonésie possède un territoire dans les limites de la carte INT de la région J et peut donc devenir membre de la commission. L'Indonésie a par conséquent été accueillie à l'unanimité en tant que membre à part entière de la CHOIS.

L'Inde, vice-président actuel de la CHOIS, prendra les fonctions de président de la CHOIS dans les quatre prochains mois conformément aux statuts de la commission. La CHOIS a élu le Royaume-Uni pour occuper les fonctions de vice-président pour la prochaine période. L'Inde a proposé d'accueillir la 18<sup>ème</sup> réunion de la commission à Goa, Inde, du 9 au 12 avril 2018. Il a été convenu de tenir une réunion du groupe de travail sur la coordination des cartes INT avant la CHOIS 18.

Tous les documents de la réunion sont mis en ligne à la section de la CHOIS du site web de l'OHI.

La réunion a compris plusieurs présentations de représentants de l'industrie qui ont souligné les technologies et les opportunités de formation disponibles dans la région. Les représentants de l'industrie ont tenu à souligner leur souhait de s'impliquer auprès de la CHOIS et de ses membres afin de contribuer au développement des capacités hydrographiques et cartographiques au sein de la région.

L'Indonésie a fait une demande en vue de devenir un membre à part entière de la CHOIS. Il a été confirmé

## 118<sup>ÈME</sup> SESSION DU CONSEIL DE L'OMI Londres, Royaume-Uni, 24-27 juillet

Le Conseil de l'Organisation maritime internationale (OMI) a tenu sa 118<sup>ème</sup> session au siège de l'OMI, à Londres, Royaume-Uni, du 24 au 27 juillet. Le secrétaire général, Robert Ward, a représenté l'OHI à la session lors de laquelle les rapports sur la situation des conventions et des adhésions à l'OMI ont été examinés.

Sur la base d'un document soumis par l'OHI et d'une brève déclaration introductive faite par le secrétaire général sur la situation des adhésions à l'OHI, le Conseil de l'OMI a réaffirmé sa



*Le secrétaire général Ward sur grand écran lors de sa présentation du rapport de l'OHI au Conseil de l'OMI*

recommandation visant à ce que les Etats membres de l'OMI qui ne sont pas Etats membres de l'OHI envisagent favorablement une adhésion. La Grèce, la Finlande et Malte ont notamment encouragé, au travers de commentaires, d'autres Etats membres de l'OMI à adhérer à l'OHI. Le Libéria a fait part de son intention d'adhérer à l'OHI dans un futur proche.

## 1<sup>ÈRE</sup> RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'OHI SUR LE DICTIONNAIRE HYDROGRAPHIQUE (HDWG 1)

Siège d'IMarEST, Londres, Royaume-Uni, 25-26 juillet

Le groupe de travail sur le dictionnaire hydrographique (HDWG), qui est chargé par le comité des services et des normes hydrographiques (HSSC) de l'OHI de l'examen et de la proposition de mises à jour des définitions hydrographiques contenues dans la publication de l'OHI S-32 - *Dictionnaire hydrographique*, a tenu sa 1<sup>ère</sup> réunion (HDWG 1) au siège de l'institut d'ingénierie, de science et de technologie marines (IMarEST), Londres, Royaume-Uni, du 25 au 26 juillet sous la présidence de M. Jean Laporte (France). Quatre représentants de trois Etats membres (Argentine, Etats-Unis et France), et du Secrétariat de l'OHI, ont participé à la réunion. L'adjoint aux directeurs David Wyatt y a représenté le Secrétariat de l'OHI.

Les participants ont examiné le mandat, les règles opérationnelles du HDWG et son plan de travail pour 2018-2019, développant des projets de propositions aux fins de soumission à la 9<sup>ème</sup> réunion du HSSC (HSSC-9) en novembre. Du temps a été consacré à un débat concernant une proposition de nouvelle structure et une application de base de données développée par le Secrétariat de l'OHI; ces débats ont été menés par l'adjoint aux directeurs Anthony Pharaoh et par le chargé du soutien des normes techniques Jeff Wootton, à distance depuis le Secrétariat de l'OHI.



*Participants de la 1<sup>ère</sup> réunion du HDWG  
à l'extérieur du siège d'IMarEST, à Londres*

Il a été décidé que ces propositions seraient développées plus avant par les Etats-Unis et par le Secrétariat de l'OHI dans le cadre d'une solution de base de données comprenant une base de registres du dictionnaire hydrographique S-32. Il a également été convenu que l'étude complète, prévue de longue date, du contenu de la S-32 serait entreprise au cours des deux prochaines années par la France et l'Argentine et que les termes identifiés en vue de leur suppression seraient ensuite examinés par l'ensemble du HDWG.

Il a été décidé qu'une autre réunion serait utile dès que les résultats et une autre orientation auront été reçus du HSSC9. Il a été convenu que la participation de membres supplémentaires ayant une expérience et des connaissances dans les applications des bases de données, serait nécessaire. Il a été estimé que dès qu'une nouvelle structure de base de données aura été développée, l'expérience acquise par le WG devrait lui permettre de se tourner davantage vers l'hydrographie et la cartographie afin d'entreprendre la révision et la tenue à jour des termes et définitions contenus dans la base de données.

Tous les documents et présentations appropriés de la réunion, ainsi que le compte rendu final de la réunion, seront accessibles à la section HDWG du site web de l'OHI ([https://www.iho.int/mtg\\_docs/com\\_wg/CHD/HDWG1/HDWG1.htm](https://www.iho.int/mtg_docs/com_wg/CHD/HDWG1/HDWG1.htm)) en temps utile.

# 7<sup>ÈME</sup> SESSION DU COMITÉ D'EXPERTS DES NU SUR LA GESTION DE L'INFORMATION GÉOSPATIALE À L'ÉCHELLE MONDIALE

New York, Etats-Unis, 31 juillet - 4 août



La septième session du comité d'experts des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale (UN-GGIM) a eu lieu au siège des NU à New York, Etats-Unis, du 31 juillet au 4 août.

L'objectif principal de l'UN-GGIM est de jouer un rôle prépondérant dans l'établissement de l'agenda du développement de la gestion des informations géospatiales à l'échelle mondiale et de promouvoir l'utilisation des informations géospatiales pour répondre aux principaux défis mondiaux, notamment compte tenu du rôle des données géospatiales dans le suivi et la réalisation des objectifs de développement durable approuvés dans l'Agenda 2030 des NU pour le développement durable. L'UN-GGIM rend compte à l'Assemblée générale des NU via le Conseil économique et social des NU (ECOSOC).

Plus de 300 participants représentant près de 90 Etats membres des NU et plus de 20 organisations internationales observatrices, incluant l'OHI, ont participé à la session. Le secrétaire général Robert Ward y a représenté l'OHI, assisté du secrétaire du groupe de travail de l'OHI sur les infrastructures de données spatiales maritimes (MSDIWG), M. John Pepper. Malheureusement, les services hydrographiques nationaux n'ont guère été représentés au sein des délégations.



La septième session, qui a débuté le 3 août, a été précédée de 30 réunions parallèles organisées lors des deux journées précédentes au cours desquelles des réunions régionales de l'UN-GGIM et des discussions à l'appui de plusieurs groupes de travail de l'UN-GGIM ont eu lieu. Le Secrétariat de l'OHI, en collaboration avec le Secrétariat de l'UN-GGIM et avec la contribution de M. John Nyberg, responsable de la division de cartographie du service des levés côtiers de la NOAA, a installé un panneau d'affichage et a organisé, en marge de la session, une table ronde sur

les informations géospatiales maritimes qui a bénéficié d'une bonne audience.

Un certain nombre des items figurant à l'ordre du jour de l'UN-GGIM-7 présentaient un intérêt direct et croissant pour les Etats membres de l'OHI, particulièrement en ce qui concerne la contribution de données et services hydrographiques aux infrastructures de données spatiales nationales et régionales.

**Utilisation des normes.** L'avancement du développement et de la tenue à jour des normes pertinentes de l'OHI a été présenté au comité dans le cadre d'un rapport conjoint de l'OHI, du comité technique TC211 (Information géographique/géomatique) de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et de l'Open Geospatial Consortium (OGC). Le comité a exprimé ses remerciements pour la poursuite des travaux de l'OHI, du TC211 de l'ISO et de l'OGC



concernant les normes, leur harmonisation et leur mise en œuvre, et a reconnu l'utilité des deux documents de référence sur les normes qui avaient été produits par les trois organisations dans le passé. Le comité a approuvé la recommandation selon laquelle les documents devraient subir un examen périodique pour s'assurer qu'ils apportent les directives et références les plus actuelles en matière de normes applicables pour les infrastructures de données spatiales (SDI). Le comité a convenu de solliciter les points de vue de ses Etats membres sur la manière dont ils utilisaient les documents de référence sur les normes en tant que moyen de mettre en exergue l'importance fondamentale de l'adoption et de l'utilisation des normes géospatiales pour améliorer l'interopérabilité des données et l'accès à ces dernières dans leurs pays. Ceci serait un précurseur du prochain cycle d'examen.

**Thématiques de données géospatiales fondamentales.** Le comité a examiné les progrès réalisés par son groupe de travail (GT) sur les thématiques de données géospatiales fondamentales mondiales. Les thématiques sont destinées à être considérées comme une liste minimum des thématiques de données géospatiales que tous les Etats devraient traiter dans le cadre de leur SDI. Par conséquent, le comité d'experts a adopté une liste de 13 thématiques incluant *l'élévation et la profondeur* comme l'une de ces thématiques. Le comité a chargé le GT de préparer des définitions plus détaillées pour chaque thématique. Le Secrétariat de l'OHI a déjà contribué aux travaux préliminaires sur une description de la thématique « élévation et profondeur ».

**Informations géospatiales maritimes.** Les informations géospatiales maritimes ont été incluses dans l'ordre du jour du comité pour la première fois cette année. Dans le cadre de ce point de l'ordre du jour, le comité a décidé de créer un groupe de travail de l'UN-GGIM sur les informations géospatiales maritimes (MGIWG). Le GT fournira des éléments au comité afin de soutenir ses Etats membres dans le développement d'une politique nationale, de priorités stratégiques, de prise de décision et de contrôle des développements mondiaux en rapport avec leurs infrastructures de données spatiales et avec la gestion des informations géospatiales maritimes.



*La vue depuis le bureau du secrétaire général de l'OHI lors de l'UN-GGIM-7*

En plus d'encourager les Etats membres à impliquer les experts nationaux en la matière au sein de leurs délégations nationales, le mandat du MGIWG de l'UN-GGIM attribue de manière spécifique et unique un poste d'observateur à l'OHI. Le MSDIWG de l'OHI a un lien évident et direct avec ce développement majeur de la structure et de l'ordre du jour de l'UN-GGIM. Ce développement renforce le rôle du MSDIWG ainsi que la priorité accordée aux MSDI dans le programme de travail de l'OHI.

Tous les documents ainsi que le compte rendu de la réunion sont disponibles sur le site web du GGIM à : <http://ggim.un.org>.

La huitième session de l'UN-GGIM se tiendra au siège des NU à New York au cours de la première semaine d'août 2018.



# AOUT

## CÉRÉMONIE DE FIN DE COURS DE MASTÈRE D'HYDROGRAPHIE À L'UNIVERSITÉ DU MISSISSIPPI DU SUD, Long Beach, Mississippi, Etats-Unis d'Amérique, 3 août

Deux étudiants sponsorisés par la République de Corée (ROK), dans le cadre du programme de renforcement des capacités, ont achevé avec succès un mastère d'hydrographie à l'université du Mississippi du Sud (USM), Etats-Unis, en août. Les deux brillants étudiants sont issus des services hydrographiques de Malaisie et des Philippines. Ils font partie de la 18<sup>ème</sup> promotion du mastère d'hydrographie de l'USM qui regroupe les deux étudiants du programme de renforcement des capacités de l'OHI, neuf autres étudiants des Etats-Unis et un doctorant du Nigéria. La ROK a financé les participants au programme de quatrième année.

Le mastère répond aux exigences d'homologation de catégorie A du comité international sur les normes de compétence pour les hydrographes et les spécialistes en cartographie marine (IBSC) géré conjointement par la Fédération Internationale des Géomètres (FIG), l'Organisation hydrographique internationale (OHI) et l'Association cartographique internationale (ACI).

La cérémonie officielle de remise des diplômes a lieu à la fin de l'année civile, néanmoins une cérémonie de fin de cours est traditionnellement organisée peu après la fin des cours afin de marquer les accomplissements de tous les diplômés avant leur retour dans leurs organisations hôtes pour prendre leurs rôles opérationnels en hydrographie.



*Les diplômés avec leurs certificats de reconnaissance*

*De gauche à droite :*

*M. Yong Huh, directeur de la division des prévisions océanographiques, KHOA*

*Lieutenant Abdul Halim bin Ahmad Nordin, marine royale de Malaisie,*

*Centre hydrographique national*

*Lieutenant de vaisseau Gilbert Avila Alviola, autorité de cartographie et de ressources informationnelles,  
branche hydrographique, Philippines*

*M. Gilles Bessero, directeur, OHI*

La cérémonie de remise de diplôme de la classe de 2017 s'est tenue au campus Gulf Park de l'USM à Long Beach, Mississippi, le 3 août, en présence du Dr Rodney D. Bennett, président de l'USM. La cérémonie a été ouverte par M. Maxim F. van Norden, coordinateur des programmes de sciences hydrographiques, USM. Les discours d'ouverture ont successivement été prononcés par le Dr Karen S. Coats, doyenne de l'école supérieure de l'USM, par le capitaine de vaisseau (USN) Ronald Shaw, représentant le contre-amiral John Okon, commandant du commandement de la météorologie et de l'océanographie navales, par le directeur Gilles Bessero, représentant l'OHI, et par M. Yong Huh, directeur de la division des prévisions océanographiques, agence hydrographique et océanographique de Corée (KHOA). Un discours liminaire a été prononcé par le Dr Steven R. Moser, recteur et vice-président principal des affaires académiques, USM. La cérémonie s'est conclue avec la remise du prix de l'enseignement dans la marine pour l'hydrographie et des diplômes de catégorie A.

La classe de 2018, qui commencera fin août 2017, comprendra un étudiant du programme de renforcement des capacités de l'OHI. Il est prévu que la République de Corée et l'OHI soient en mesure de proposer de financer davantage de places pour les classes ultérieures. Les éventuels candidats devront effectuer une préparation à l'avance afin de s'assurer qu'ils ont les qualifications nécessaires, en particulier des compétences en anglais, ainsi qu'une reconnaissance universitaire, bien avant le prochain appel à candidatures, qui devrait être fait à l'automne.

## 23<sup>ÈME</sup> SESSION DE L'AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS

Kingston, Jamaïque, 31 juillet - 18 août



L'autorité internationale des fonds marins (AIFM) a tenu sa vingt-troisième session à son siège de Kingston, Jamaïque, du 31 juillet au 18 août. La session a inclus des réunions de l'Assemblée de l'AIFM, du Conseil de l'AIFM ainsi que de divers organes subsidiaires.

Le secrétaire général Robert Ward a représenté l'OHI au cours de la deuxième semaine de la session, lorsque l'Assemblée et le Conseil se sont réunis pour la première fois de la session.

Le secrétaire général Ward s'est adressé à l'Assemblée, à laquelle il a présenté un rapport de synthèse sur l'OHI incluant un aperçu du but et des objectifs de l'OHI ainsi que de sa pertinence pour l'AIFM. Il a notamment mis en exergue la pertinence de l'objectif de l'OHI visant à assurer que les mers et les océans du monde soient correctement cartographiés afin de bénéficier à toute activité humaine ayant lieu dans, sur ou sous la mer. Il a souligné la pertinence des activités de l'OHI et de l'AIFM dans le contexte de l'Agenda 2030 des NU pour le développement durable et de la réalisation de l'objectif de développement durable 14 traitant des océans, des mers et des ressources marines.



*Siège de l'AIFM, Kingston, Jamaïque*

Il a informé l'Assemblée de l'AIFM que l'OHI a développé des normes mises en œuvre au niveau mondial bien établies en matière de données géospatiales pour la profondeur et les informations associées et qu'elle entretient des niveaux de liaison et de collaboration très efficaces avec les fabricants de capteurs de données et avec l'industrie des données maritimes de manière plus générale. Il a rappelé à l'Assemblée que l'OHI est reconnue en tant qu'autorité technique compétente par toutes les organisations intergouvernementales pertinentes traitant des données et informations maritimes, telles que l'UN-GGIM<sup>5</sup>, l'UN-DOALOS<sup>6</sup>, la COI<sup>7</sup> de l'UNESCO, l'OMI<sup>8</sup> et l'OMM<sup>9</sup>, et à présent et depuis peu l'AIFM dans le cadre de l'accord qui a été signé l'année passée entre les deux organisations.

Il a conclu en déclarant que l'OHI se tenait prête à collaborer avec l'AIFM pour s'assurer que des protocoles de transfert des données ainsi que des normes d'échange des données appropriés soient mis en place pour les données bathymétrique afin que les deux organisations puissent fournir un soutien efficace à la réalisation de l'objectif de développement durable des NU pour les océans, et également pour servir l'intérêt commun de l'ensemble de l'humanité en lien avec l'utilisation et avec la compréhension du milieu marin.

<sup>5</sup> UN-GGIM : Comité d'experts des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale

<sup>6</sup> UN-DOALOS : Division des affaires maritimes et du droit de la mer des Nations Unies

<sup>7</sup> COI de l'UNESCO : Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO

<sup>8</sup> OMI : Organisation maritime internationale

<sup>9</sup> OMM : Organisation météorologique mondiale

En plus de rendre visite au secrétaire général et au secrétaire général adjoint de l'AIFM, le secrétaire général a saisi l'opportunité de discuter avec le personnel concerné de la manière dont les données de profondeur qui sont soumises à l'AIFM « pour le bénéfice de l'humanité dans son ensemble » peuvent être reflétées dans le centre de données de l'OHI pour la bathymétrie numérique (DCDB) et utilisées par le programme OHI-COI de la carte générale bathymétrique des océans (GEBCO) entre autres. Par conséquent, un plan d'action a été développé en vue mettre en contact le personnel concerné au sein des Secrétariats de l'OHI et de l'AIFM ainsi que le directeur du DCDB afin d'y parvenir.



*Le secrétaire général de l'AIFM*

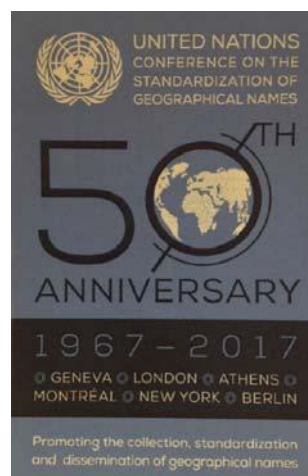
## 30<sup>ÈME</sup> SESSION DU GROUPE D'EXPERTS DES NATIONS UNIES SUR LES NOMS GÉOGRAPHIQUES ET 11<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LA NORMALISATION DES NOMS GÉOGRAPHIQUES

**New York, Etats-Unis d'Amérique, 7 - 18 août**

La 30<sup>ème</sup> session du groupe d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques (UNGEEN-30) et la 11<sup>ème</sup> conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques (UNCSGN-11) ont eu lieu au siège des Nations Unies à New York, Etats-Unis d'Amérique, du 7 au 18 août. Les délégations nationales de Chine, d'Inde et de République de Corée comprenaient des représentants de leurs services hydrographiques nationaux. Le Secrétariat de l'OHI y était représenté par l'adjoint aux directeurs Yves Guillam, au cours de la première semaine.

L'UNGEEN-30 a été ouvert par M. William Watt (Australie), président de l'UNGEEN, qui a souligné la nature technique des travaux du groupe d'experts, et par M. Stefan Schweinfest, directeur de la division des statistiques des Nations Unies. L'UNGEEN est composé de quelque 150 experts issus de 52 pays, et est organisé en 24 divisions linguistiques/géographiques. L'un des principaux objectifs de l'UNGEEN est de mettre en exergue l'importance de la normalisation des noms géographiques aux niveaux national et international et de démontrer les avantages d'une telle normalisation. Au sein de l'UNGEEN, 10 groupes de travail ont été créés pour réaliser des tâches précises, comme le développement de normes pour les noms de pays ou pour les fichiers de données toponymiques, les cours de formation en toponymie<sup>10</sup>, les systèmes de romanisation, les exonymes, l'évaluation et la mise en œuvre de la normalisation des noms géographiques, la terminologie toponymique et la production d'index internationaux.

L'UNCSGN a élu M. Ferjan Ormeling (Pays-Bas) en tant que président de la conférence, et ce dernier a prononcé un discours de bienvenue. M. Stefan Schweinfest, directeur de la division des statistiques des Nations Unies dans son discours d'ouverture a fait le lien entre les travaux de la conférence et les résultats de la septième session du comité d'experts des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale (UN-GGIM). Il a soulevé plusieurs questions d'ordre général relatives aux informations géospatiales qui sont bien connues au sein de l'OHI (la meilleure utilisation des données, le renforcement des capacités, la collecte de données en mode participatif, la nature technique des travaux placée dans un contexte politique) et a fait référence à l'OHI de manière positive à plusieurs reprises.

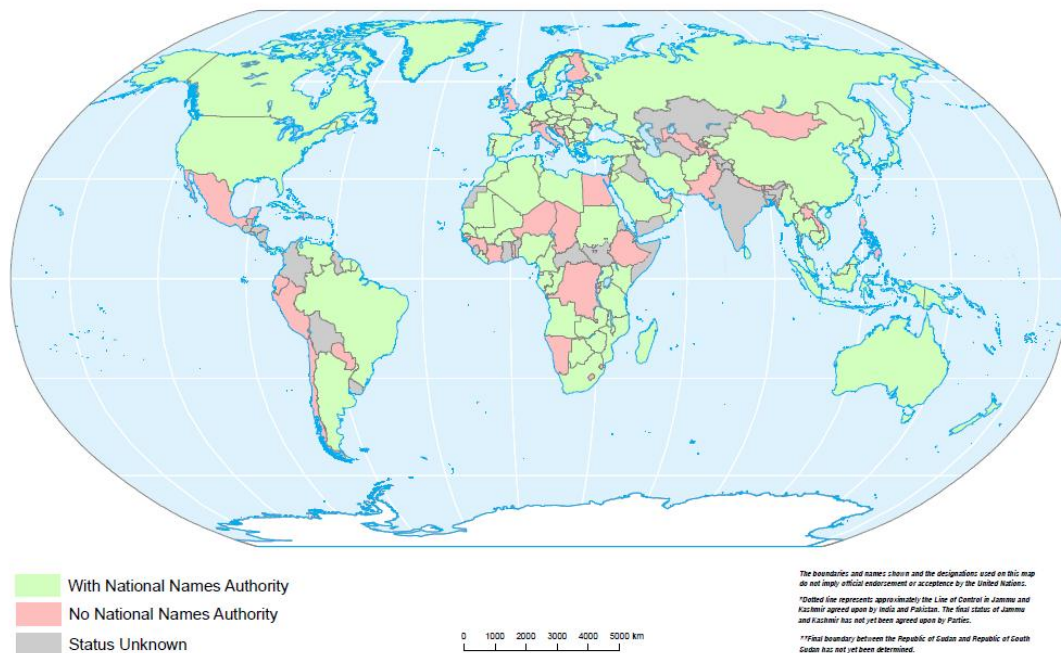


Lors de l'UNCSGN, des présentations spéciales thématiques stimulantes d'une durée de 45 minutes ont été organisées en introduction de chaque session officielle du matin et de l'après-midi. Entre autres intervenants, le directeur de la gestion de produits pour Google a fait une présentation intéressante intitulée *Construire une carte pour tous*, allant bien au-delà du simple horizon des noms géographiques. Cette présentation a donné lieu à un débat fructueux parmi les participants à la conférence. A l'invitation de la conférence, le Secrétariat de l'OHI a fait une présentation spéciale sur le thème de la Journée mondiale de l'hydrographie pour 2017 - *Cartographier nos mers, océans et voies navigables - plus important que jamais*. Cette présentation a donné l'occasion de promouvoir l'OHI, de présenter l'Organisation et d'informer le groupe

<sup>10</sup> Le nouveau manuel en ligne du cours de formation avancé sur la toponymie des NU sera mis en ligne mi-août 2017 à : <https://unstats.un.org/unsd/geoinfo/UNGEEN/>

d'experts sur le développement et la tenue à jour des normes et publications, sur le cadre de la S-100 et sur la base de registres d'informations géospatiales de l'OHI. L'implication de l'OHI dans des activités en lien avec la dénomination des formes du relief sous-marin a également été mise en exergue ainsi que la décision prise lors de la première session de l'Assemblée de l'OHI, consistant à faire progresser l'examen du futur de la publication de l'OHI S-23 – *Limites des océans et des mers* via un processus de consultation informel mené par le secrétaire général.

### Geographical Names Authorities (July 2016)



Plusieurs documents présentés lors de l'UNCSGN-11 étaient liés à des questions de toponymie maritime :

- *International Symposium on Application of Marine Geophysical Data and Undersea Feature Names, 2012~2016* (en français : Symposium international sur l'application des données géophysiques marines et des noms des formes du relief sous-marin) (soumis par la République de Corée),
- *International Seminar on Sea Names, 2013~2016* (en français : Séminaire international sur les noms de mers) (soumis par la République de Corée),
- *Guidelines for the Standardization of Marine Geographical Names (Second Edition, 2016)* (en français : Directives pour la normalisation des noms géographiques marins, deuxième édition, 2016) (soumis par la République de Corée),
- *Rapport sur l'application des résolutions des Nations Unies par la Nouvelle-Zélande* (soumis par la Nouvelle-Zélande),
- *Index toponymique des noms marins de Chypre* (soumis par Chypre),
- *Noms géographiques dans les eaux côtières allemandes* (soumis par l'Allemagne),
- *Manuel de toponymie* (soumis par le groupe de travail de l'UNGEGN sur le cours de formation en toponymie),
- *Resolutions adopted in ten UNCSGN: 1967, 1972, 1977, 1982, 1987, 1992, 1998, 2002, 2007, 2012* (en français : Résolutions adoptées lors de dix UNCSGN : 1967, 1972, 1977, 1982,



1987, 1992, 1998, 2002, 2007, 2012) (soumis par le secrétariat de l'UNGEGN) dans lequel de nombreuses références sont faites à l'OHI.

Un document intitulé « *Comment UTF-8 a révolutionné l'écriture des toponymes autochtones* » (soumis par le Canada) a été accueilli favorablement par les participants, notamment par le représentant de Google. Ce document pourrait également présenter un intérêt pour l'OHI, par exemple pour ce qui concerne la tenue à jour de la base de données de l'Index de la GEBCO pour les noms des formes du relief sous-marin, pour une future base de données du dictionnaire hydrographique multilingue, et pour coder les produits basés sur la S-100 de l'OHI dans le futur. L'UNCSGN-11 a également remis en question l'efficacité du système de translittération (Beyrouth, 1972) pour les langues arabes à plusieurs reprises.

Tous les documents de l'UNGEGN-30 et de l'UNCSGN-11 sont disponibles sur la page web de l'UNGEGN à : <https://unstats.un.org/unsd/geoinfo/UNGEGN/> (cf. UNGEGN > Sessions or Conference > Conferences). Dans le cadre de la restructuration de l'UNGEGN et de l'UNCSGN, un mécanisme coopératif avec l'UN-GGIM est à présent en cours de développement. Le cycle des événements conjoints UNGEGN/UNCSGN (d'une durée de 5 jours seulement) sera biennal à l'avenir.

**7<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE DE LA COMMISSION HYDROGRAPHIQUE  
RÉGIONALE DE L'ARCTIQUE (CHRA)  
ET ATELIER MARITIME D'ILULISSAT  
Ilulissat, Groenland, Danemark, 22 - 24 août**

La 7<sup>ème</sup> conférence de la commission hydrographique régionale de l'Arctique (CHRA) s'est tenue à Ilulissat, Groenland, Danemark, du 22 au 24 août, et a inclus un atelier maritime qui a eu lieu le 22 août.

Vingt participants représentant quatre des cinq membres de la CHRA (Canada, Danemark, Etats-Unis et Norvège), deux membres associés (Finlande et Islande) ont participé à la conférence. Quinze parties prenantes incluant l'association des opérateurs de croisières d'expédition arctiques (AECO), des compagnies maritimes de l'Arctique, et des représentants du gouvernement du Groenland ainsi que des autorités locales ont participé à l'atelier. Les représentants des parties prenantes ont donné le point de vue instructif des utilisateurs à propos de la navigation polaire, de la cartographie et des informations géospatiales maritimes à l'appui de diverses applications incluant la gestion de la chasse.

La conférence a été présidée par Mme Pia Dahl Højgaard, directrice générale de l'agence danoise de géodonnées. L'adjoint aux directeurs Yves Guillam y a représenté le Secrétariat de l'OHI.



*Participants à la CHRA-7, Ilulissat, Groenland, Danemark*

Tous les participants ont rendu compte de leurs activités dans la région Arctique. Dans le cadre de la réorganisation de l'agence danoise de géodonnées, la délégation du Danemark a rendu compte de ses progrès notables et de ses efforts en vue d'accroître l'effectif ainsi que les compétences du personnel depuis la précédente conférence, afin de répondre aux obligations en matière de cartographie marine dans les eaux groenlandaises. Soulignant le fait que la zone de cartographie de la région N est seulement couverte par huit cartes INT, celles-ci étant toutes produites par la Norvège, et qu'il n'existe aucun schéma d'ENC, la Norvège a rendu compte du rôle et de la composition du groupe de travail sur la coordination de la cartographie internationale dans l'Arctique (AICCWG). Les membres de la CHRA ont été invités à envisager quels objectifs et programme de travail devraient être assignés au groupe de travail. Le Secrétariat de l'OHI a suggéré que l'AICCWG développe et tienne à jour, en liaison avec le groupe de travail opérationnel et technique de la CHRA (OTWG), un diagramme composite à jour en projection polaire, de la couverture en cartes et des routes de navigation existant dans l'Arctique. Ce dernier pourrait ensuite être utilisé dans le cadre des forums de diverses parties

prenantes (sommet sur la navigation dans l'Arctique, PAME<sup>11</sup>, etc.) afin d'accroître la sensibilisation et également de compléter l'avertissement relatif à l'état des cartes marines dans la région qui a été transmis à de nombreuses organisations parties prenantes de la CHRA en juin 2017 pour le compte des membres de la CHRA. Il a également été suggéré que ce diagramme de couverture soit inclus dans le rapport annuel sur les questions relatives à l'ECDIS fourni par l'OHI au NCSR<sup>12</sup> de l'OMI. Plusieurs autres tâches ont été assignées à l'AICCWG et/ou à l'OTWG, incluant une nouvelle analyse de l'évaluation de la pertinence des cartes marines, ainsi que le suivi du remplissage des valeurs CATZOC dans les ENC.

Le groupe de travail sur l'infrastructure des données spatiales maritimes régionales dans l'Arctique (ARMSDIWG) a rendu compte du développement de sa relation avec l'infrastructure de données spatiales du Conseil de l'Arctique et a présenté un axe de réflexion qui sera soumis au PAME, et dont l'objectif est de promouvoir les activités en lien avec les MSDI dans l'Arctique.

Le Secrétariat de l'OHI a rendu compte des décisions de l'Assemblée de l'OHI susceptibles d'avoir un impact sur la CHRA. Les propositions devant être soumises à la 1<sup>ère</sup> réunion du Conseil de l'OHI ont été examinées à des fins de coordination, notant que le président élu du Conseil de l'OHI était présent à la conférence et que tous les membres de la CHRA ont un siège au Conseil de l'OHI. Les membres de la CHRA ont examiné le résultat de la 10<sup>ème</sup> réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique qui a eu lieu à Fairbanks, Alaska, Etats-Unis, le 11 mai 2017, lors de laquelle la demande de l'OHI en vue d'obtenir le statut d'observateur n'a pas été retenue. En conséquence, les membres de la CHRA ont convenu de s'impliquer davantage auprès de leurs représentants nationaux au Conseil de l'Arctique afin de s'assurer que la proposition fasse l'objet d'un examen favorable à l'avenir.

Suite à des discussions qui ont eu lieu lors de la CHRA-6 concernant l'impact potentiel de la gestion du bruit maritime sur les opérations de levés hydrographiques, le Secrétariat de l'OHI a informé les participants du débat informel soulevé au cours de la quarantième réunion de la réunion consultative du traité sur l'Antarctique (RCTA XL) qui s'est tenue à Pékin, Chine, en mai, identifiant plusieurs pays ayant mis en vigueur des restrictions quant à l'utilisation de certains dispositifs acoustiques, incluant les SMF<sup>13</sup> et autres sonars. Il a également indiqué aux participants que le processus consultatif officiel ouvert à tous des NU sur les océans et le droit de la mer (UNICPOLOS) concentrera ses discussions sur le thème des « bruits sous-marins anthropiques »<sup>14</sup> lors de sa dix-neuvième réunion en 2018. Les Etats-Unis ont par conséquent accepté de fournir des copies des rapports et études pertinents relatifs aux bruits acoustiques et aux levés hydrographiques, aux fins d'information des membres de la CHRA et d'utilisation par le Secrétariat de l'OHI dans le cadre de forums et d'organisations internationaux appropriés.

Des débats fructueux ont eu lieu sur la bathymétrie participative, les levés via des véhicules autonomes, et sur des projets de recherche en cours dans l'Arctique, dont certains sont financés par le programme de la Commission européenne Horizon 2020 comme le projet SEDNA<sup>15</sup> visant à améliorer la sécurité maritime dans l'Arctique. Le Canada et le Danemark ont convenu d'étudier la possibilité d'être impliqués dans ce projet.

La campagne de recherche géophysique de l'Arctique *High North 17* effectuée dans le sud de Svalbard, Norvège, en juillet 2017 par le service hydrographique italien a également été considérée dans le cadre de la demande de l'Italie de devenir membre associé de la CHRA. Cette demande a été approuvée par consensus.

---

<sup>11</sup> PAME : groupe de travail du Conseil de l'Arctique sur la protection du milieu marin dans l'Arctique.

<sup>12</sup> NCSR de l'OMI : sous-comité de l'Organisation maritime internationale sur la navigation, les communications et la recherche et le sauvetage.

<sup>13</sup> SMF : sondeurs multifaisceaux.

<sup>14</sup> Lettre des NU (Division des affaires maritimes et du droit de la mer des NU, bureau des affaires juridiques) du 31 juillet 2017, Etudes sur les bruits océaniques.

<sup>15</sup> SEDNA : opérations maritimes sûres dans des conditions extrêmes : le cas de l'Arctique



*La navigation dans l'Arctique en pratique...*

La Norvège est passée des fonctions de vice-présidente à celles de présidente à l'issue de la conférence. En l'absence de la Fédération de Russie à la réunion, le président invitera la Fédération de Russie à occuper la vice-présidence dans le cadre de la rotation établie.

La conférence a pris note de la proposition de la Norvège d'accueillir la prochaine conférence au Spitzberg, Norvège, du 11 au 13 septembre 2018.

## 13<sup>ÈME</sup> RÉUNION DE LA COMMISSION HYDROGRAPHIQUE RÉGIONALE DU PACIFIQUE SUD-EST (CHRPSE)

Cartagena de Indias, Colombie, 21-25 août

La 13<sup>ème</sup> réunion de la commission hydrographique régionale du Pacifique sud-est (CHRPSE) a été organisée et présidée par le Service hydrographique colombien (*Dirección General Marítima - Centro de Investigaciones Oceanográficas e Hidrográficas del Caribe - DIMAR/CIOH*) du 21 au 25 août. Les deux premiers jours ont été consacrés à un « atelier de perfectionnement pour les hydrographes et les cartographes ». Approximativement quarante délégués ont participé à la réunion. Les participants ont inclus seize représentants des quatre Etats membres de l'OHI de la région (Chili, Colombie, Equateur et Pérou) et un observateur du Panama. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis (Service océanographique naval) y étaient également représentés à titre d'observateurs. Dix-huit représentants de l'industrie ont contribué à cet atelier et ont été invités à participer à la réunion de la commission à titre d'observateurs. Par ailleurs, quelque quarante participants de l'Académie navale et de l'école navale de sous-officiers de Colombie ainsi que d'universités locales ont pris part à l'atelier. Le professeur Keith Miller (Trinité-et-Tobago) y a représenté le Comité international FIG/OHI/ACI sur les normes de compétence pour les hydrographes et les spécialistes en cartographie marine (IBSC). Le Dr Cesar Toro, secrétaire de la sous-commission pour la mer des Caraïbes et les régions adjacentes de la Commission océanographique intergouvernementale (IOCARIBE) a fourni une contribution au point de l'ordre du jour relatif au projet OHI/COI de la GEBCO. Le Secrétariat de l'OHI y était représenté par le directeur Gilles Bessero.



*Les participants à la réunion CHRPSE 13*

Les travaux de l'atelier se sont déroulés en anglais et en espagnol, avec une interprétation simultanée dans les deux langues. Les présentations de l'atelier ont couvert un large éventail de sujets dont l'importance de l'hydrographie, les nouvelles technologies et les nouveaux développements relatifs aux levés hydrographiques, la cartographie marine et les infrastructures de données spatiales, ainsi que les différents aspects des activités de renforcement des capacités. Le professeur Miller a présenté la nouvelle structure des normes de compétence et du processus d'homologation des cours. Le directeur Bessero a donné un aperçu du cadre de la S-100.

La réunion en elle-même a été conduite en espagnol. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le contre-amiral Paulo Guevara Rodríguez, directeur général de la DIMAR, et a été marquée

par le transfert de la présidence de l'Equateur à la Colombie. A la suite du rapport du président sortant qui a salué le soutien apporté par le Secrétariat de l'OHI et par le sous-comité sur le renforcement des capacités (CBSC), le directeur Bessero a présenté le rapport du Secrétariat de l'OHI, mettant en exergue les activités et les questions relatives à la commission. Les sessions qui ont suivi ont été présidées par le capitaine de vaisseau Ricardo Torres Parra, directeur de la CIOH. Les membres de la commission et le Panama ont présenté des rapports sur leurs activités nationales depuis la 12<sup>ème</sup> conférence tenue en 2015. Le représentant de l'Autorité maritime du Panama a confirmé l'intention du Panama d'adhérer à l'OHI. Les rapports nationaux ont été suivis d'une brève présentation des conclusions des dernières réunions des deux principaux comités de l'OHI (les HSSC 8 et IRCC 9 respectivement) puis de l'examen de la participation de la région aux programmes de travail concernés. Des points de l'ordre du jour distincts ont été axés sur le renforcement des capacités (CB), sur le statut de la couverture en cartes électroniques de navigation (ENC), sur la fourniture de renseignements sur la sécurité maritime (RSM), sur la mise en œuvre des infrastructures de données spatiales maritimes (MSDI) et sur le projet GEBCO.

Les discussions ont été particulièrement ouvertes et bien dirigées par le président. Elles ont conduit à environ douze actions et à douze décisions supplémentaires centrées en particulier sur les questions relatives au CB et aux MSDI. En réponse à une observation du CBSC et de l'IRCC, la commission a décidé de séparer la désignation de son coordinateur CB régional de la rotation normale de présidence de la commission. Le Chili a accepté de reprendre les fonctions de coordinateur CB pour un mandat initial de six ans. La commission a également convenu de proposer que le sous-comité sur le renforcement des capacités envisage d'inclure le développement d'une MSDI en tant que phase spécifique dans la stratégie CB.

La commission a décidé de créer un groupe de travail chargé de développer un plan d'action triennal visant à produire un plan de réponse régional en cas de tsunami, répondant aux besoins hydrographiques les plus urgents.

La commission a décidé que toutes les ENC couvrant la région INT C2 devraient être mises à disposition via un centre régional de coordination des ENC et a reconnu la nécessité de développer et de tenir à jour un plan d'ENC régional. Elle a néanmoins reconnu que cette tâche ne constituait pas une priorité, compte tenu des ressources limitées et d'autres besoins nationaux plus urgents. En ce qui concerne la production de cartes INT, le Chili a précisé qu'il était d'avis que les efforts des membres de la commission devraient essentiellement porter sur la région antarctique.

Les membres de la commission ont été encouragés à soumettre leurs données bathymétriques au Centre de données pour la bathymétrie numérique de l'OHI, y compris les données collectées pour mettre à jour les feuilles existantes de la carte bathymétrique internationale du Pacifique sud-est (IBCSEP). La Colombie a suggéré que la région s'efforce de bénéficier du projet Seabed 2030.

Les membres de la commission ont été encouragés à identifier des membres du personnel familiarisés avec les questions RSM, qui pourraient être formés en tant que formateurs pour les futurs cours RSM. Les membres de la commission ont confirmé leur volonté de faire progresser la révision de la version espagnole du manuel d'hydrographie de l'OHI.

Les membres de la commission ont été invités à informer le Panama, via le président, de toutes les opportunités de formation hydrographique qui se présenteront, y compris de la formation sur le terrain.

Les statuts de la commission ont été amendés afin d'aligner le mandat du président sur le cycle triennal du Conseil de l'OHI, le siège affecté à la commission étant attribué au président. Le nom espagnol de la Commission a été amendé afin de se conformer à la formulation habituelle de « Comisión Hidrográfica Regional » au lieu de « Comisión Regional Hidrográfica ». En accord avec la suggestion du Secrétariat de l'OHI, la commission a décidé de fermer le site web de la commission qui n'avait pas été mis à jour depuis 2015 et de simplement tenir à jour la section de la commission sur le site web de l'OHI, en liaison avec le Secrétariat de l'OHI.

Suivant la suggestion du Secrétariat de l'OHI, le Chili a été invité à envisager de représenter l'OHI à la prochaine session du forum des responsables des agences de sécurité maritime pour l'Asie et le Pacifique, lequel doit se tenir au Chili en avril 2018.

Il est prévu que la prochaine réunion de la commission sera accueillie par le Chili en 2020.





# SEPTEMBRE

## 9<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU SOUS-COMITÉ DU SERVICE MONDIAL D'AVERTISSEMENTS DE NAVIGATION DE L'OHI

**Le Cap, Afrique du Sud, 28 août – 1<sup>er</sup> septembre**

La 9<sup>ème</sup> réunion du sous-comité du service mondiale d'avertissements de navigation (SC-SMAN) (SMAN 9) qui a été accueillie par le service hydrographique de la marine sud-africaine s'est déroulée au Park Inn, à Newlands, au Cap, Afrique du Sud, du 28 août au 1<sup>er</sup> septembre, sous la présidence de M. Peter Doherty des Etats-Unis d'Amérique. Le capitaine de frégate Christoff Theunissen, agissant en qualité de directeur du Service hydrographique sud-africain, a souhaité la bienvenue aux participants à la réunion qui ont compris 51 délégués de 24 Etats membres de l'OHI, du Secrétariat de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), du Secrétariat de l'Organisation Internationale des télécommunications mobiles par satellite (IMSO), les présidents des groupes de coordination NAVTEX de l'OMI et SafetyNET international, d'Inmarsat, d'Iridium, de l'agence maritime d'Afrique du Sud (Centre de coordination des opérations de sauvetage en mer) (SAMSA (MRSCC)), de SONSAT (sécurité de la navigation, de la stabilisation, de conseils et de formation) (dont AWNIS), de Telkom Maritime Radio et du Secrétariat de l'OHI. Parmi les délégués on comptait des représentants de 19 coordinateurs de zones NAVAREA, un coordinateur de sous-zone et cinq coordinateurs nationaux. Le Secrétariat de l'OHI y était représenté par l'adjoint aux directeurs David Wyatt.



*Participants à la 9<sup>ème</sup> réunion du sous-comité du service mondial d'avertissements de navigation de l'OHI à Newlands, au Cap, Afrique du Sud*

Le sous-comité a reçu des rapports d'auto-évaluation sur les renseignements sur la sécurité maritime (RSM) de l'ensemble des 21 zones NAVAREA, de la sous-zone de la mer Baltique et un rapport national de la Chine, ainsi que des rapports des secrétariats de l'OMM et de l'IMSO. Les résultats de la 15<sup>ème</sup> réunion du groupe de travail chargé de la révision des documents (14-16 mars 2017) ont été débattus, en particulier la proposition de modification rédactionnelle aux résolutions de l'OMI A.705(17) – *Diffusion des renseignements sur la sécurité maritime*, et A.706(17) – *Service mondial d'avertissements de navigation*.

Les délégués ont été informés des résultats des dernières réunions de l'Organisation maritime internationale (OMI), y compris des 97<sup>ème</sup> et 98<sup>ème</sup> sessions du Comité de la sécurité maritime, de la 4<sup>ème</sup> session du sous-comité de la navigation, des communications et de la recherche et du sauvetage et de la 13<sup>ème</sup> session du groupe d'experts de l'Union internationale des télécommunications (UIT) de l'OMI. Des mises à jour des activités des groupes de coordination NAVTEX de l'OMI et SafetyNET International ont été fournies par leurs présidents respectifs en même temps que les développements intervenus dans la fourniture des services mobiles par satellite du Système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM) par Inmarsat et Iridium. Par ailleurs, le président du groupe de correspondance de la S-124 a communiqué à la réunion un rapport sur l'état d'avancement du développement de la spécification de produit de la S-124 sur les avertissements de navigation.

Les participants aux sessions ont examiné les rapports d'avancement sur les cours de formation dispensés en matière de RSM, et ont débattu des processus de compte rendu du statut de la fourniture de RSM aux réunions des commissions hydrographiques régionales et des méthodes permettant au sous-comité sur le renforcement des capacités d'identifier les régions et les Etats côtiers ayant le plus besoin de formation et d'assistance.



*SMAN 9 en session plénière*

La prochaine réunion du SC-SMAN aura lieu à Monaco, du 27 au 31 août 2018 ; des renseignements détaillés seront publiés à la page SC-SMAN du site web de l'OHI dès que disponibles. Il est prévu que la réunion comportera des sessions conjointes avec les coordinateurs METAREA du Service mondial d'informations et d'avis relatifs à la météorologie maritime et à l'océanographie (SMRAMM).

M. Peter Doherty, Etats-Unis d'Amérique, a été réélu président pour la période 2017 – 2020 et M. Trond Ski, Norvège, vice-président. Deux membres de longue date, M. Alain Rouault (France), pendant 7 années, et M. Svante Håkansson (Suède), pendant 20 ans, ont indiqué à la réunion qu'ils se retireraient de leurs fonctions pour la zone NAVAREA II et la sous-zone Ib respectivement et qu'ils prendraient leur retraite à la fin de l'année.

Dès sa finalisation le rapport SMAN9 sera mis en ligne sur le site web de l'OHI, à la rubrique qui contient tous les documents de réunions déjà disponibles ([www.who.int](http://www.who.int) > Comités & GT > WNWWS-SC > WNWWS9)

## 14<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE DE LA COMMISSION HYDROGRAPHIQUE DE L'AFRIQUE ET DES ÎLES AUSTRALES (CHAIA)

**Saint-Gilles-les-Bains,**

**département français d'outre-mer de la Réunion, France, 6 - 8 septembre**

La 14<sup>ème</sup> conférence de la commission hydrographique de l'Afrique et des îles australes (CHAIA) qui était organisée par le Shom s'est tenue à Saint-Gilles-les-Bains, département français d'outre-mer de la Réunion, du 6 au 8 septembre, sous la présidence du CA Tim Lowe du Royaume-Uni. La conférence a vu la participation de délégués de France, du Mozambique, de Norvège, du Royaume-Uni, de Namibie, du Portugal et des Seychelles. Des délégués de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) et les deux centres régionaux de coordination des ENC (RENC), IC-ENC et PRIMAR ont également participé à la réunion. Des participants de l'industrie de Fugro Survey, Kongsberg Maritime et Chartwise ainsi qu'un délégué des Etats-Unis d'Amérique y ont participé à titre d'observateurs. La demande de l'Inde de faire partie de la CHAIA en qualité d'Etat membre associé a été approuvée. Le directeur Abri Kampfer et l'adjoint aux directeurs Anthony Pharaoh y représentaient le Secrétariat de l'OHI.

La 14<sup>ème</sup> conférence a compris une réunion du groupe sur la coordination de la cartographie internationale (ICCWG) au cours de laquelle le statut de la production des cartes INT dans la région a été débattu. Il a été convenu que la progression du schéma d'ENC de la CHAIA devrait être une question prioritaire. La production des cartes INT dans la région s'est avérée satisfaisante et plusieurs nouvelles cartes en sont actuellement à l'étape de production finale.



*Participants à la 14<sup>ème</sup> conférence de la CHAIA*

Chacun des membres participants et des membres associés représentés à la conférence a donné un aperçu du statut de l'hydrographie et des priorités cartographiques dans ses domaines de responsabilité.

Différents rapports, présentations et discussions ont porté sur les initiatives en matière de données spatiales numériques, sur les activités de la GEBCO et sur le programme de renforcement des capacités de l'OHI pour la région. D'autres thèmes débattus pendant la réunion ont compris le statut des publications de l'OHI, l'exactitude des informations contenues dans la C-55 et la nécessité de fournir des mises à jour régulières, les procédures à suivre en cas de catastrophes maritimes qui devraient inclure la liste à jour des coordonnées des personnes à contacter en cas d'urgence avec les coordonnées de contacts supplémentaires, selon qu'il

convient, ainsi que les renseignements sur la sécurité maritime pour la zone NAVAREA VII. Le manque de stations NAVTEX dans la région et les communications rares, voire inexistantes, avec le coordinateur NAVAREA VII ont été soulevées en tant que sources de préoccupation majeures. Les débats sur les initiatives en matière de données spatiales maritimes ont inclus une présentation de la Norvège sur un projet de base de données complète de l'ESPACE maritime relatif aux eaux norvégiennes (Mareano), en cours depuis 2005 ; ce qui était à l'origine un nouveau programme modeste s'est par la suite développé pour devenir un très large programme national. L'industrie du pétrole et du gaz partage de nombreuses données destinées à être utilisées dans cette base de données et différents résultats peuvent être obtenus comme, par exemple, des données bathymétriques, des données sur la rétrodiffusion et des données relatives à la colonne d'eau. Ce projet montre comment les travaux hydrographiques peuvent être extrêmement précieux pour d'autres organisations.

Les deux centres de coordination RENC ont fourni une mise à jour de leurs programmes spécifiques et du statut de la diffusion des ENC dans la région. Des présentations ont également été faites par chacun des participants de l'industrie.

Des rapports nationaux complets ont été présentés par la France, le Mozambique, la Norvège, l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni, le Portugal, la Namibie et le Malawi.

Les statuts de la commission ont été amendés avec l'apport de plusieurs modifications d'ordre rédactionnel résultant de l'entrée en vigueur des amendements à la Convention relative à l'OHI et d'un nouveau paragraphe régissant l'adhésion des Etats membres de l'OHI en tant que membres associés de la commission.

Une discussion franche a été tenue sur les stratégies visant à améliorer la participation aux conférences de la CHAIA et sur les difficultés qui peuvent se poser étant donné que plusieurs Etats membres et membres associés ont annulé leur participation avec un préavis très court. L'importance de soumettre des rapports nationaux sera communiquée, notamment dans les cas où la participation n'est pas possible. L'importance de l'adhésion à l'OHI a été soulignée et les membres associés ont été encouragés à rendre compte à la prochaine conférence de leurs progrès relatifs aux processus nationaux et d'indiquer quels obstacles pourront être surmontés grâce à l'intervention du Secrétariat de l'OHI.

Le contre-amiral Tim Lowe, du Royaume-Uni, a été élu président et le capitaine de vaisseau Theo Stokes, République d'Afrique du Sud, a été élu vice-président, sous réserve de sa confirmation. Il est proposé que la prochaine conférence ait lieu au cours de la dernière semaine d'août 2018, aux Seychelles.

L'ensemble des documents et présentations relatifs à la réunion du groupe de travail et à la conférence sont disponibles à la rubrique de la CHAIA 14 du site web de l'OHI (<http://www.iho.int>).

## 22<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE DE LA COMMISSION HYDROGRAPHIQUE DE LA MER BALTIQUE

**Rostock, Allemagne, 19-21 septembre**

La 22<sup>ème</sup> conférence de la Commission hydrographique de la mer Baltique (CHMB 22) a eu lieu à Rostock, Allemagne, du 19 au 21 septembre, sous la présidence de M. Mindaugas Cesnauskis (Lituanie). Sept des huit membres à part entière de la Commission (Danemark, Estonie, Finlande, Allemagne, Lettonie, Pologne, Suède) et un membre associé, la Lituanie, étaient représentés à la conférence. La délégation lituanienne était composée de deux représentants du ministère national des transports visant à les familiariser avec les travaux de la commission. La délégation de la Fédération de Russie n'y a pas participé. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique ont également été représentés à la conférence à titre d'observateurs. Le Secrétariat de l'OHI y était représenté par le secrétaire général, le Dr Mathias Jonas.

La Fédération de Russie, en sa qualité de présidente de la précédente conférence (CHMB 21) tenue à Klaipeda, Lituanie en 2016, a fourni le compte rendu final avant le début de la CHMB 22. La conférence a approuvé le compte rendu dans son ensemble mais a décidé de compiler leurs observations et commentaires dans un addendum devant être préparé et diffusé par le président après la conférence.

La CHMB 22 a couvert un large éventail de sujets régionaux incluant les développements au sein de chaque Etat membre, le statut le plus récent des levés hydrographiques et de la cartographie marine incluant les cartes INT, la production d'ENC et les projets de la CHMB en coopération. Les membres de la CHMB ont rendu compte de leurs activités nationales en matière d'hydrographie, de cartographie et de renseignements sur la sécurité maritime depuis la 21<sup>ème</sup> réunion. Ils ont également présenté de nouveaux développements en matière d'hydrographie, de production de cartes marines et de gestion du trafic maritime. Le secrétaire général, le Dr Mathias Jonas, a rendu compte du programme de travail de l'OHI et des activités effectuées par l'Organisation au cours de l'année précédente. Il a également fourni à la Commission des informations générales sur les répercussions des décisions de la 1<sup>ère</sup> Assemblée de l'OHI et de la révision de la Convention relative à l'OHI eu égard aux travaux de la Commission. Il a notamment mis l'accent sur le programme du futur 1<sup>er</sup> Conseil de l'OHI (C-1), soulignant le fait que cinq (Danemark, Finlande, Allemagne, Suède et Fédération de Russie) des huit membres de la CHMB seront représentés au Conseil. Il a encouragé les autres membres restants à communiquer leurs points de vue sur les thèmes du Conseil aux Etats membres de la région qui siègent au Conseil.

Le vice-président a identifié les amendements nécessaires aux statuts de la CHMB afin de refléter les changements à la Convention relative à l'OHI. Il a accepté de préparer le projet d'amendements avant la CHMB 23 (2018). Il est prévu qu'une cérémonie de signature officielle des statuts amendés de la CHMB aura lieu pendant cette conférence.

La Commission a examiné les initiatives régionales en cours, notamment les activités du groupe de travail sur le suivi des nouveaux levés (MWG), du groupe de travail sur la base de données bathymétriques dans la mer Baltique (BSBDWG), du groupe de travail sur les infrastructures de données spatiales maritimes de la mer Baltique (BSNSMSDIWG), du groupe de travail sur la coordination de la cartographie internationale dans la mer Baltique (BSICCWG) et du groupe de travail sur le système de référence cartographique (CDWG). La Commission a examiné les résultats de la 9<sup>ème</sup> réunion du Comité de coordination inter-régional (IRCC) et de la 7<sup>ème</sup> réunion du groupe de travail sur la base de données mondiale pour les ENC (WEND-WG).

La conférence a accordé une attention particulière à l'engagement régional dans le cadre du groupe de travail du réseau OHI-Union européenne (IENWG). Des projets multilatéraux, tels ceux de la cartographie côtière et de la phase III d'Emodnet, qui bénéficient de la participation active des membres de la CHMB, ont été présentés de manière plus détaillée. La conférence a

pris note des activités nationales au sein de projets européens concernant des thèmes maritimes et en relation avec l'hydrographie.

La Commission a renouvelé son engagement à tenir à jour le portail internet de la CHMB hébergé par la Suède, incluant la fourniture d'un modèle bathymétrique maillé pour l'ensemble de la Baltique. Le modèle actuel bénéficie toujours d'une bonne perception du public et enregistre un grand nombre de visiteurs et de téléchargements. De nombreux membres ont confirmé leurs plans consistant à fournir des données à jour à plus haute résolution afin d'améliorer l'exploitabilité du système. Les Etats membres ont réaffirmé que ces activités constituaient leur contribution régionale à l'initiative OHI/COI « Seabed 2030 ».

A la fin de la réunion, M. Thomas Dehling, (Allemagne) a été élu nouveau président de la CHMB. Il a été convenu que la prochaine réunion de la CHMB aura lieu à Aalborg, Danemark, du 28 au 30 août 2018. Tous les documents disponibles de la réunion sont mis en ligne à la page CHMB du site web de l'OHI, ainsi qu'à la page [www.bshc.pro](http://www.bshc.pro).



*Participants à la 22<sup>ème</sup> conférence de la Commission hydrographique de la mer Baltique*

## SÉMINAIRE DE LA PROFESSIONAL YACHTING ASSOCIATION SUR LES CHANGEMENTS MARITIMES

Secrétariat de l'OHI, Monaco, 28 septembre

La Professional Yachting Association (PYA) a été créée en 1991 à la suite de la création des codes pour les grands yachts commerciaux et les navires à passagers. La PYA est l'organe professionnel pour les équipages de navires et l'industrie des yachts de luxe. Elle possède 15 bureaux régionaux dans le monde et son siège est situé à Antibes, France. La PYA a le statut d'observateur à l'Organisation hydrographique internationale (OHI). Dans le cadre des activités de promotion de l'OHI, le Secrétariat de l'Organisation hydrographique internationale (OHI) a mis ses locaux à disposition pour la tenue du séminaire de la PYA sur les changements maritimes, le 28 septembre, à l'occasion du Yacht Show de Monaco. Ce séminaire a vu la participation de 100 délégués représentant des équipages de navires, des compagnies de soutien basées à terre, des organismes de formation et des autorités administratives.



*Intervention de la MCA du RU lors du séminaire de la PYA*

Le séminaire était divisé en deux sessions. La première session a couvert des questions et des mises à jour de la Maritime Coastguard Agency (MCA), de la PYA et de la Royal Yachting Association (RYA) du Royaume-Uni. La seconde session a couvert la sécurité sociale en général et la sécurité informatique à bord des yachts.

Les participants ont été accueillis par le secrétaire général de l'OHI, le Dr Mathias Jonas ; l'adjoint aux directeurs David Wyatt a ensuite communiqué des informations actualisées sur l'initiative de bathymétrie participative (CSB) de l'OHI, encourageant les équipages qui n'y participent pas encore à envisager de rejoindre la communauté CSB via une contribution en données active. Il a mis en exergue le projet de document de directives qui a été créé par le groupe de travail CSB de l'OHI et pour lequel des commentaires et un feedback sont recherchés avant de préparer la version finale de l'édition 1.0.0, qu'il est prévu de soumettre officiellement à l'approbation des Etats membres de l'OHI fin 2018.

La soirée s'est terminée par une réception sur la terrasse du Secrétariat de l'OHI organisée par la PYA.

## 6<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE RÉSEAU OHI-EU Saint-Mandé, France, 27-28 septembre

Le groupe de travail sur le réseau OHI-UE (IENWG), créé par le comité de coordination inter-régional (IRCC) afin de superviser et de traiter les activités et les processus développés sous l'égide de l'Union européenne (UE), a tenu sa sixième réunion à Saint-Mandé, France, les 27 et 28 septembre 2017, à l'invitation du Service hydrographique français (SHOM).

La réunion a été présidée par Laurent Kerléguer (France) et a vu la participation de représentants des commissions hydrographiques régionales suivantes :

- Commission hydrographique de la mer Baltique (Suède),
- Commission hydrographique de l'Atlantique oriental (France),
- Commission hydrographique de la Mésio-Amérique et de la mer des Caraïbes (France),
- Commission hydrographique régionale de l'Arctique (Danemark),
- Commission hydrographique nordique (Norvège),
- Commission hydrographique de l'Afrique et des îles australes (France),
- Commission hydrographique du Pacifique sud-ouest (France).

L'Allemagne, représentant la commission hydrographique de la mer du Nord, et la Grèce, représentant la Commission hydrographique de la Méditerranée et de la mer Noire, s'étaient excusées par avance. Des représentants du service hydrographique italien y ont participé en vidéo conférence et un représentant de l'Irlande a également participé à la réunion, tous deux en qualité de membres associés. Le directeur Abri Kampfer y a représenté l'OHI.

Des commentaires en retour ont été formulés par la France sur la participation au groupe d'experts des Etats sur la progression de la directive relative à la planification spatiale maritime européenne. La date limite d'établissement des plans spatiaux maritimes (MSP) est 2021. Les Etats membres en sont à différentes étapes dans leurs processus MSP, et utilisent pour cela différentes méthodes et outils. Il est nécessaire de prendre note des questions transfrontalières et d'accroître la coopération transfrontalière. Des mises à jour sur les projets transnationaux ont été fournies. Bien que les SH soient potentiellement des acteurs majeurs des MSP en raison de leur expérience en gestion de nombreuses données de référence, certains d'entre eux ne sont pas impliqués dans leur organisation nationale pour les MSP. L'IENWG a pris une mesure en vue de promouvoir le rôle des SH pour les MSP ; le témoignage de la DG-mare sera recherché à l'appui de cet argument.

Les groupes de travail de SIMNORAT, SIMWESTMED et SEANSE sur les données sont ouverts aux services hydrographiques afin que ceux-ci puissent contribuer ou être informés des activités relatives aux données et aux MSP. Un atelier sur les données SIMCelt aura lieu le 28 novembre 2017 à la conférence SIMCelt à Liverpool, Royaume-Uni.





La France, en tant que coordinateur du projet, a rendu compte de la progression du projet de cartographie côtière financé par la Commission européenne à l'appui du réseau européen d'observations et de données du milieu marin (EMODnet) et en particulier sur la phase III de la composante d'EMODnet. Un consortium de 41 organisations collaboratrices a organisé une réunion fin mars 2017. Un nouveau portail internet sur la bathymétrie d'EMODnet avec une conception intuitive a été mis en œuvre et des discussions sont en cours sur la manière de collaborer avec le projet OHI-COI de la GEBCO (Seabed 2030).



Une discussion sur la stratégie européenne pour les données côtières à haute résolution a été envisagée et notamment la pertinence des travaux du groupe de travail de l'OHI sur la bathymétrie participative et la révision de la S-44 par l'équipe de projet sur les normes pour les levés hydrographiques (HSPT).

La réunion a partagé la préoccupation relative à une participation irrégulière des membres qui a pour conséquence un faible retour aux CHR sur les travaux de l'IENWG. Il faudra peut-être envisager d'élargir les adhésions pour inclure tous les SH européens.

Il est prévu de tenir la 7<sup>ème</sup> réunion de l'IENWG les 6 et 7 février 2018, en un lieu qui doit encore être confirmé, et une session plénière de l'IENWG, les 27 et 28 février 2018 à Bruxelles, Belgique.

## 4<sup>ÈME</sup> SESSION DU SOUS-COMITÉ DE L'APPLICATION DES INSTRUMENTS DE L'OMI (III)

Londres, Royaume-Uni, 25 - 29 septembre

Le sous-comité de l'application des instruments de l'OMI (III) est un organe subordonné du Comité de la sécurité maritime (MSC) de l'Organisation maritime internationale (OMI). Le sous-comité réunit des Etats du pavillon, des Etats du port et des Etats côtiers afin qu'ils examinent les questions relatives à l'application, comme l'analyse des rapports récapitulatifs des synthèses d'audit du programme d'audit obligatoire des Etats membres de l'OMI. Le sous-comité joue un rôle essentiel dans l'analyse des accidents et la publication des enseignements tirés des incidents en mer. Le sous-comité reçoit et analyse en outre les données sur le contrôle des navires par l'Etat du port et examine les procédures de contrôle des navires par l'Etat du port (PSC). Les directives pour les visites et la délivrance des certificats en vertu du système harmonisé de visites et de délivrance des certificats (système HSSC) relèvent également du sous-comité III.



*La 4<sup>ème</sup> réunion du III de l'OMI en plénière*

La 4<sup>ème</sup> session du sous-comité (III 4) s'est tenue au siège de l'OMI à Londres, Royaume-Uni, du 25 au 29 septembre. L'OHI y était représentée par l'adjoint aux directeurs David Wyatt.

La réunion a traité des questions relatives à l'accord type pour l'habilitation d'organisations reconnues qui agissent pour le compte de l'administration, a révisé les directives pour les visites en vertu du système harmonisé de visites et de délivrance des certificats, a approuvé l'interprétation des dispositions de l'OMI, les conventions relatives à la sûreté, à la sécurité et à l'environnement, a pris note des leçons apprises et des questions de sécurité identifiées via l'analyse des rapports d'investigation de la sécurité maritime, et a identifié les questions relatives à l'application des instruments de l'OMI tirées de l'analyse des données PSC ainsi que de l'examen et de l'analyse d'un rapport sur l'inadéquation présumée des installations de réception portuaires.



*L'OMI pavaise à l'occasion de la Journée maritime mondiale - 29 septembre*

Les discussions susceptibles de présenter un intérêt pour les Etats membres de l'OHI portaient sur les mesures visant à harmoniser les activités et les procédures de PSC dans le monde, incluant en particulier une soumission d'INTERTANKO relative aux résultats de la 4<sup>ème</sup> session du sous-comité de la navigation, des communications et de la recherche et du sauvetage (NCSR 4) sur le suivi des questions relatives à l'ECDIS, qui a soulevé des préoccupations quant au fait que certains fabricants n'avaient pas été en mesure de mettre à jour leurs systèmes pour y incorporer l'édition 4.0 de la bibliothèque de présentation pour ECDIS avant le 1<sup>er</sup> septembre 2017. L'OHI a fait une intervention fournissant des informations sur les normes pertinentes de l'OHI et sur

leur relation avec les normes d'essai de l'IEC pour l'homologation des ECDIS. L'OHI a souligné le fait que la carte 1 de l'ECDIS est seulement destinée à fournir au navigateur un mécanisme permettant de confirmer que son affichage ECDIS est correct, et qu'elle ne devrait en aucun cas être utilisée en tant que test d'homologation de pleine conformité. L'OHI a fait remarquer que les propositions soumises par INTERTANKO sur la manière dont des navires qui n'ont pas été en mesure de mettre à jour leurs systèmes ECDIS avant la date butoir pourraient être inspectés par des officiers PSC, constituaient une solution provisoire pragmatique afin de donner à l'industrie du transport maritime et aux fabricants d'équipements davantage de temps pour se conformer pleinement aux règlements/normes OMI/OHI en vigueur, tout en ne désavantageant pas les fabricants qui ont effectivement effectué les modifications, en respectant le calendrier convenu. Les Etats membres de l'OMI ont soutenu les propositions d'INTERTANKO, qui ont été utilisées comme base pour développer des directives de l'OMI plus larges à l'intention des administrations maritimes et des PSC afin de couvrir la période transitoire jusqu'à ce que l'industrie du transport maritime et les fabricants d'équipements aient terminé le processus de mise à jour.

Le compte rendu de la réunion ainsi que les documents associés seront disponibles à la section du III sur le site web IMODOCS en temps opportuns.

L'administrateur général des affaires maritimes Jean-Luc Le Liboux, France, et Mme Claudia Grant, Jamaïque, ont été élus président et vice-présidente, respectivement, du sous-comité pour sa cinquième session qui devrait se tenir au siège de l'OMI du 24 au 28 septembre 2018.

## VISITE DE LIAISON AU 9<sup>ÈME</sup> COURS DU PROJET OHI - *NIPPON FOUNDATION* CHART

**Service hydrographique du Royaume-Uni, Taunton, RU, 28 septembre**

Le directeur Mustafa Iptes et M. Kentaro Kaneda (chargé de projets détaché au secrétariat de l'OHI par le Japon) ont rendu visite au Service hydrographique du Royaume-Uni (UKHO) le 28 septembre pour rencontrer et briefier les étudiants participant au 9<sup>ème</sup> cours du projet OHI - *Nippon Foundation* CHART (cartographie, hydrographie et formation associée). Le projet, financé par la *Nippon Foundation* du Japon, propose une formation en cartographie marine et en évaluation des données, qui est homologuée en catégorie B par le comité international FIG-OHI-ACI sur les normes de compétence pour les hydrographes et les spécialistes en cartographie marine. Le cours est accueilli par l'UKHO et est composé de cinq modules, chaque module variant d'une durée de deux à cinq semaines. Le 9<sup>ème</sup> cours a commencé le 4 septembre et se terminera le 15 décembre. Y participent des étudiants d'Algérie, d'Equateur, des Fidji, de Malaisie, de Thaïlande, d'Ukraine et du Venezuela.

Le directeur Iptes a discuté de divers sujets avec les étudiants. En réponse, les étudiants ont décrit leurs expériences et ont remercié la *Nippon Foundation*, l'UKHO et l'OHI pour l'opportunité qui leur est offerte de développer leurs connaissances et leurs compétences dans le domaine de la cartographie marine. Le directeur Iptes a fait une présentation soulignant les domaines d'influence et la valeur de l'hydrographie ainsi que les responsabilités des gouvernements en ce qui concerne la fourniture de données, d'informations, de produits et de services hydrographiques. Le rôle essentiel de l'OHI en matière de coordination et de normalisation ainsi que son programme de renforcement des capacités ont également été décrits. Les étudiants ont été encouragés à rester en contact les uns avec les autres et à maintenir une relation d'anciens élèves après leur retour dans leurs pays.



*Formateurs et étudiants du 9<sup>ème</sup> cours CHART avec le directeur Iptes*

# OCTOBRE

## 30<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU SOUS-COMITÉ DE LA GEBCO OHI-COI SUR LES NOMS DES FORMES DU RELIEF SOUS-MARIN

**Gênes, Italie, 2 - 6 octobre**

La 30<sup>ème</sup> réunion du sous-comité de la GEBCO OHI-COI sur les noms des formes du relief sous-marin (SCUFN) a été accueillie par l'institut hydrographique de la Marine (IIM), à Gênes, Italie, du 2 au 6 octobre.

Le SCUFN est chargé de la sélection des noms des formes du relief sous-marin qui doivent apparaître sur les produits du projet de carte générale bathymétrique des océans OHI-COI (GEBCO) et sur les cartes marines internationales. Ces noms, qui sont par ailleurs largement utilisés dans des publications scientifiques, sont mis à disposition dans l'Index des noms des formes du relief sous-marin de la GEBCO ([www.gebco.net](http://www.gebco.net) → Data and products → Undersea feature names → view and download). La réunion, présidée par le Dr Hans Werner Schenke (représentant de la COI) de l'institut Alfred Wegener pour la recherche polaire et marine (AWI – Allemagne), a réuni 26 participants, incluant neuf des 12 membres du SCUFN (quatre pour la COI et cinq pour l'OHI), quatre membres de l'équipe de projet du SCUFN sur les noms des formes du relief sous-marin (UFN PT) ainsi que 11 observateurs, incluant M. Shin Tani (président du comité directeur de la GEBCO) et M. Tetsushi Komatsu (secrétariat de la COI). L'adjoint aux directeurs Yves Guillam (secrétaire du SCUFN) et le chargé de projet Atilio Aste (personnel détaché par le Pérou) y ont représenté le Secrétariat de l'OHI.

La réunion a été ouverte par le capitaine de vaisseau Luigi Sinapi, directeur de l'IIM, qui a accueilli tous les participants et souligné le fait que les travaux du SCUFN sont très importants et stratégiques afin de soutenir non seulement les cartes de la GEBCO et d'autres produits SIG, mais également le projet de la GEBCO *Seabed 2030*, dont l'objectif est de développer une nouvelle carte mondiale des océans à haute résolution. Le président du SCUFN a présenté un nouveau membre du SCUFN : M. Felix Frias Ibarra (Mexique, représentant de la COI). Conformément au mandat du SCUFN, le secrétaire a informé les participants à la réunion de huit changements prévus dans la composition du comité après la réunion et notamment en 2018. Il a présenté les échéances afin que les secrétariats de l'OHI et de la COI préparent des appels à candidatures pour pourvoir les postes, attirant l'attention sur la nécessité d'un équilibre entre continuité et renouvellement lors du processus de sélection.



Le sous-comité a examiné 113 propositions de noms de formes du relief sous-marin, soumises par différents organes et organisations contributrices du Brésil (9), de Chine (41), du Japon (36), de la République de Corée (4), de la République de Palaos (17), de Nouvelle-Zélande (2) et des Etats-Unis (4). Le sous-comité a poursuivi la procédure accélérée pour l'examen des nouvelles propositions faites par la Nouvelle-Zélande (7) relatives à des noms apparaissant déjà sur les

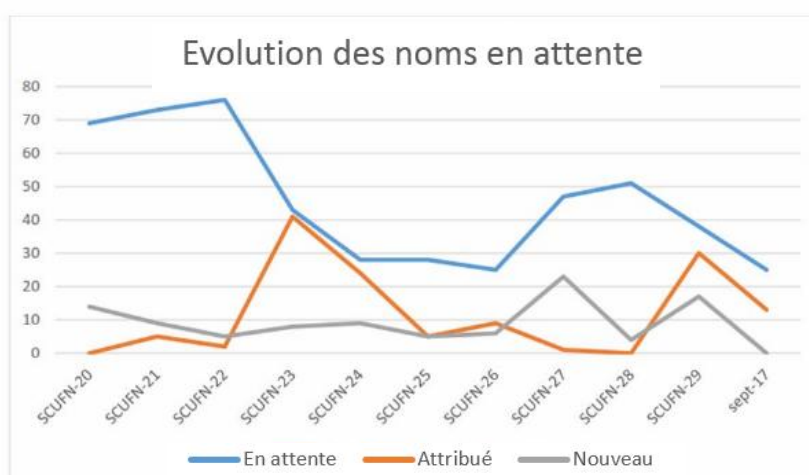
cartes marines. Enfin, le sous-comité a examiné le rapport du comité géographique de la Nouvelle-Zélande concernant les résultats des précédentes propositions accélérées, évaluées (10) ou soumises (23) en 2016 lors du SCUFN 29.

Tandis qu'un grand nombre de propositions de noms au sous-comité ont été acceptées, les décisions relatives à plusieurs autres (38 du Japon) ont été reportées pour examen ultérieur pour différentes raisons, incluant le nombre croissant de soumissions qui sont actuellement reçues et le manque de temps disponible pendant la réunion.

Outre l'examen des propositions de noms, le sous-comité s'est penché sur plusieurs questions structurelles, incluant :

- L'approbation d'un amendement aux règles de procédure du SCUFN qui sera soumis à l'approbation du comité directeur de la GEBCO, lors de sa 34<sup>ème</sup> réunion,
- Les bénéfices de participer sur une base plus régulière aux sessions du groupe d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques (UNGEGN),
- La coopération entre les Marine Regions, le SCUFN et l'UFN PT afin de réduire les incohérences d'attribution de noms et de positions entre différentes sources et de contribuer à la modélisation des données de l'UFN,
- Le développement d'une étude de cas préliminaire de la base de registres d'informations géospatiales de l'OHI actuelle à l'aide du modèle de données de l'UFN (S-57) en tenant compte des définitions de concepts actuelles en vigueur dans l'édition 4.1.0 de la publication B-6 - *Normalisation des noms des formes du relief sous-marin (Directives, formulaire de proposition, terminologie)*,
- La préparation de l'édition 4.2.0 de la publication B-6, qui inclura l'intégration d'une procédure accélérée pour les noms existants qui sont déjà représentés sur la carte et des améliorations dans la soumission de propositions au format numérique (géométrie, cartes additionnelles, etc.),
- Le statut actuel et futur de la tenue à jour et de l'amélioration de l'interface de l'Index de la GEBCO par la NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration) des Etats-Unis,
- Le développement d'un prototype sur les services web intégrés du SCUFN et d'une base de données par la République de Corée,
- Les ressources croissantes nécessaires pour mettre en oeuvre les décisions de dénomination du SCUFN dans l'index de la GEBCO et le fait que ceci peut uniquement être réalisé en sous-traitant certains travaux pendant la période intersessions.

A la suite d'un contrat attribué en 2016, les membres du SCUFN ont noté avec satisfaction une baisse dans le nombre total de noms *en attente* (propositions et actions correspondantes) entre 2015 et 2017.



Enfin, le groupe sur les termes génériques du SCUFN a également été invité à préparer pour la prochaine réunion un document de travail proposant une stratégie globale et des directives possibles définissant la résolution horizontale optimale entre les éléments du fond marin éligibles à l'attribution de noms. L'objectif est de rationaliser le processus d'attribution de noms dans certaines zones, de mieux gérer le nombre de formes dénommées reconnues à l'échelle internationale, tandis que les nouvelles technologies offrent davantage de possibilités, de limiter l'encombrement cartographique et d'améliorer la cohérence avec les éléments associés existants.



*Participants à la réunion SCUFN-30*

## CONFÉRENCE OUR OCEAN 2017

**Saint Julian, Malte, 5-6 octobre**

Depuis 2014, les responsables de haut niveau de nombreux pays participent aux conférences Our Ocean (accueillies par les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique (en 2014 et 2016) et du Chili (en 2015)), incluant des chefs d'Etat, des ministres de gouvernement, des entreprises de l'industrie mondiale, des organisations non-gouvernementales (ONG) et des organisations philanthropiques. Les conférences Our Ocean se concentrent sur tous les aspects maritimes et invitent régulièrement les dirigeants du monde à se tourner vers l'avenir et à agir, en prenant des engagements de haut niveau et en transformant les défis à venir en opportunités de coopération, d'innovation et d'entrepreneuriat.

L'édition 2017 de la conférence Our Ocean, « Un océan pour la vie », a été accueillie par l'Union européenne (UE) et s'est tenue à Saint Julian, Malte, les 5 et 6 octobre. La conférence était associée à une exposition illustrant la contribution des Etats côtiers, des organisations internationales, des organisations non-gouvernementales et de l'industrie aux activités en lien avec les océans. Des représentants de haut niveau incluant des Présidents, des Premiers ministres et des ministres de plus de 100 Etats ont participé à la conférence. Son Altesse Sérénissime le Prince Albert II de Monaco, Son Altesse Royale le Prince Charles, Prince de Galles ainsi que Sa Majesté la Reine Noor de Jordanie ont prononcé des discours liminaires lors de la conférence. Le directeur Mustafa Iptes y a représenté l'OHI.



*Participants de haut niveau à la conférence Our Ocean 2017*

La conférence Our Ocean 2017 a traité de nombreux sujets en lien avec les océans qui étaient examinés dans le cadre de différentes tables rondes tout au long des deux jours de l'événement :

- Pollution marine
- Aires marines protégées
- Sécurité maritime
- Une économie bleue durable
- Pêche durable
- Impact du climat sur les océans
- Leadership des conférences Our Ocean

Chaque table ronde a été suivie de l'annonce d'engagements par différents secteurs. La conférence Our Ocean 2017 a suscité un niveau d'ambition sans précédent :



- 437 engagements tangibles et mesurables,
- 7,2 milliards d'euros de promesses financières,
- 2,5 millions de kilomètres carrés d'aires maritimes protégées supplémentaires par le Chili, les Iles Cook, l'Indonésie, Nioué et les Palaos dans l'océan Pacifique.

Avec 100 engagements émanant du monde de l'entreprise, la conférence de 2017 a pour la première fois mobilisé à grande échelle le secteur des affaires en faveur de la conservation des océans. A eux seuls, les 36 engagements de l'UE se sont élevés à 550 millions d'euros, et en comptant les Etats membres et la Banque européenne d'investissement, la promesse totale à l'échelle de l'EU a dépassé les 2,8 milliards d'euros. D'autres pays, des ONG, des fondations, des instituts de recherche et des organisations internationales ont mis sur la table près de 300 engagements, faisant la preuve que la détermination à agir est véritablement mondiale. Au total, le niveau des promesses a quasiment doublé depuis 2014, les aires marines protégées ont été augmentées de manière substantielle et des actions ont été lancées qui auront un impact aux quatre coins des océans.

En plus des tables rondes tenues lors de la conférence, un programme très varié de réunions et de briefings parallèles ont eu lieu dans le cadre du programme de l'exposition, couvrant tout l'éventail des intérêts en matière de protection des mers et des océans du monde et permettant de s'acheminer vers de nouveaux projets pour des océans plus sains.

L'édition 2018 de la conférence Our Ocean sera accueillie par l'Indonésie à Bali, les 29 et 30 octobre 2018. Des informations complémentaires concernant la conférence Our Ocean 2017 sont disponibles sur le site web de la conférence à l'adresse suivante : <https://ourocean2017.org/>

# 9<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE ET 24<sup>ÈME</sup> RÉUNION DE TRAVAIL DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LES ASPECTS TECHNIQUES DU DROIT DE LA MER

**Monaco, 9-12 octobre**

Le comité consultatif sur les aspects techniques du droit de la mer (ABLOS) est un comité mixte de l'Organisation hydrographique internationale (OHI) et de l'Association internationale de géodésie (AIG). Le comité ABLOS comprend quatre représentants des Etats membres de l'OHI et quatre représentants de l'AIG. La division des affaires maritimes et du droit de la mer des Nations Unies (UN-DOALOS) et le Secrétariat de l'OHI fournissent chacun un membre de droit. Le comité ABLOS est chargé de fournir des conseils, des directives et, le cas échéant, donne des interprétations formelles des aspects hydrographiques, géodésiques et géo-scientifiques marins sur le droit de la mer aux organisations mères, à leurs Etats membres ou à d'autres organisations, sur demande. Il examine également les usages des Etats ainsi que la jurisprudence pour des questions qui touchent au droit de la mer et qui ont trait aux travaux du comité afin de lui permettre de fournir des conseils d'expert, le cas échéant. Le comité ABLOS étudie, promeut et encourage également le développement de techniques appropriées pour l'application des dispositions techniques contenues dans la Convention des NU sur le droit de la mer (CNUDM). La publication de l'OHI C-51 - *Manuel sur les aspects techniques de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer* est tenue à jour par le comité ABLOS.



*Les membres du comité ABLOS réunis à l'occasion  
de la 24<sup>ème</sup> réunion de travail ABLOS à Monaco*

La 24<sup>ème</sup> réunion de travail ABLOS s'est tenue au Secrétariat de l'OHI à Monaco les 9 et 12 octobre. La 9<sup>ème</sup> conférence ABLOS, intitulée « CNUDM : Repousser les limites de la CNUDM » s'est également tenue au Secrétariat de l'OHI, les 10 et 11 octobre 2017.

## **24<sup>ème</sup> réunion de travail ABLOS**

Tous les membres du comité ABLOS conjointement avec des observateurs d'Australie, du Brésil, du Canada, du Chili, du Danemark, de France, d'Inde, du Japon, de République de Corée et du Royaume-Uni (RU) étaient présents ; des représentants du Qatar et du Service hydrographique du Royaume-Uni ont également participé aux deux événements. Le président, M. John Brown (OHI - RU), a accueilli tous les membres du comité ainsi que les observateurs à la réunion de travail.

La première session de la réunion de travail a achevé les préparatifs finaux de la 9<sup>ème</sup> conférence ABLOS.

Les membres et observateurs du comité ABLOS ont débattu des sujets notables abordés lors des divers conférences, séminaires et ateliers auxquels ils ont participé et qu'ils ont entrepris depuis la dernière réunion de travail. La réunion a également discuté du matériel de cours pour le cours de formation de renforcement des capacités ABLOS et a examiné les moyens de le développer plus avant.

Au cours de la deuxième session de la réunion de travail, le Mandat et les Règles de procédure du comité ABLOS ont été révisés, plusieurs amendements ont été proposés et, dès leur finalisation, seront présentés à la 10<sup>ème</sup> session du HSSC et au conseil exécutif de l'AIG aux fins d'examen. Le comité ABLOS a noté que le mandat des deux membres nommés par l'OHI prenait fin en octobre 2018 et que le mandat de trois membres de l'AIG prendrait fin en juillet 2019. Il a été demandé à chacun d'entre eux d'indiquer s'ils seraient disponibles pour être nommés de nouveau par leurs organisations respectives ou s'ils connaissaient des candidats appropriés pour occuper ces postes bientôt vacants.

Les révisions identifiées pour le chapitre 3 de l'édition 5.0.0 du Manuel sur les aspects techniques de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer - 1982 (Manuel TALOS - C-51) ont fait l'objet de discussions. Le calendrier et la procédure de révision ont été décidés avec une date cible d'achèvement en 2018, aux fins d'examen par la 10<sup>ème</sup> réunion du comité des services et des normes hydrographiques. Le Japon a accepté de fournir le texte du chapitre 3 révisé aux fins d'examen par le comité éditorial. Par ailleurs, les membres français et chiliens du comité ABLOS ont convenu de progresser dans la réalisation des traductions française et espagnole de l'édition 6.0.0, afin de produire un document dans chacune des trois langues, pour cette édition.

L'orientation principale du séminaire régional au Qatar, qui aura lieu immédiatement après la prochaine réunion de travail, a été débattue et convenue avec l'organisation hôte. La réunion a ensuite examiné quels seraient le thème, le titre et l'intervenant principal de la prochaine conférence, la 10<sup>ème</sup> conférence ABLOS, qui aura lieu à Monaco en 2019. Il a été décidé qu'il était nécessaire de conserver l'impulsion donnée par la 9<sup>ème</sup> conférence ; en conséquence les dates, le titre, le principal intervenant et la promotion doivent être entrepris au moins 18 mois avant les dates proposées. Un comité d'organisation de la conférence a été constitué afin d'entreprendre ces tâches.

A la fin de la conférence ABLOS, le Dr Niels Andersen (Danemark) a assumé le rôle de président et M<sup>me</sup> Izabel King-Jeck (Brésil) a été élue vice-présidente. Il a été convenu que la prochaine réunion de travail aura lieu à Doha, Qatar, du 22 au 25 octobre 2018 et la prochaine conférence ABLOS à Monaco, les 8 et 9 octobre 2019.

### **9<sup>ème</sup> conférence ABLOS**



*Participants à la 9<sup>ème</sup> conférence ABLOS*

La 9<sup>ème</sup> conférence ABLOS a vu la participation d'environ 68 délégués venus de 24 Etats, (Algérie, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Danemark, France, Allemagne, Inde, Japon, Malaisie, Monaco, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Oman, Qatar, République de Corée, Arabie saoudite, Suisse, Royaume-Uni et Etats-Unis). La conférence a compris 20 présentations couvrant un large éventail de sujets et de

questions en relation avec le thème « *CNUDM : Repousser les limites de la CNUDM* ». Le secrétaire général de l'OHI, le Dr Mathias Jonas, a accueilli les délégués au nom de l'OHI. Le discours d'ouverture a été prononcé par M<sup>me</sup> Kristina Maria Gjerde, Conseillère principale pour la haute mer du Programme mondial du milieu marin et polaire de l'Union internationale pour la

conservation de la nature (UICN). Le thème général de la conférence était l'impact des nouvelles technologies et techniques, et la mise en œuvre de la CNUDM dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (ZADJN). Les présentations sur différents aspects du droit de la mer ont suscité de nombreuses questions et de nombreux commentaires en plénière et ont entraîné de longs débats en marge de la conférence, pendant les pauses.

### **Date des prochaines réunions**

La prochaine réunion de travail-séminaire sera tenue à Doha, Qatar, du 22 au 25 octobre 2018 ; la 26<sup>ème</sup> réunion de travail et la 10<sup>ème</sup> conférence ABLOS auront lieu à Monaco et sont prévues pour la période du 7 au 10 octobre 2019 ; des renseignements détaillés seront disponibles sur le site web de l'OHI, au fur et à mesure de l'avancement de la planification.

### **Disponibilité des documents**

Les documents examinés par la réunion de travail et les présentations faites à la conférence seront disponibles à la section ABLOS du site web de l'OHI (OHI → Comités & GT → HSSC → ABLOS).

**1<sup>ÈRE</sup> RÉUNION DU GROUPE D'HARMONISATION OMI/OHI  
SUR LA MODÉLISATION DES DONNÉES  
OMI, Londres, Royaume-Uni, 16-20 octobre**

La première réunion conjointe du groupe d'harmonisation OMI/OHI sur la modélisation des données (HGDM) s'est tenue du 16 au 20 octobre sous la présidence de M. Sunbae Hong (République de Corée).

La réunion a vu la participation de représentants des Etats membres suivants : Australie, Brésil, Canada, Danemark, France, Allemagne, Japon, Norvège, Pérou, Philippines, Pologne, République de Corée, Suède, Emirats arabes unis, Royaume-Uni et Etats-Unis. Le groupe a également vu la participation de membres de la Commission européenne (CE), de la chambre internationale de la marine marchande (ICS), de la commission électrotechnique internationale (IEC), de l'association internationale de signalisation maritime (AISM) et du Comité international radio-maritime (CIRM). L'adjoint aux directeurs Anthony Pharaoh y a représenté le Secrétariat de l'OHI.

L'OHI a fourni un rapport sur l'état d'avancement de la norme cadre S-100 ainsi que sur la spécification de produit actuellement en développement. Il a également rendu compte de l'état d'avancement de l'application de la base de registres de l'OHI et de sa pertinence pour le développement de normes de l'OHI.

Le groupe a débattu de diverses questions d'ordre général relatives au développement de documents d'orientation ainsi qu'au rôle des organisations participantes. Les participants à la réunion ont étudié la manière de parvenir à un équilibre entre le défi consistant à fournir des directives de haut niveau sur la question technique et l'harmonisation du format et de la structure du concept de portefeuilles de services maritimes (MSP) pour l'e-navigation.

Des discussions ont également eu lieu à propos du développement d'un mécanisme avec identifiant (ID) unique pour le domaine maritime. Il a été convenu que ceci pourrait être un facilitateur clé pour encourager l'interopérabilité entre les services et pour faciliter la communication entre équipements. Les portefeuilles de services maritimes et leur lien avec les zones maritimes du système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM) ont également fait l'objet de discussions.

## XIV<sup>ÈME</sup> SESSION PLÉNIÈRE DU GEO

Washington DC, Etats-Unis d'Amérique, 25 - 26 octobre

Le groupe sur l'observation de la Terre « GEO » est un partenariat volontaire de gouvernements et d'organisations internationales. GEO a été lancé en 2003 en réponse à des demandes d'action du Sommet mondial de 2002 sur le développement durable, et par les principaux pays industrialisés du G8 (Groupe des huit). Le GEO coordonne les efforts de construction du système mondial des systèmes d'observation de la terre (GEOSS) afin d'exploiter le potentiel croissant des observations terrestres à l'appui de la prise de décision, dans un monde de plus en plus complexe et touché par un stress environnemental croissant.

Les membres du GEO comprennent aujourd'hui 105 gouvernements et la Commission européenne. En outre, 115 organisations intergouvernementales, internationales et régionales dotées d'un mandat spécifique dans le domaine de l'observation de la Terre ou des questions connexes ont été reconnues au titre d'organisations participantes. L'OHI a été reconnue en tant qu'organisation participante en 2006. Le GEO se réunit chaque année en session plénière. Les orientations stratégiques sont décidées par un sommet ministériel qui est organisé tous les trois ans. Le plan de mise en œuvre du GEOSS a été dirigé par les co-présidents du GEO (quatre membres : Chine, Commission européenne, Afrique du Sud et Etats-Unis) et par le comité exécutif (seize membres sélectionnés sur une base géographique).

La 14<sup>ème</sup> session plénière du GEO (GEO-XIV) s'est tenue à Washington DC, Etats-Unis, les 25 et 26 octobre, sous la présidence de M. Stephen Volz (Etats-Unis) qui est l'un des coprésidents du GEO. La réunion a par ailleurs été combinée avec des événements et expositions parallèles qui ont souligné et promu le rôle, les applications et les possibilités d'utilisation des observations terrestres devant donner un aperçu d'un monde en plein changement. Plus de 500 représentants des membres, des organisations participantes et des observateurs ont participé à la plénière. Le directeur Mustafa Iptes y a représenté l'OHI.



*XIV<sup>ème</sup> session plénière du GEO*

La XIV<sup>ème</sup> session plénière du GEO s'est généralement déroulée sous forme de tables rondes afin d'incorporer une plus large participation de différents secteurs, incluant le secteur commercial, afin de contribuer à la transition de la communauté GEO, d'une approche centrée sur l'utilisateur vers une approche centrée sur les données. Le premier jour de la plénière a porté sur différents aspects des observations terrestres et les thèmes suivants ont été largement discutés lors des tables rondes :

- Les observations terrestres en politique publique : les responsables politiques au niveau municipal et national ont examiné l'utilisation actuelle des données pour permettre d'élaborer une politique publique.

- Les observations terrestres dans le secteur commercial : les preneurs de décision du secteur privé ont examiné les utilisations que font actuellement les sociétés commerciales des observations terrestres pour évaluer et gérer les risques, ce qui leur permet d'optimiser leurs investissements.
- Les observations terrestres dans le développement international : les représentants d'agences de financement et de développement nationales et internationales ont débattu de leur rôle et intérêt dans l'accroissement de la capacité d'observation terrestre mondiale et de la manière dont les incorporer dans leurs propres politiques et programmes.

Le second jour de la plénière a été consacré à l'examen et à la mise à jour du programme de travail GEO pour la période 2017-2019 ainsi que du budget 2018. Le programme de travail du GEO comprend 34 activités de communauté, 24 initiatives, quatre projets phares et 10 tâches fondamentales. Parmi les initiatives du GEO, l'initiative « *Océans et société : une initiative de la planète bleue* » vise à assurer le développement et l'utilisation durables des observations océaniques et côtières, dans l'intérêt de la société.

A la fin de la plénière, s'est tenue la dernière table ronde sur les « observations terrestres nationales ». Des représentants des Etats membres du GEO, développés et en voie de développement, ont débattu de l'importance d'avoir les meilleures pratiques pour développer et accéder à des portefeuilles d'observations terrestres à l'échelle nationale.

La prochaine réunion du GEO aura lieu à Kyoto, Japon, en 2018. Tous les documents examinés à la réunion et la déclaration de l'OHI fournie pour la XIV<sup>ème</sup> session plénière du GEO-XIV sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.earthobservations.org/geo14.php>

## 5<sup>ÈME</sup> RÉUNION DE LA COMMISSION TECHNIQUE MIXTE OMM-COI POUR L'OCÉANOGRAPHIE ET LA MÉTÉOROLOGIE MARINE (JCOMM)

Genève, Suisse, 25-29 octobre

La JCOMM, la Commission technique mixte pour l'océanographie et la météorologie marine, est un organe intergouvernemental d'experts techniques qui fournit un mécanisme pour la coordination internationale des observations océanographiques et météorologiques marines, la gestion des données et les services, en combinant l'expertise, les technologies et les moyens de renforcement des capacités des communautés météorologiques et océanographiques. La création de cette commission technique mixte découle de la constatation générale que des améliorations mondiales pourraient être obtenues sous l'angle de la coordination et de l'efficacité, en combinant l'expertise et les moyens technologiques de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO.



*Conférence technique de la JCOMM en session*



*L'adjoint aux directeurs Wyatt s'adressant à la conférence technique de la JCOMM*

La 5<sup>ème</sup> réunion de la JCOMM a eu lieu au siège de l'OMM, à Genève, en Suisse, du 25 au 29 octobre ; elle a été précédée d'une conférence technique de deux jours, les 23 et 24 octobre. L'adjoint aux directeurs David Wyatt y représentait l'OHI.

La conférence a été organisée de manière à donner une vue d'ensemble des progrès réalisés dans les systèmes d'observation météorologiques maritimes et océanographiques (metocean), dans la gestion des données, ainsi que dans les services développés et maintenus dans la période intersession de la JCOMM-5. L'objectif était de créer une interface appropriée entre la direction et les groupes d'experts de la JCOMM et les activités des membres COI-OMM et de les faire interagir avec une large communauté de parties prenantes mondiales, tous réunis dans le cadre de la session de la JCOMM-5. La session qui a revêtu un intérêt particulier pour l'OHI était la session 4 intitulée « *Integrated Meteorological and ocean services and methodological and implementation aspects of met-ocean state assessments* »

*(services et méthodologies météo-hydro-maritimes-océaniques intégrés et aspects de la mise en œuvre des évaluations de la situation météorologique et océanographique)* qui a porté sur les systèmes d'observation et de modélisation intégrés, développés en tant que base de connaissances et d'opérations pour la réduction des risques de catastrophe et les systèmes d'alerte rapides multirisque. Les présentations ont couvert les besoins en observations, les défis et expériences en matière de modélisation, ainsi que les systèmes d'aide à la décision qui découlent des systèmes d'observation et de modélisation. La session a également traité des aspects liés à la méthodologie et à la mise en œuvre des évaluations de la situation météorologique et océanographique, incluant le processus régulier de notification et d'évaluation systématiques de l'état du milieu marin de l'OMM et de la COI. Le représentant de l'OHI a fait une présentation sur l'insuffisance de la couverture bathymétrique mondiale et les impacts potentiels de cette insuffisance sur les résultats des prévisions des modèles de l'OMM et de la COI.



La réunion JCOMM-5 a abordé de nombreux sujets concernant les organes directeurs au sein de l'OMM et de la COI ; les services et la recherche climatologiques, la réduction des risques de catastrophe, les services d'alerte et d'opération rapides, les objectifs de développement durable, les services météorologiques et océanographiques et les systèmes de prévision, les systèmes de gestion, d'information et d'échange des données, les systèmes d'observation intégrés et un examen de la réglementation technique, incluant le manuel de l'OMM 558 – *Manuel de l'assistance météorologique aux activités maritimes* - un manuel pour la fourniture de services dans le cadre du service mondial d'information et d'avis relatifs à la météorologie maritime et à l'océanographie OMI/OMM (SMRAMM).



*La réunion JCOMM-5 en session plénière*

Les débats sur l'engagement de l'OMM avec les services météorologiques maritimes, la prévision des inondations côtières, le système mondial d'alerte multirisque et la mise en œuvre du système d'observation météorologique océanographique ont revêtu un intérêt particulier pour l'OHI. L'OHI a proposé un certain nombre d'amendements au document JCOMM5/5/1 intitulé – *Services and Forecasting Systems Programme Area (SFSPA) Vision, new Structure and Governance* (vision, nouvelle structure et gouvernance du domaine d'activités relatif aux systèmes de révision et aux services) qui a inclus la création du service mondial d'information et d'avis relatifs à la météorologie maritime et à l'océanographie (SMRAMM) pour remplacer l'Equipe d'experts pour les services de sécurité maritime (ETMSS) et la création d'un réseau de points focaux de services maritimes nationaux, qui reflète fidèlement le réseau des coordinateurs nationaux au sein de la structure NAVAREA, comité au sein duquel il sera demandé à l'OHI de nommer un représentant. En outre, la JCOMM a noté les travaux accomplis par l'OHI et l'AIMS pour faire progresser la structure de e-navigation de l'OMI à l'aide des normes de données et formats de la S-100 de l'OHI (Modèle universel de données hydrographiques de l'OHI) pour l'affichage des informations de communication sur des affichages de passerelle intégrés. L'OHI a par ailleurs proposé des amendements mineurs au document JCOMM5/9/1 – *Manuel révisé sur les services météorologiques maritimes (WMO-NO. 558)* – afin de s'assurer que la terminologie est conforme à celle d'autres documents sur les RSM.

L'OHI a été mise en avant en tant que partenaire clé de l'OMM et de la COI au sein de la structure de la JCOMM ; la contribution de l'OHI et l'engagement de l'OHI ont été notés dans un certain nombre de documents présentés en plénière. L'étroit engagement continu et la coopération entre l'OHI, l'OMM et la COI demeurent essentiels à la progression d'un certain nombre de programmes et initiatives de l'OHI, comme la bathymétrie participative (CSB), la GEBCO, le service mondial d'avertissements de navigation (SMAN) et la fourniture de renseignements sur la sécurité maritime (RSM), l'observation mondiale d'observation du niveau de la mer ainsi que la réduction et la gestion du risque de catastrophe.

Les coprésidents actuels de la JCOMM, M. Johan Stander (Afrique du Sud) et le professeur Nadia Pinardi (Italie) ont été réélus et occuperont leurs fonctions jusqu'à la JCOMM-6. Tous les documents de la réunion sont disponibles sur le site web de la JCOMM-5.



# NOVEMBRE

## 10<sup>ÈME</sup> RÉUNION CONJOINTE OHI/OMI/OMM/COI/AISM/AIEA/FIG/IMPA SUR LA COORDINATION DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

**Saint-Germain-en-Laye, France, 7-8 novembre**

La 10<sup>ème</sup> réunion conjointe OHI/OMI/OMM/COI/AISM/AIEA/FIG/IMPA sur la coordination du renforcement des capacités (CB) s'est tenue les 7 et 8 novembre, au siège de l'association internationale de signalisation maritime (AISM) à Saint-Germain-en-Laye, France. La réunion annuelle a réuni neuf représentants de l'OHI, de l'OMI, de l'OMM, de la COI, de l'AISM et de l'IMPA. L'AIEA et la FIG n'étaient pas représentées à la réunion. L'OHI y était représentée par M. Thomas Dehling (directeur du service hydrographique allemand), président du sous-comité sur le renforcement des capacités (CBSC), et par l'adjoint aux directeurs de l'OHI Alberto Costa Neves, secrétaire du CBSC.

L'association internationale des pilotes maritimes (IMPA) était représentée à la réunion pour la première fois et est devenue un membre permanent du groupe conjoint. L'IMPA représente la communauté internationale des pilotes, avec plus de 8 000 membres de 48 pays, et a pour objectif d'encourager l'obtention de résultats efficaces en termes de sécurité pour le pilotage, en tant que service public essentiel. L'IMPA est reconnue en tant qu'organisation observatrice par l'OHI et par l'OMI. La participation de l'IMPA est notamment essentielle en ce qui concerne l'évaluation de la composante du CB permettant d'identifier les domaines dans lesquels davantage de capacités sont requises du point de vue de l'utilisateur.

Dans son discours d'ouverture, le secrétaire général de l'AISM, M. Francis Zachariae, a mis en exergue l'importance de coordonner les efforts des organisations internationales pour construire et développer des capacités dans la communauté maritime et marine. Ces efforts rejoignent le concept des NU « Unis dans l'action » promouvant des travaux cohérents et coordonnés dans le cadre du soutien des pays en développement. Ce soutien externe en vue de fournir un soutien réel à ces pays offre l'avantage de créer les conditions requises pour l'amélioration de la communication et de la coopération au sein du pays.

Les participants ont présenté les stratégies ainsi que la gestion de leurs programmes CB, ont rendu compte de leurs activités CB depuis la dernière réunion et ont partagé les leçons tirées, les meilleures pratiques, les procédures de normalisation et leur expérience avec les agences de financement. Les représentants de l'OHI ont rendu compte des progrès réalisés, incluant l'impact de la stratégie CB de l'OHI, l'état des projets conjoints et les réalisations CB de manière générale. Les travaux conjoints favorisent également la prise de conscience des avantages de travailler avec la communauté internationale pour un développement durable de l'infrastructure nationale.

La réunion a reconnu l'importance de l'OMI en tant que vaisseau-mère de la communauté maritime, avec ses 172 Etats membres, ses nombreux observateurs et son ensemble très pertinent de conventions internationales. La réunion a également reconnu l'importance que d'autres organisations internationales travaillent avec le comité de coopération technique de l'OMI en vue de fournir un soutien aux Etats côtiers dans le cadre de leur préparation à l'audit des Etats membres de l'OMI (IMSAS), et en vue de pallier les lacunes identifiées dans des domaines pour lesquels d'autres organisations sont compétentes (par exemple l'OMM, l'OHI et l'AISM en ce qui concerne le chapitre V de la Convention SOLAS).

Les représentants de l'OHI ont informé les participants à la réunion des efforts continus réalisés par l'OHI afin de maintenir un contact avec l'OMI et ses Etats membres en fournissant des documents au TC de l'OMI, en plus de ceux présentés conjointement. Le document soumis au TC 67 de l'OMI rappelait les travaux effectués par l'OHI au bénéfice des Etats membres de l'OMI qui ne sont pas membres de l'OHI, en les aidant à remplir leurs obligations dans le cadre de la Convention SOLAS. Ce document indiquait également une réduction du niveau de soutien en CB par l'OHI pour les Etats membres de l'OMI qui ne sont pas membres de l'OHI, en raison de l'adoption de la stratégie CB de l'OHI en 2014.

La réunion a reconnu l'importance de porter une attention conjointe à l'amélioration de la disponibilité des ressources en ligne afin de compléter les formations et les ateliers face-à-face, d'intégrer les calendriers des organisations pour les activités CB en gardant à l'esprit la devise « Unis dans l'action », de développer les stratégies d'évaluation des impacts afin de contrôler l'efficacité des efforts de CB. Les participants ont passé en revue les résultats de la récente réunion de la commission technique mixte OMM/COI pour l'océanographie et la météorologie marine (JCOMM) et les avantages d'effectuer des évaluations coordonnées dans les NAVAREA et dans les METAREA, ainsi que la possibilité d'avoir recours au site *Ocean Teacher* de la COI pour héberger des formations en ligne développées par d'autres organisations (par exemple la formation sur les renseignements sur la sécurité maritime financée par le CBSC de l'OHI).



***Les participants à la 10<sup>ème</sup> réunion conjointe OHI/OMI/OMM/COI/AISM/AIEA/FIG/IMPA sur la coordination du renforcement des capacités, au siège de l'AISM***

La réunion a étudié les synergies nécessaires à l'exécution des programmes CB pour 2017/2018, les possibilités d'améliorer l'échange d'informations relatives à l'évaluation des besoins dans les Etats côtiers, la possibilité de développer et de tenir à jour une page dédiée au groupe sur le CB avec pour objectif d'améliorer la visibilité et la prise de conscience des efforts conjoints en vue de parvenir à être « Unis dans l'action ».

La réunion a poursuivi les travaux relatifs à l'identification d'une région adaptée (comme les Caraïbes, le Pacifique sud-ouest ou l'Afrique de l'ouest) au développement d'un projet régional conjoint visant à lever des fonds auprès d'agences donatrices. Des premières cibles ont été identifiées aux niveaux régional et national et les organisations ont convenu de travailler entre les sessions afin de sélectionner la région ou le pays et de préciser la portée des travaux. Les participants ont également examiné les évaluations effectuées par les organisations en ce qui concerne le faible niveau de mise en œuvre d'infrastructures de données spatiales maritimes nationales conformément aux recommandations du manuel conjoint OMI/OHI/OMM sur les renseignements sur la sécurité maritime, et ont convenu de travailler avec les organes concernés afin de prendre des mesures et de réduire les lacunes dans certains pays en développement.

Les participants ont saisi l'opportunité de la réunion pour progresser sur la coordination d'activités spécifiques, en particulier celles relatives à la visite technique conjointe au Soudan (OMI, OHI et AISM) et à d'éventuelles visites au Guatemala, à El Salvador et en République dominicaine, entre autres.

La prochaine réunion conjointe sur la coordination du CB se tiendra les 15 et 16 octobre 2018 à Londres, Royaume-Uni, et sera accueillie par l'IMPA à bord du HMS Wellington.

## 9<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU COMITÉ DES SERVICES ET DES NORMES HYDROGRAPHIQUES (HSSC)

Ottawa, Canada, 6-10 novembre

La neuvième réunion du comité des services et des normes hydrographiques (HSSC) a été accueillie par le Service hydrographique canadien (SHC). Elle s'est tenue à l'hôtel Fairmont Château Laurier d'Ottawa, Canada, du 6 au 10 novembre. Le Directeur général du SHC, M. Denis Hains, a ouvert la réunion et a souhaité la bienvenue à Ottawa aux participants.

La réunion qui était présidée par le président par intérim du HSSC, M. Mike Prince, Australie, a vu la participation de 56 représentants de 22 Etats membres, du Secrétariat de l'OHI et de six organisations internationales accréditées en qualité d'observateurs. Le secrétaire général de l'OHI, le Dr Mathias Jonas, le directeur Abri Kampfner et les adjoints aux directeurs Yves Guillam et Tony Pharaoh y représentaient le Secrétariat de l'OHI.

Le groupe directeur, composé des présidents du HSSC et de ses organes subordonnés s'est réuni le 6 novembre pour débattre des principaux points de l'ordre du jour et préparer des propositions consolidées afin que le comité puisse les examiner de façon plus approfondie.

Le comité a examiné les activités, les propositions et les plans de travail de ses organes subordonnés ainsi que les décisions d'autres organes et organisations affectant ses travaux et a pris des décisions sur un certain nombre de questions.



*Participants au HSSC-9*

Un résumé des principaux résultats est décrit ci-dessous :

### **1<sup>ère</sup> Assemblée de l'OHI - Décisions relatives au HSSC**

Le président du HSSC a indiqué que plusieurs questions relatives aux travaux du HSSC et de ses organes subordonnés avaient été discutées à la première Assemblée de l'OHI. Le point le plus important qui affecte le HSSC a été la tâche visant à ajouter une annexe à la résolution de l'OHI 2/2007 – *Principes et procédures pour la modification des normes et des spécifications techniques de l'OHI* – fournissant des directives sur la procédure à suivre pour la conduite d'études d'impact.

## **Décisions émanant du Conseil de l'OHI (C-1) affectant le HSSC**

Le HSSC a décidé d'examiner les amendements à la résolution de l'OHI 2/2007 demandés par l'Assemblée en deux étapes, suite aux décisions prises lors du C-1, étant donné qu'il a été évalué que la procédure d'approbation des propositions faites par le HSSC et par l'IRCC resterait la même jusqu'à la 2<sup>ème</sup> session de l'Assemblée de l'OHI (A-2). Le HSSC a donc été invité à examiner son mandat en parallèle à la révision de la résolution de l'OHI 2/2007, et à soumettre d'autres amendements en vue d'obtenir un aval lors de la 3<sup>ème</sup> réunion du Conseil, aux fins d'approbation lors de l'A-2.

Les publications de l'OHI S-66, Edition 1.1.0, S-57 Appendice B.1, Annexe A, Edition 4.1.0 et S-11 Partie A, Edition 3.1.0 ont été évaluées par le Conseil et des lettres circulaires de l'OHI sollicitant l'approbation des Etats membres ont été publiées en conséquence.

Les membres du HSSC ont été informés des principales priorités du programme de travail 2 de l'OHI – *Services et normes hydrographiques* – qui ont été mises en exergue et évaluées lors du C-1.

Il a également été noté que le Conseil a chargé le HSSC d'établir une liste des items de travail classés par ordre de priorité qui nécessitent un financement par le fonds consacré aux projets spéciaux: les trois demandes faites lors du HSSC-9 (développement du catalogue de présentation et du générateur de catalogue de présentation de la S-101, création des ensembles de données de la S-58, développement de la S-127 – *Gestion du trafic* – spécification de produit), ont été approuvées en vue d'un financement.

### **S-100 et activités y relatives**

Le président du GT sur la S-100 a indiqué que l'édition 3.0.0 de la S-100 a été publiée en juin 2017 et qu'un calendrier de publication des futures éditions de la S-100 visant à faciliter la tenue à jour et l'extension de la norme a été proposé et adopté.

Il a été noté que le projet d'édition 1.0.0 de la S-100 Spécification sur l'interopérabilité, applicable aux systèmes de navigation uniquement, avait été mené à bien par le GT sur la S-100 et que le numéro S-98 a été attribué à cette publication.

Le comité a salué la nomination de M. Al Armstrong en tant que nouveau président de l'équipe de projet de la S-101, notant que le développement des ENC de type S-101 est clairement défini comme la pierre angulaire du programme de travail 2 de l'OHI. Les participants ont également salué les progrès réalisés dans le développement de la S-121 – *Limites et frontières maritimes* – attendu par la division des affaires maritimes et du droit de la mer des Nations Unies (DOALOS), pour permettre aux Etats membres de répondre à leurs obligations lors du dépôt de leurs limites et frontières maritimes (pour toute information complémentaire, se référer à : [www.s-121.com](http://www.s-121.com)).

Notant la disponibilité prochaine de produits basés sur la S-100, des propositions ont été faites en vue d'implémenter de solides procédures de validation, et d'utiliser d'une manière générale les plates-formes de banc d'essai actuellement développées par la République de Corée, ainsi que l'outil de validation développé par le Canada pour la S-111 – *Courants de surface*.

Le comité a pris note de la bonne progression du développement de produits basés sur la S-100 contenant des informations nautiques, comme la S-122 – *Aires maritimes protégées* – et la S-123 – *Services radio* – et les défis futurs (production effective et harmonisée, assurance qualité, distribution, prescriptions d'emport, etc.) associés à la publication de spécifications de produit basées sur la S-100 et à la mise en service de produits basés sur la S-100. Il a été recommandé que les débats sur d'éventuels plans de mise en service et de production soient lancés au sein des groupes de travail, des commissions hydrographiques régionales et d'autres organes appropriés de l'OHI.

Le HSSC a reconnu qu'il était absolument nécessaire que le groupe de travail sur la qualité des données (DQWG) poursuive ses activités et un nouveau mandat a été adopté, en vue de s'assurer que les aspects relatifs à la qualité des données soient traités de manière appropriée et harmonisée pour toutes les spécifications de produits basées sur la S-100. Les indicateurs de qualité pour les données bathymétriques dans les ENC de type S-57 et dans les ENC de type S-101 demeurent une question cruciale qui a été traitée d'une part via le développement du projet d'une nouvelle publication S-67 – *Guide du navigateur relatif à l'exactitude et à la fiabilité des ENC* – et d'autre part via la présentation d'une éventuelle méthodologie de visualisation conditionnelle.

### **Questions relatives à l'ECDIS et cartographie marine**

Le président de l'ENCWG a rendu compte des révisions d'un nombre important de publications de l'OHI terminées en 2017 (S-52, S-64, S-57 UOC<sup>16</sup>, S-58, S-65 et S-66). Des discussions fructueuses sur la densification des isobathes dans les ENC ont mené à la conclusion que l'ENCWG devrait identifier les limites actuelles de la S-57 ; dans le même temps, les producteurs d'ENC seront invités à inclure davantage d'isobathes dans leurs ENC, le cas échéant. Des préoccupations soulevées par INTERTANKO dans son rapport (zones CATZOC non-évaluées, isobathes resserrées, avis aux navigateurs temporaires et préliminaires, questions de présentation) ont permis d'obtenir un retour d'expérience pertinent des navigateurs et ont été traitées lors de la réunion dans le cadre du rapport de l'ENCWG.

Le NCWG a rapporté que l'édition 4.7.0 de la S-4 avait été publiée et que l'étude sur le « futur de la carte papier » était à présent traitée par un sous-groupe. Le HSSC a demandé au NCWG d'étudier de récents rapports d'enquête traitant d'accidents nautiques, ainsi que de fournir des recommandations pour amender les normes et documents d'orientation de l'OHI, selon qu'il convient.

Le comité a pris note du rapport d'information du représentant de la Commission électrotechnique internationale (IEC). Le représentant de l'IEC a présenté le calendrier type nécessaire pour la production d'une nouvelle révision majeure d'une norme IEC, qui inclut les concepts de la S-100 pour l'ECDIS, de même que le concept de l'IEC relatif à la date de stabilité.

### **Equipe de projet sur les normes pour les levés hydrographiques (HSPT)**

Le HSPT a rapporté que plusieurs limites contenues dans la version actuelle de la S-44 ont été identifiées lors de sa première réunion et qu'un questionnaire avait été établi en vue d'évaluer les opinions des utilisateurs et des parties prenantes. Le comité a encouragé le HSPT à poursuivre ses travaux selon la marche à suivre proposée, qui inclut le développement d'une approche matricielle pour la prochaine édition de la S-44. La soumission de l'édition 6 de la S-44 aux fins d'approbation par le HSSC est prévue en 2019-20.

### **Relations avec d'autres organismes et avec les parties prenantes**

Le comité a apprécié les diverses présentations données par le président du comité de coordination inter-régional, par les parties prenantes et par les intervenants à titre d'experts. Le HSSC a notamment bénéficié du rapport instructif de l'Open Geospatial Consortium (OGC), et du point de vue de l'utilisateur fourni par INTERTANKO. Le rapport de sensibilisation fourni par le comité international de protection des câbles (CIPC) a été bien noté et des mesures supplémentaires traitant de la publication des données, des levés associés et de la représentation des câbles sur les cartes ont été identifiées.

### **Présidence**

A la fin de la réunion, le capitaine de vaisseau Luigi Sinapi (Italie) et M. Mike Prince (Australie) ont été élus respectivement président et vice-président du HSSC pour la période allant de 2017 à 2020.

---

<sup>16</sup> *Use of the Object Catalogue (en français : utilisation du catalogue des objets).*



**Prochaine réunion**

Il est prévu que la prochaine réunion du HSSC (HSSC-10) se tiendra à Rostock-Warnemünde, Allemagne, du 14 au 17 mai 2018. Les futures réunions du HSSC devront également avoir lieu à cette saison de l'année afin de synchroniser les activités de compte rendu avec le calendrier du Conseil de l'OHI.

**Informations complémentaires**

Tous les documents examinés à la réunion et d'autres informations sont disponibles sur le site web de l'OHI à la page Accueil > Comités & GT > HSSC.

## SÉMINAIRE DE L'AIMS SUR LA NAVIGATION DANS L'ARCTIQUE

**Siège de l'AIMS, Saint-Germain-en-Laye, France, 9 et 10 novembre**

Le séminaire de l'AIMS sur la navigation dans l'Arctique avait pour objectif d'assurer le suivi d'une réunion tenue en février 2010 au siège de l'AIMS, à laquelle avaient participé des nations de l'Arctique et où plusieurs mesures avaient été approuvées par les participants. Ce séminaire a vu la participation de 38 délégués, représentant huit pays et six organisations sœurs. L'OHI y était représentée par son secrétaire général, le Dr Mathias Jonas.

Le séminaire était divisé en plusieurs présentations traitant de sujets relatifs à la navigation dans l'Arctique. L'ensemble des nations de l'Arctique et des organisations internationales ayant un intérêt pour le sujet ont débattu de leurs points de vue sur les défis qu'il y a à assurer une navigation sûre dans les eaux Arctiques. Le séminaire a traité des besoins identifiés par le Conseil de l'Arctique en matière d'hydrographie, d'aides maritimes à la navigation et de services maritimes. La situation et les plans actuels ont été examinés du point de vue de la météo et du climat, de la navigation commerciale, du service positionnement, navigation et synchronisation (PNT), des communications, de l'échange de données, de l'évaluation des risques, de la prise en compte et du suivi du trafic, et d'autres sujets pertinents. L'objectif du séminaire pour les nations et organisations qui fournissent des services maritimes dans l'Arctique était d'échanger des informations et de développer leurs points de vue en ce qui concerne :

- la prise en compte du trafic, les comptes rendus des navires et le partage des données ;
- les services d'informations maritimes numériques ;
- les services de positionnement ; et
- les aides maritimes à la navigation.

Au cours du séminaire, les suggestions, remarques et observations suivantes ont été faites par les participants :

- Il est encore grandement nécessaire d'échanger des informations ainsi que d'en apprendre davantage sur les initiatives, les travaux et les projets de chacun. Il semble que plusieurs initiatives individuelles n'impliquent pas les partenaires et parties prenantes concernés.
- Le grand nombre de « bases de données » actuellement développées ou dont le développement est prévu est préoccupant. Il est nécessaire de collaborer et de concentrer les ressources sur quelques sites/portails appropriés.
- Une approche harmonisée devrait être adoptée pour tracer les routes polaires, combinant le partage de données avec des normes communes pour leur fourniture et des services basés sur le web.
- IALA-NET pourrait devenir une plate-forme commune permettant de collecter et de mettre à disposition des données AIS via satellite, si les membres concernés de l'AIMS acceptent de coopérer.
- Les aides à la navigation virtuelles, les avis de zone et d'autres services d'e-navigation utilisant le VDES-SAT pourraient représenter une contribution importante à la sécurité de la navigation dans l'Arctique, mais l'attribution d'une fréquence doit être soutenue par l'UIT.
- Une approche multi-systèmes devrait être développée pour les PNT restants, en utilisant une combinaison du GNSS et des systèmes terrestres ainsi qu'un récepteur multi-systèmes.
- Le réchauffement climatique est une réalité qui ouvre de nouvelles routes polaires et permet une meilleure accessibilité en été.
- La navigation dans les glaces nécessite des compétences spécialisées pour un passage sûr.

- Le tourisme d'aventure dans l'Arctique augmente et devrait continuer d'augmenter.
- L'Arctique ne sert toujours pas de raccourci « par en haut » à cause de certaines préoccupations quant à la fiabilité du passage, et ce malgré les prix actuels du carburant.
- Il y a une importante pénurie de données issues de levés hydrographiques, ce qui rend impossible la fourniture d'une série complète d'ENC pour les voyages dans l'Arctique.
- Il est très probable que l'exploitation minière et l'exploration offshore continuent dans la région, et le trafic touristique augmente.
- Il est vital de faire le nécessaire afin d'éviter les accidents et les dommages environnementaux, les ressources pour la recherche et le sauvetage (SAR) et pour le contrôle de la pollution étant limitées et les conditions de fonctionnement difficiles.
- La zone couverte par le Code polaire est limitée et devrait être élargie pour inclure d'autres zones au sein desquelles le trafic est plus dense, également soumises à des conditions glacières.
- Les STM fournissent également de manière coordonnée des données en temps réel, les changements de route, la synchronisation des escales, avec une confirmation par courriel ou vocale.
- Le partage d'informations et la nécessité d'une coopération dans le cadre du développement d'applications du VDES en vue de fournir des solutions de communication dans l'Arctique.
- *Arctic Web* - gratuit, développement à source ouverte - donne des prévisions météorologiques et océaniques actuelles sur mesure ainsi que des cartes des glaces - soutient la gestion des risques au cours des voyages, le choix de l'itinéraire et les services SAR en ligne.
- L'idéal, du point de vue des exploitants, serait qu'il y ait un seul système d'information intégré pour l'Arctique, mais ceci pourrait se révéler difficilement réalisable d'un point de vue politique. Des spécifications communes pour les services représenteraient une étape importante, permettant un échange d'informations aisé et fiable.
- L'amélioration de la communication des services de trafic maritime (MSP 5) dépend de solutions normalisées et numériques (S-100), pour les RSM, la navigation dans la glace, etc., solutions qui conduiraient à un transfert ouvert ne dépendant pas d'un équipement propriétaire.
- De nouvelles NAVAREA ont été créées il y a dix ans. Des services d'e-navigation, incluant des STM, doivent être fournis pour ces zones. VDES-SAT pourrait représenter une contribution importante en vue de fournir la connectivité nécessaire.
- La *Maritime Connectivity Platform* (MCP - en français : plate-forme de connectivité maritime) peut être utilisée pour échanger des informations via des services en ligne, en utilisant les moyens de communications disponibles (cf. *IALA MRCP*). Le VDES fournit un réseau fermé avec une sécurité et une authentification intégrées pour les services d'e-navigation.
- Le défi majeur du VDES est d'être adopté par les armateurs et par les fabricants de navires. Le deuxième plus grand défi auquel fait face le VDES dans l'Arctique est son adoption par les autorités à terre, étant en compétition avec d'autres investissements en infrastructures.
- Il est nécessaire de libérer des fréquences pour le VDES et de mettre à jour l'infrastructure afin de traiter un débit de données plus élevé et de produire des données dans des formats normalisés. Il est possible de partager l'infrastructure, les systèmes d'information et de développer des outils de partage des données.
- Il est nécessaire de trouver une solution technique coordonnée pour inclure le VDES et la MCP dans les communications dans l'Arctique.



*Participants au séminaire de l'AIMS sur la navigation dans l'Arctique, siège de l'AIMS, Saint-Germain-en-Laye, France*

Les six conclusions suivantes ont été approuvées lors de la seconde journée du séminaire :

1. Une approche harmonisée devrait être adoptée pour tracer les routes polaires et pour fournir des services numériques avec des normes communes en matière de fourniture, de services basés sur le web et d'autres moyens.
2. IALA-NET est une plate-forme adéquate pour l'échange et le stockage des données AIS historiques aux fins d'analyse statistique et pour l'utilisation d'outils de gestion des risques.
3. Etant donné que la connectivité est l'un des principaux facilitateurs du développement dans l'Arctique, le fait que les infrastructures de communication soient limitées continue d'être un défi majeur.
4. VDES-SAT pourrait fournir des aides à la navigation virtuelle et d'autres services d'e-navigation dans l'Arctique. L'attribution d'une fréquence doit être soutenue à l'UIT.
5. Une approche multi-systèmes devrait être développée pour les PNT restants, en utilisant une combinaison du GNSS et des systèmes terrestres ainsi qu'un récepteur multi-systèmes.
6. Il y a une importante pénurie de données issues de levés hydrographiques pour être en mesure de fournir un jeu complet d'ENC (simplifiées) pour les voyages dans l'Arctique. La méthode participative de collecte de données hydrographiques peut constituer une contribution significative.

Une contribution pertinente à la conclusion n° 6 a été apportée par le secrétaire général de l'OHI, sous la forme de sa présentation intitulée « Données et plans hydrographiques actuels ».

Les conclusions du séminaire seront transmises au Conseil de l'AIMS aux fins d'information et à l'ensemble des comités de l'AIMS pour être développées ultérieurement.

**PROJET GEBCO OHI - COI  
(CARTE GÉNÉRALE BATHYMÉTRIQUE DES OCÉANS)  
RÉUNIONS ANNUELLES**

**Busan, République de Corée, 13 – 17 novembre**

Plusieurs réunions relatives au projet GEBCO OHI-COI (carte générale bathymétrique des océans) ont eu lieu à Busan, République de Corée, du 13 au 17 novembre :

- 13 et 14 novembre : réunion conjointe du sous-comité technique sur la cartographie des océans (TSCOM), le sous-comité sur la cartographie régionale sous-marine (SCRUM) et le groupe de travail sur la sensibilisation (OWG);
- 15 novembre : symposium GEBCO ; et
- 16 et 17 novembre : 34<sup>ème</sup> réunion du comité directeur de la GEBCO (GGC).

Le Secrétariat de l'OHI était représenté à la réunion conjointe TSCOM, SCRUM et OWG par les adjoints aux directeurs Anthony Pharaoh et David Wyatt qui ont été rejoints par le directeur Mustafa Iptes pour le symposium de la GEBCO et la réunion du GGC.

TSCOM, SCRUM et OWG

La réunion conjointe TSCOM-SCRUM était coprésidée par le Dr Karen Marks (Etats-Unis), président du TSCOM, et par le Dr Vicki Ferrini (Etats-Unis), président du SCRUM.



*Les TSCOM, SCRUM et OWG en session plénière*

Des rapports actualisés ont été fournis sur les projets de cartographie régionale suivants : Compilation bathymétrique de l'océan Indien (IOBC), Projet de cartographie des fonds marins de l'Atlantique Nord, Carte bathymétrique internationale de l'océan Arctique (IBCAO) et Carte bathymétrique internationale de l'océan austral (IBCSO).

Les participants ont examiné le détail du projet Seabed 2030 proposé. L'équipe chargée de la création du projet Seabed 2030 a présenté les activités entreprises au cours de la période, depuis le GGC33, ce qui donné lieu à des discussions détaillées dans le cadre des sessions en petits groupes. Un certain nombre de défis à relever et de déficiences ont été identifiés, ce qui nécessitera un examen plus poussé. Il a été reconnu que la relation avec le GGC et avec d'autres organes nécessitait d'être affinée. Le professeur Hyo Hyun Sung, président de l'OWG, a présenté une mise à jour détaillée des activités, initiatives et considérations et, au cours des débats ultérieurs les participants ont discuté des manières d'élargir les communications au-delà de la formation professionnelle et de comment l'OWG devrait soutenir et compléter le projet Seabed 2030.

## Symposium GEBCO

Pour la onzième année consécutive, le projet GEBCO a organisé un symposium, auparavant appelé « Journée de la science bathymétrique de la GEBCO » avec pour thème « Map the Gaps » (cartographier les trous). Le symposium, qui a compris des sessions d'affiches et des contributions d'un large éventail d'institutions impliquées dans tous les aspects de la cartographie des océans, a regroupé 24 présentations couvrant une variété de sujets. Les présentations associées seront disponibles sur le site web de la GEBCO à l'adresse suivante :



*Le directeur Iptes s'adressant au symposium GEBCO*

([https://www.gebco.net/about\\_us/gebco\\_symposium/](https://www.gebco.net/about_us/gebco_symposium/)).

## Comité directeur de la GEBCO

La majeure partie des représentants de l'OHI au sein du comité directeur de la GEBCO étaient présents et seuls le contre-amiral Patricio Carrasco (Chili) et le Dr Graham Allen (Royaume-Uni) n'ont pas pu y participer. Des représentants des pays suivants : Canada, France, Allemagne, Israël, Japon, République de Corée, Royaume-Uni, Etats-Unis, ainsi que la COI et l'OHI ont participé à la réunion en qualité d'observateurs ; un représentant de Fugro y a participé en qualité d'intervenant à titre d'expert.

Le président, M. Shin Tani (OHI - Japon), a présenté l'ordre du jour et le programme. Le GGC a reçu des rapports succincts de ses sous-comités et groupes de travail et a approuvé les travaux qu'ils ont entrepris. Le GGC a également reçu des rapports de personnel clé exécutant des fonctions au nom de la GEBCO ainsi que des rapports des organes dont il relève, en l'occurrence l'OHI et la COI, sur les activités menées depuis la réunion précédente.

Le président du sous-comité sur les noms des formes du relief sous-marin (SCUFN) a insisté sur le fait que de nombreux membres terminent leur mandat et sur la difficulté de trouver des remplaçants ayant les qualifications requises. Il a présenté la révision proposée au mandat et aux règles de procédure du SCUFN, visant à clarifier les procédures pour les réunions à venir. Le GGC n'a pas approuvé les amendements et a conseillé au président du SCUFN de continuer à fonctionner dans le cadre du mandat et des règles de procédure actuels avec la possibilité de revoir la situation avant la prochaine réunion du GGC.



*Les membres du Comité directeur de la GEBCO au GGC-34*

Le GGC a discuté des méthodes et des moyens de rendre plus visible le profil du projet de la GEBCO au sein des différentes communautés de parties prenantes et d'utilisateurs incluant les Etats membres de l'OHI et de la COI, la communauté maritime et scientifique et le public en général. Il a noté que différentes stratégies seraient nécessaires pour chacun de ces groupes et que c'était une composante majeure pour les activités de la GEBCO qui impliquaient et influençaient tous les aspects du futur du projet de la GEBCO. Le GGC a convenu de faire progresser le statut de l'OWG au rang de nouveau sous-comité afin de refléter l'importance des relations extérieures et des communications. Il a été convenu que le mandat et les règles de procédure révisés devraient être rédigés en même temps qu'une nouvelle stratégie de communication. Le GGC a consacré beaucoup de temps aux débats sur le projet Seabed 2030, incluant sa structure, sa gouvernance, sa supervision et ses comptes rendus. Le groupe chargé de l'établissement du projet Seabed 2030 a demandé l'aval du GGC pour continuer à développer le projet, y compris le choix d'un directeur de projet et la structure nécessaire pour superviser le projet.

Le GGC a également examiné sa situation financière actuelle en rapport avec les projets prévus proposés. Le comité a traité des projets de budget de ses organes subordonnés et a approuvé des affectations révisées pour s'assurer qu'un solde du fonds équivalant à 13 000 € soit maintenu pour 2018 afin de couvrir les items émergents. La COI a confirmé la dotation annuelle de 10 000 € au projet de la GEBCO et il a été convenu que celle-ci devrait servir à commencer des travaux de modernisation et d'amélioration du site web de la GEBCO. Le projet de plan de travail et de budget consolidé de la GEBCO fera l'objet d'un compte rendu à la 10<sup>ème</sup> réunion du comité de coordination inter-régional de l'OHI (IRCC) et à la 51<sup>ème</sup> réunion du Conseil exécutif de la COI, aux fins d'examen et d'approbation.

Il est prévu que les prochaines réunions annuelles de la GEBCO auront lieu du 5 au 9 novembre 2018 à Canberra, Australie.

## 45<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU COMITÉ TC 211 DE L'ISO

Wellington, Nouvelle-Zélande, du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre

Standards New Zealand a accueilli la 45<sup>ème</sup> réunion du comité technique 211 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) (ISO/TC211) qui a eu lieu à la Victoria University de Wellington, Nouvelle-Zélande. Le TC211 de l'ISO traite de l'élaboration de normes et de spécifications pour le domaine géospatial. L'Organisation hydrographique internationale (OHI) est un membre de liaison de classe A du TC211 de l'ISO et participe à ses groupes de travail sur l'élaboration et la tenue à jour de ses normes. La série de normes et de spécifications 19100 du TC211 a servi à l'élaboration du modèle universel de données hydrographiques S-100 de l'OHI. L'adjoint aux directeurs Anthony Pharaoh a représenté le Secrétariat de l'OHI à la réunion plénière et aux réunions des groupes de travail.



*Membres de la 45<sup>ème</sup> réunion plénière du TC211 de l'ISO.*

L'ISO requiert que toutes les normes soient régulièrement révisées afin de rester adaptées à leur objet. La 45<sup>ème</sup> réunion plénière a approuvé la révision de la norme 19152:2012 Modèle de référence du domaine de l'administration des terres (LADM). La Fédération internationale des géomètres (FIG) a convenu d'organiser un atelier sur le LADM à Zagreb, Croatie les 12 et 13 avril 2018. La réunion a également convenu qu'un examen systématique devrait être effectué pour les normes suivantes : 19144 Système de classification - Partie 2 : Métalangeage de couverture du sol (LCML); 19159-1 Calibration et validation de capteurs de télédétection - Partie 1 : capteurs optiques ; 19117 Présentation et ISO 19155 architecture d'identifiants de lieu (IL).

En raison des importants travaux entrepris par l'Open Geospatial Consortium (OGC) sur les services Web géospatiaux, il a été décidé d'annuler les projets de révision actuels pour les normes 19142 (Service d'accès aux entités géographiques par le web) et 19143 (Codage de filtres) jusqu'à l'achèvement des projets OGC.

La réunion plénière a convenu d'utiliser le nom de domaine « isotc211.org » pour l'accès web à toutes ses ressources officielles, incluant les implémentations de schémas XML 19100, les listes de codes XML, les exemples de fichiers XML, les ontologies, les fichiers UML et les profils des normes.

Comme suite au débat sur les différentes méthodes de classification des données, il a été convenu d'organiser un atelier sur la classification pendant la 46<sup>ème</sup> réunion qui aura lieu en mai 2018. Les participants seront invités à rendre compte de leurs expériences à l'aide d'une approche de classification descendante et ascendante.

Un séminaire de sensibilisation a été tenu pendant la réunion. Des présentations ont été faites sur un projet (par l'Australie et la Nouvelle-Zélande) visant à développer une infrastructure de connaissances géospatiales utilisant des ressources de données corrélées, sur la spécification



abstraite DGGS (Discrete Global Grid Systems) de l'OGC, et sur une initiative de l'Australie visant à produire des comparaisons d'éléments des catalogues de métadonnées.

Il est prévu que la 46<sup>ème</sup> réunion plénière et des groupes de travail aura lieu du 28 mai au 1<sup>er</sup> juin 2018 à Copenhague, Danemark.

## 18<sup>ÈME</sup> RÉUNION DE LA COMMISSION HYDROGRAPHIQUE DE LA MÉSIO-AMÉRIQUE ET DE LA MER DES CARAÏBES (CHMAC)

Varadero, Cuba, 29 novembre - 2 décembre

La 18<sup>ème</sup> réunion de la Commission hydrographique de la Mésio-Amérique et de la mer des Caraïbes (CHMAC), qui s'est tenue à Varadero, Cuba, du 29 novembre au 2 décembre, a vu la participation de 52 représentants de 9 Etats membres, de 10 membres associés, d'un pays observateur, de cinq organisations observatrices et de cinq entreprises commerciales. Le Directeur Mustafa Iptes et l'adjoint aux directeurs Alberto Costa Neves y ont représenté le Secrétariat de l'OHI.



*Participants à la 18<sup>ème</sup> réunion de la Commission hydrographique de la Mésio-Amérique et de la mer des Caraïbes*

La réunion a été accueillie par le bureau national pour l'hydrographie et la géodésie (*National Office of Hydrography and Geodesy - ONHG*) de Cuba à l'hôtel Meliá « Marina Varadero », et était présidée par le contre-amiral Henrique Flores Morado, président de la Commission et directeur du Service hydrographique du Mexique. La réunion a été ouverte par le contre-amiral Carlos Augusto Duque Ramos, chef de la marine des forces armées révolutionnaires de Cuba. Il a rappelé les graves catastrophes naturelles qui ont frappé la région et fait un grand nombre de victimes, l'importance de la connaissance des fonds marins pour une politique maritime efficace ainsi que les bénéfices du soutien en renforcement des capacités apporté par l'OHI à Cuba à plusieurs niveaux.

Avant la conférence, un séminaire de l'OHI sur le renforcement des capacités a eu lieu les 27 et 28 novembre, sur le thème « Gouvernance hydrographique et gestion de l'hydrographie dans des environnements difficiles ». Le séminaire a reçu la contribution de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) et de plusieurs parties prenantes de l'industrie. Des participants de 12 Etats côtiers de la région ont reçu des informations pertinentes et ont contribué activement au séminaire.

Le séminaire a été suivi des réunions du comité de cartographie intégré de la CHMAC (MICC), du comité sur le renforcement des capacités (CBC) et du groupe de travail sur l'évaluation des risques (RAWG). Mme Dawn Seepersad, de l'université des Indes occidentales (UWI), a présenté les premiers résultats de ses recherches sur l'évaluation des risques en matière de sécurité maritime pour l'ensemble de la région des Caraïbes. En conséquence, la Commission a décidé de continuer à soutenir les recherches de l'UWI sur l'évaluation des risques.

L'ordre du jour de la réunion de la Commission était organisé selon les thèmes suivants : les développements au sein de la région, l'impact des travaux des organes de l'OHI et d'autres organisations internationales et régionales, les comptes rendus des pays, l'état des levés et l'évaluation des risques, les infrastructures de données spatiales, les cartes et publications marines, le renforcement des capacités et la réponse en cas de catastrophe. Les parties prenantes de l'industrie ont également contribué aux différents sujets de l'ordre du jour.

La réunion a été informée des progrès réalisés par le MICC ainsi que des progrès significatifs de la couverture en ENC dans la région, avec 60 nouvelles ENC et trois supprimées, atteignant 820 cellules disponibles dans la région. Les nations productrices d'ENC ont été encouragées à continuer d'alimenter les ENC avec des informations CATZOC utiles afin d'assurer la sécurité de la navigation, y compris en assistant la planification du voyage ayant recours à des informations CATZOC.

La réunion a également reçu des informations sur l'analyse sur le manque de ports de croisière, qui conclut que 43 des 373 ports/mouillages pour navires de croisières du monde qui ne sont pas couverts par des ENC des catégories d'usage 4, 5, ou 6 se situent dans la région de la CHMAC. Sur ces 43 ports, 14 auront une couverture ENC à grande échelle d'ici deux ans. Le MICC a également rapporté que 8 membres de la CHMAC contribuaient au *MACHC ENC Online Viewer* : Brésil, Colombie, Cuba, Mexique, Pays-Bas, Suriname, Etats-Unis et Venezuela.

En conséquence directe de la coopération entre le SC-SMAN et le CBSC, Cuba et Haïti ont commencé à soutenir la publication d'avis aux navigateurs et d'avertissements de navigation informant d'incohérences entre une Aide à la navigation et les cartes marines de leurs eaux, afin d'aider les navigateurs dans la région.

Les participants ont été informés de la visite technique effectuée en Haïti conjointement par le Brésil, la France et les Etats-Unis, de la nécessité et des opportunités de développement professionnel continu et d'accréditation hydrographique, des résultats du projet mexicain FOCAHIMECA (renforcement des capacités hydrographiques dans la Méso-Amérique et dans la mer des Caraïbes), des projets de levés et de cartographie d'eaux continentales dans la région et de nouveaux outils de gestion du flux de travail pour la cartographie marine et les publications numériques.

Dans le contexte des récentes catastrophes qui ont frappé plusieurs pays de la région, la réunion a été informée d'actions menées par la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. La conférence a accepté d'envisager la création d'un environnement SIG pour faciliter les travaux du président de la CHMAC à l'appui des pays touchés ainsi que les éventuelles connections avec le cadre de réponse en cas de catastrophe de l'UN-GGIM.

La prochaine réunion de la CHMAC se tiendra à Carthagène, Colombie, du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2018, et sera précédée d'un séminaire de deux jours sur la réponse en cas de catastrophe et les responsabilités en matière de RSM, les 26 et 27 novembre.



# DECEMBRE

## 30<sup>ÈME</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE DE L'ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE Siège de l'OMI, Londres, RU, 27 novembre - 6 décembre

L'Organisation maritime internationale (OMI) a pour principal organe l'Assemblée qui se réunit tous les deux ans et qui traite d'un large éventail de questions opérationnelles administratives et litigieuses. La 30<sup>ème</sup> session de l'Assemblée a vu la participation de plus de mille participants représentant la vaste majorité de l'ensemble des 172 Etats membres ainsi que de nombreux observateurs, parmi lesquels l'OHI qui a été représentée par son secrétaire général, le Dr Mathias Jonas pendant les quatre premiers jours.

Les principaux éléments de chaque Assemblée de l'OMI sont les rapports réguliers des comités subordonnés, tels :

- Le comité de la sécurité maritime
- Le comité juridique
- Le comité de la protection de l'environnement marin
- Le comité de la coopération technique
- Le comité de simplification des formalités



*Le secrétaire général de l'OHI,  
le Dr Mathias Jonas  
et le secrétaire général de l'OMI  
Kitack Lim  
à une réception à l'Ambassade  
allemande à Londres*

Avant que les présidents respectifs des comités ne rendent compte à l'Assemblée, le secrétaire général de l'OMI Kitack Lim s'est adressé aux délégués en présentant un rapport complet sur les performances du Secrétariat. De nombreux points de l'ordre du jour de l'OMI sont susceptibles d'intéresser le Secrétariat de l'OHI, comme par exemple :

- La gestion des fichiers et des documents pour transformer les informations en connaissances.
- Une solution basée sur le web pour gérer le flux des documents.
- La mise à disposition de fichiers vocaux enregistrés de l'Assemblée et du Conseil via le site web IMODOCS.
- La promotion des réseaux sociaux permettant d'améliorer la prise de conscience globale de l'organisation.

Le secrétaire général a ensuite rendu compte de la l'achèvement fructueux de la révision du plan stratégique de l'Organisation pour la période de six ans allant de 2018 à 2023, incluant les indicateurs de performance et la liste des résultats ainsi que le document ajusté sur l'application du plan stratégique de l'Organisation en même temps que le projet de résolutions de l'Assemblée associé. Le caractère systématique de

cette révision peut permettre de produire un modèle pour un processus similaire à celui récemment entamé par le Conseil de l'OHI pour la révision du plan stratégique de l'OHI.

Un autre élément important qu'il convient de noter pour l'OHI est l'adoption officielle à l'Assemblée, de la future mise en œuvre obligatoire du programme d'audit des Etats membres de l'OMI qui englobera à présent les huit traités importants qui sont sous l'égide de l'OMI.

Parmi les éléments audités figure la règle 9 du chapitre V de la Convention SOLAS qui mentionne explicitement l'obligation qu'ont Etats côtiers d'effectuer des levés et de cartographier régulièrement les eaux placées sous leur responsabilité. Ceci est une bonne nouvelle pour l'OHI étant donné que la nécessité et la pertinence de l'hydrographie sont à présent une partie inhérente de chaque audit et que cela oblige les Etats côtiers à répondre en fonction de leurs activités respectives. Les résultats de l'audit sur cette question contribueront à compléter l'image des activités hydrographiques mondiales qui, combinées avec les informations présentées par l'OHI, permettront de cibler plus précisément les activités conjointes en matière de renforcement des capacités.

L'Assemblée a également débattu du problème des déchets plastiques générés par le transport maritime et a convenu d'inscrire ce point à l'ordre du jour du comité de protection de l'environnement marin, en demandant une action à court terme.

Pour la navigation dans les régions polaires, les délégués ont convenu à l'unanimité d'entamer la seconde phase du Code polaire pour cibler toute activité de transport maritime au sein de cette région vulnérable sur le plan environnemental. Les futures activités prévues auront également un impact sur l'ordre du jour des commissions hydrographiques régionales de l'OHI pour les régions arctique et antarctique.

Le secrétaire général de l'OHI a saisi cette occasion pour entrer en contact avec plusieurs Etats membres de l'OMI afin de les inciter à adhérer à l'OHI et pour discuter des manières d'approfondir la collaboration entre l'OMI et l'OHI dans les domaines de la normalisation technique, à savoir via le groupe d'harmonisation sur la modélisation des données (HGDM) et dans différents aspects des activités conjointes en matière de renforcement des capacités qui doivent être réactivées.

## 5<sup>ÈME</sup> RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA BATHYMÉTRIE PARTICIPATIVE

OHI, Monaco, 5 et 6 décembre

Le groupe de travail sur la bathymétrie participative (CSBWG) a été chargé par le comité de coordination inter-régional (IRCC) de développer une publication de l'OHI qui fournisse des directives relatives à la collecte et à l'utilisation des données de bathymétrie participative (CSB). Ce document fournira directives et conseils portant sur diverses considérations qui devraient être prises en compte lors de la collecte de données CSB aux fins d'inclusion dans le jeu de données bathymétriques mondial tenu à jour au sein du centre de données de l'OHI pour la bathymétrie numérique (DCDB).

Le groupe de travail a tenu sa cinquième réunion au Secrétariat de l'Organisation hydrographique internationale, Monaco, les 5 et 6 décembre. En l'absence de la présidente du CSBWG, Mme Jennifer Jencks (Etats-Unis, directrice du DCDB), le vice-président, M. Serge Gosselin (Canada), a présidé la réunion, qui a vu la participation de représentants de neuf Etats membres (Canada, Danemark, France, Italie, Nigéria, Norvège, Portugal, Royaume-Uni et Etats-Unis), ainsi que d'observateurs et d'intervenants à titre d'experts du conseil maritime baltique et international (BIMCO) et de Sea-ID. Le Secrétaire général, le Dr Mathias Jonas, le Directeur Mustafa Iptes et l'adjoint aux directeurs David Wyatt (secrétaire) y ont représenté le Secrétariat de l'OHI.



*Les participants à la 5<sup>ème</sup> réunion du CSBWG entre les sessions*

Les responsables de chapitres qui avaient été chargés de coordonner la rédaction de sections spécifiques des directives de la B-12 ont présenté des comptes rendus oraux au CSBWG. Pendant la réunion, les différents projets de chapitres des directives ont été développés plus avant, en tenant compte des commentaires reçus en réponse à la lettre circulaire de l'OHI 49/2017. Le projet de version finale des directives de la B-12 sera mis à disposition sur le site web de l'OHI avant sa présentation à l'IRCC lors de sa 10<sup>ème</sup> réunion à Goa, Inde, en juin 2018. Sous réserve de l'obtention de l'aval de l'IRCC, ceci sera suivi de l'examen du Conseil de l'OHI à sa 2<sup>ème</sup> réunion et soumis aux Etats membres de l'OHI aux fins d'adoption, approximativement fin 2018. Les participants ont également examiné les futures tâches qui pourraient être traitées par le GT à la suite des discussions entamées par les Etats membres de l'OHI lors de la 1<sup>ère</sup> Assemblée (A-1) et du 1<sup>er</sup> Conseil (C-1) et un projet initial de révisions du mandat a été développé pour examen plus avant.

Il a été convenu que le président, le vice-président, l'éditeur et les responsables de chapitres devraient se réunir pour coordonner la relecture finale du document à soumettre à l'IRCC 10. Il a été convenu qu'une réunion pourrait être tenue, immédiatement après la conférence hydrographique canadienne, à Vancouver le 30 mars 2018. Il a par ailleurs été décidé que la prochaine réunion du groupe de travail devrait faire progresser les travaux de préparation de l'édition 2.0.0 et examiner le résultat de l'IRCC 10 concernant les instructions du 1<sup>er</sup> Conseil sur l'accroissement du nombre de tâches devant être entreprises par le CSBWG. Il est donc prévu

d'organiser une sixième réunion du CSBWG à Boulder, Colorado, Etats-Unis, du 19 au 21 juin 2018.

Le rapport de la réunion et les documents d'accompagnement seront mis à disposition dans la section CSBWG du site web de l'OHI : [www.iho.int](http://www.iho.int) > [Comités & GT](#) > [IRCC](#) > [CSBWG](#)



## VISITE TECHNIQUE À EL SALVADOR

### San Salvador, 4-7 décembre

A l'invitation de l'Institut géographique et cadastral national (*Instituto Geográfico y del Catastro Nacional* - ICGN), une visite technique à El Salvador, financée par le programme de renforcement des capacités de l'OHI, a été effectuée du 4 au 7 décembre par l'adjoint aux directeurs de l'OHI Alberto Costa Neves et par M. Jason Otero Torres de l'agence nationale de renseignement géospatial (NGA) des Etats-Unis, la principale autorité chargée de la cartographie pour El Salvador.



*De gauche à droite : M. Carlos Figueroa (ICGN, division géodésie), l'adjoint aux directeurs de l'OHI Alberto Costa Neves, Mme Sonia Sánchez (directrice de l'ICGN), M. Carlos Castañeda (vice-ministre des affaires étrangères), M. Jason Otero Torres (Etats-Unis, NGA) et M. Oscar Everardo Chicas, diplômé d'université (directeur général pour la souveraineté et l'intégrité territoriale, MFA)*

Le programme de la visite a inclus des réunions internes avec les différentes autorités de l'ICGN et de son organisation mère, le Centre national d'enregistrement (*Centro Nacional de Registros – CNR*), réunions dont l'objectif était de faire connaître les avantages et l'importance de l'hydrographie en tant qu'infrastructure nationale ainsi que d'évaluer les futurs plans. Les réunions avec le personnel technique concerné et les visites des locaux de l'ICGN ont donné l'occasion d'évaluer les capacités existantes en matière de levés hydrographiques, de production de cartes et de renseignements sur la sécurité maritime.

Dans le cadre du programme, l'ICGN a organisé un atelier d'une demi-journée avec les principales parties prenantes du secteur maritime afin de discuter de l'importance de l'hydrographie dans leurs administrations. L'atelier a vu la participation de représentants du ministère des affaires étrangères, du ministère de l'environnement, du ministère des finances, du ministère du tourisme, de l'autorité maritime et portuaire, de la direction générale de la protection civile, de la Marine, de la commission exécutive portuaire autonome et de l'université d'El Salvador.

L'équipe chargée de la visite technique a rencontré le vice-ministre des affaires étrangères, M. Carlos Alfredo Castaneda ainsi que le vice-ministre de l'environnement et des ressources naturelles, le Dr Ángel María Ibarra. L'équipe a également visité le port d'Acajutla, le port le plus grand et le plus important d'El Salvador, l'observatoire de l'environnement pour la surveillance des risques, l'autorité maritime et portuaire et a eu une réunion avec le capitaine de vaisseau René Hernández, président du comité de direction, et avec M. Mario Miranda, directeur exécutif.

Au cours de la visite, l'équipe a collaboré avec ses hôtes en vue de créer un accord bilatéral avec l'autorité de cartographie principale, de mettre en place un comité hydrographique national, de rédiger un projet de mandat pour le coordinateur RSM national, d'établir un plan pour le développement hydrographique, entre autres actions pertinentes. Le résultat de la visite sera rapporté à toutes les parties prenantes, incluant une liste des conclusions et recommandations.

L'adjoint aux directeurs Costa Neves a été informé qu'El Salvador, en tant qu'Etat côtier de la région de la Méso-Amérique, souhaite rejoindre l'OHI dans le futur et envisage ainsi activement de devenir membre de l'OHI.

## 4<sup>EME</sup> REUNION DE L'EQUIPE DE PROJET SUR LA S-121 New York, Etats-Unis, 4 – 8 décembre

La réunion a été accueillie par la division des affaires maritimes et du droit de la mer (DOALOS) des Nations Unies, basée à New York, Etats-Unis. Les Etats membres suivants étaient représentés à la réunion : Australie, Canada, France, Corée (République de), Suède, Royaume-Uni et Etats-Unis. Des membres de l'UN-DOALOS, d'IDON et de Teledyne – Caris ont également participé à la réunion, où l'OHI était représentée par l'adjoint aux directeurs Anthony Pharaoh. L'équipe de projet (PT) comprend 13 Etats membres. En plus de l'OHI, cinq autres organismes internationaux (UN-DOALOS, ABLOS, TC211 de l'ISO, INSPIRE, UN-GGIM), ont indiqué qu'ils participeraient aux travaux de l'équipe de projet. La spécification de produit S-121 est une norme commune permettant aux Etats maritimes de déposer leurs limites et frontières maritimes dans un format géospatial numérique.

La réunion a entrepris un examen du modèle de données de la S-121. Il a été convenu de manière générale que ce dernier était relativement abouti et ne nécessitait pas d'autres modifications. Les participants à la réunion se sont entendus sur différentes actions à mener incluant : la soumission des données d'entité pour les limites et frontières maritimes aux fins d'inclusion dans la base de registres de l'OHI ; la finalisation du format de codage des données ; l'extension de la section relative à la présentation afin de soutenir davantage de SIG génériques et de besoins en services web. Des renseignements complémentaires concernant la spécification de produit S-121 ainsi que les activités de l'équipe de projet sont disponibles sur le site web de la S-121 (<http://www.s-121.com>).

La prochaine réunion de l'équipe de projet de la S-121 devrait se tenir en décembre 2018, dans les locaux de l'UN-DOALOS.



## NOUVEAUX HYDROGRAPHES

NOM	PAYS	DATE
Theo STOKES *	Afrique du Sud	09/2017
Thomas DEHLING	Allemagne	10/2017
Commodore Fiona FREEMAN. RAN	Australie	12/2017
Xu Xu RUQING *	Chine	01/2017
Vinka KOLIC, B. Sc *	Croatie	06/2017
Capitaine de frégate RDML John OKON *	Etats-Unis d'Amérique	07/2017
Ali Reza KHOJASTEH *	Iran (République islamique')	05/2017
Capitaine de vaisseau Leonardo Tun HUMBERT *	Mexique	07/2017
Capitaine de vaisseau Khalid LOUDIYI *	Maroc	01/2017
Commodore Chukwuemeka Ebenezer OKAFOR	Nigéria	09/2016
Capitaine de vaisseau Thani AL MAHROUKI *	Oman	10/2017
Contre-amiral David PORTILLA LINARES *	Pérou	01/2017
Dong-Jae LEE *	République de Corée	03/2017
Mirko KOMAC, M. Sc *	Slovénie	06/2017
Dmytro PADAKIN *	Ukraine	07/2017

\* C.V. non reçu

## NOUVEAU DIRECTEUR DU SERVICE HYDROGRAPHIQUE D'ALLEMAGNE



Né le 23 novembre 1963 en Allemagne, **Thomas Dehling** participe aux travaux de l'OHI depuis 2001. Après avoir contribué à différents groupes de travail au sein de la CHMB et de la CHMN, en 2005 il a rejoint le programme de renforcement des capacités, un sujet placé au centre de ses travaux internationaux, et a été nommé président du CBSC en 2011. Il a pris part aux travaux du Comité de coordination inter-régional (IRCC) depuis la création de ce dernier et en a récemment été élu vice-président.

Thomas Dehling est actuellement président de la commission hydrographique régionale de la mer Baltique.

Sur le plan national, il est également impliqué dans les questions relatives à l'hydrographie et occupe les fonctions de président de la société hydrographique allemande.

Thomas Dehling avait auparavant travaillé dans différents domaines. Il a rejoint les forces armées fédérales allemandes en 1984 pour une période de dix ans en tant qu'officier de carrière. Tout au long de son service dans l'artillerie il a occupé plusieurs postes. De 1985 à 1987 il a étudié à l'université des forces armées fédérales allemandes à Munich et a obtenu un mastère de sciences d'ingénierie civile en géodésie (Dipl. Ing. für Vermessungswesen). Il a terminé sa carrière dans les forces armées avec le grade de capitaine.

Il a ensuite occupé un poste au gouvernement de l'Etat fédéral de Schleswig-Holstein à Kiel, Allemagne, où il a étudié l'administration dans tous les domaines relatifs à l'évaluation et aux questions associées, et a obtenu un deuxième examen d'Etat (Vermessungsassessor).

Pendant une courte période de 15 mois, il a travaillé dans le secteur privé avec un expert agréé, le Dr Borgmann, à Berlin. Ses tâches comprenaient la réalisation de levés cadastraux et de techniques d'ingénierie associées, la supervision, le traitement et l'évaluation de données ainsi que l'acquisition de commandes, la formation et l'évaluation des géomètres.

Peu avant de devenir lui-même expert agréé, il a eu l'opportunité de passer du domaine du cadastre à celui de l'hydrographie lorsqu'il a rejoint le Service hydrographique allemand (Bundesamt für Seeschifffahrt und Hydrographie - BSH) à Hambourg, en tant que chef de section pour les levés hydrographiques et la recherche d'épaves dans la mer du Nord en 1998.

Un an plus tard seulement, en 1999, il a été nommé directeur de la division des levés hydrographiques, et a quitté le bureau de Hambourg pour celui de Rostock. Il a occupé cette fonction pendant 18 ans.

En octobre 2017, il a été nommé en tant que nouveau directeur du Service hydrographique d'Allemagne, à la succession de Mathias Jonas. Au sein du BSH, il occupe à présent le poste de directeur du département d'hydrographie et celui de directeur du bureau du BSH à Rostock.

## NOUVEAU DIRECTEUR DU SERVICE HYDROGRAPHIQUE D'AUSTRALIE

Depuis le 15 décembre 2017, le commodore Brett Brace, de la marine royale australienne (RAN), a pris sa retraite des fonctions de directeur du Service hydrographique australien et a été remplacé par le **commodore Fiona Freeman de la RAN**. Ci-après une courte biographie de sa longue carrière et de son expérience.

Le commodore Fiona Freeman est entré au service de la marine royale australienne en février 1988. Au cours de ses 30 années de carrière, elle s'est spécialisée en hydrographie et a acquis de l'expérience en mer et à terre dans les domaines du commandement, des opérations, de la formation et de la gestion des ressources humaines.



Lorsqu'elle était officier subalterne, Fiona a passé du temps en mer à bord des navires HMA *Stalwart*, *Flinders*, *Moresby* et *Paluma* et du navire HMNZS *Monowai*. En 1992, elle a participé à la circumnavigation du globe à bord du navire-école *Young Endeavour's* dans le cadre de la commémoration internationale du 500<sup>ème</sup> anniversaire du voyage de Christophe Colomb. Fiona était à bord du HMAS *Jervis Bay* lorsqu'il a été déployé en Somalie en 1993 à l'appui de l'opération Solace.

Fiona a assuré le commandement, au niveau opérationnel en mer, en tant qu'officier de commandement des bâtiments HMAS *Benalla* (2002-3) et *HS Red* (2006-09). Elle était en service opérationnel sous le mandat des Nations Unies au Timor-Oriental (au commandement en second du HMAS *Labuan* 2000) et a participé aux opérations de protection des frontières du gouvernement australien en mer (au commandement du *HS Red* 2008). Fiona a également occupé plusieurs postes au sein de l'Etat-major, à la fois en service simple (Marine) et dans un environnement interarmées dans les domaines de la formation, de la planification des opérations et des ressources humaines. Dans le domaine de la formation elle a été responsable de la formation en spécialisation hydrographique de la Marine. Dans le domaine des ressources humaines elle a été principale conseillère professionnelle pour tous les officiers subalternes de la Marine et par la suite, lors de sa promotion au rang de capitaine de vaisseau en 2011, elle a occupé les fonctions de Directrice du bureau de gestion des carrières de la Marine. Depuis lors, Fiona a été nommée Directrice - Options militaires (J55) au sein de la division de planification du commandement des Forces interarmées et a également servi en tant que chef d'Etat-major auprès du vice-chef de la Défense et en tant que sous-chef d'Etat-major au quartier général du commandement stratégique de la Marine. Elle occupe les fonctions de Directrice du Service hydrographique australien depuis sa promotion au rang de commodore en décembre 2017.

Fiona est diplômée du cours de commandement et d'Etat-major supérieur du Royaume-Uni et du Centre australien de Défense et d'études stratégiques. Elle est titulaire d'une maîtrise de gestion (études de Défense), d'arts (études stratégiques) et d'hydrographie.

## NOUVEAU DIRECTEUR DU SERVICE HYDROGRAPHIQUE DU NIGERIA



Né le 19 avril 1966 au Nigéria, le **Commodore OKAFOR Chukwuemeka Ebenezer** a obtenu un diplôme avec mention en mathématiques à l'Académie de défense nigériane en 1990, puis il a rejoint la marine nigériane au rang d'enseigne de vaisseau de 1<sup>ère</sup> classe, en septembre 1991. Il a suivi plusieurs cours militaires dont le cours technique pour les enseignes de vaisseau à la NNS QUORRA à Apapa, de 1993 à 1994, le cours fondamental d'hydrographie pour les officiers de l'Académie maritime internationale de Trieste, Italie, en 1998, et le cours d'état-major pour officiers au Collège de commandement et d'état-major des Forces Armées (AFCSC) à Jaji en 2001. Il a également suivi le cours long d'hydrographie pour officiers en inde, de 2003 à 2004, le cours d'état-major pour officiers supérieurs de 2005 à 2006 au AFCSC de Jaji et au Collège de défense national nigérian de septembre 2013 à août 2014. Il est également titulaire d'un master en hydrographie obtenu à l'université de Goa, Inde, d'un master en gestion du transport (maritime) à l'université Ladoke Akintola d'Ogbomosho, d'un master en affaires internationales et en diplomatie à l'université Ahmadu Bello de Zaria et d'un master en études stratégiques à l'université d'Ibadan.

Il a occupé différentes fonctions au sein de la marine nigériane, dont les principales sont les suivantes : officier de quart à bord des NNS EKUN et EKPE, hydrographe confirmé à bord du NNS LANA, commandant du NNS AGU et du FOB BONNY et directeur adjoint de la production des cartes marines au service hydrographique de la marine nigériane à Lagos. Il a également servi à de nombreuses reprises en tant qu'instructeur, instructeur en chef et commandant de l'école hydrographique de la marine nigériane de Port Harcourt. De même, il a fait partie de la direction de l'AFCSC et a été directeur adjoint pour l'hydrographie à l'Etat-major de la marine, Abuja. Le dernier poste qu'il a occupé au sein de la marine nigériane avant d'être nommé en tant qu'hydrographe de la marine nigériane est celui de directeur adjoint de la planification des campagnes (maritimes) au siège de la défense, Abuja.

Avec son épouse, Madame Ngozi Gloria Eze, ils sont les heureux parents de quatre enfants : trois garçons et une fille. Ses centres d'intérêt sont la lecture et la musique chrétienne et il n'apprécie pas la tromperie et le mensonge.